

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12458 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 17-LUNDI 18 FÉVRIER 1985

Pologne : l'acharnement

On prend les mêmes et on recommence. Trois militants très connus de l'opposition polonaise, hôtes réguliers des prisons, MM. Franyuk, Lis et Michnik, ont été formellement mis en état d'arrestation vendredi 15 février, deux jours après leur interpellation au cours d'une réunion tenue à Gdansk en présence de M. Lech Walesa. Les quatre autres responsables de Solidarité interpellés ce jour-là ont été remis en liberté, mais tous seront poursuivis pour « tentative de troubler l'ordre public ». Ils risquent trois ans de prison.

M. Walesa lui-même était convoqué ce samedi matin chez le procureur de Gdansk, en qualité de « suspect ». Depuis sa remise en liberté, en novembre 1982, le président de Solidarité a été convoqué à de multiples reprises par la justice, mais en tant que témoin, et les autorités n'ont jamais osé (en dehors d'un « enlèvement » de quelques heures le 16 décembre 1982) aller au-delà, alors même que M. Walesa ne s'est pas privé de rencontrer à plusieurs reprises les dirigeants clandestins de son syndicat et de s'associer à leurs déclarations.

Le motif apparent des récentes arrestations est l'appel à un arrêt de travail symbolique de quinze minutes, le 28 février, pour protester contre les nouvelles hausses de prix, qui risquent de détériorer un peu plus un niveau de vie déjà inférieur à celui d'un pays européen. La réunion de mercredi était notamment consacrée à préparer cette action, modeste mais fort efficace, à mettre sur pied, tant soit grande les risques de répression. Elle a été précédée - et suivie - d'autres rencontres de M. Walesa avec d'anciens responsables régionaux de Solidarité. Mais les autorités ont visiblement voulu faire un exemple, et le choix des trois personnes formellement arrêtées est tout sauf surprenant, au point que l'affaire prend l'allure d'un règlement de comptes.

M. Wladyslaw Franyuk, ancien dirigeant du syndicat à Wrocław, puis organisateur efficace de la clandestinité dans sa région, où il jouit d'une très grande popularité, pousse parfois l'audace jusqu'à l'insolence. A peine avait-il été libéré, l'été dernier, aux termes de l'amnistie, qu'il avait même de rentrer chez lui il s'était vu assigner pour rencontrer le principal dirigeant de la clandestinité, Zdzislaw Bujak, il avait été payé ce geste par un nouveau séjour de deux mois en prison, sous un prétexte futile. Il risque de payer, plus chèrement cette fois-ci, son obstination.

M. Bogdan Lis, ouvrier, ancien membre du parti, dirigeait lui le réseau clandestin de Gdansk, jusqu'à son arrestation en juin dernier. Il fut menacé d'un procès pour « haute trahison » et ne doit sans doute sa libération qu'à l'insistance mise par les Etats-Unis à obtenir une application « complète » de l'amnistie.

Quant à Adam Michnik, une des figures les plus connues de l'ancien KOR, il a, à trente-huit ans, vingt années d'opposition derrière lui, et le pouvoir ne lui pardonne pas d'avoir largement contribué, du fond de sa prison, à faire capoter, au printemps dernier, les projets d'expulsion du pays des opposants les plus notoires.

L'étrange « trêve » imposée par l'affaire Popieluszko est donc définitivement rompue. Le pouvoir ne se contente pas de montrer que cet épisode tragique n'a en rien modifié sa manière de diriger le pays. Fort des quelques succès qu'il vient d'enregistrer (la levée du veto opposé par Washington à un retour de la Pologne au sein du FMI, le premier voyage du général Jaruzelski en dehors du bloc soviétique, en Inde), il semble décidé à pousser son avantage, en repartant un peu plus fort sur l'enclume de la normalisation. Le général Jaruzelski démontre sans peine qu'il est bien au pouvoir à Varsovie. L'imagination, elle, n'y est pas.

JAN KRAUZE.

(Lire nos informations page 5.)

292 000 chômeurs de plus en un an

Premières victimes : les ouvriers
et les employés des entreprises traditionnelles



Pour le chômage, l'année commence mal, plus mal que n'avait fini 1984. A la fin du mois de janvier, on comptait en données brutes 2 553 200 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE et en données corrigées 2 443 500 selon les statistiques publiées le 15 février par le ministère du travail. Soit respectivement 28 300 chômeurs de plus en un mois (+ 1,1 %) et 37 200 (+ 1,5 %), ce qui correspond à des rythmes de progression inconnus depuis le mois de juin 1984. En un an, 292 000 personnes de plus ont été privées de travail en données corrigées (+ 13,6 %) et 301 100 en données brutes (+ 13,4 %).

Si, dans son communiqué, le ministère du travail se borne à observer que cet accroissement « est sensiblement plus rapide », le service des études et de la statistique, dans sa note mensuelle, souligne que la croissance du chômage « est devenue plus vive ». Ce qui ne fait d'ailleurs que confirmer une tendance remarquée depuis qu'on a abandonné le « traitement social » en novembre 1983.

A l'évidence, les travaux d'utilité collective des TUC, imaginés

à la rentrée scolaire pour limiter la montée du chômage des jeunes, n'ont pas encore fait sentir leurs effets. Les pouvoirs publics comptent sur 100 000 TUC pour la fin février, soit en application, soit signés ou répertoriés.

On voit mieux d'autre part le besoin, exprimé à maintes reprises par le gouvernement, de trouver d'autres mesures capables de canaliser le mouvement, ou en tout cas de dégonfler les statistiques avant les échéances électorales. D'où la floraison de projets, de mesures rapidement présentées. Les contrats de formation-reclassement ou de recherche d'emplois (CFR) qui sont actuellement soumis à l'examen des parlementaires sociaux (le Monde du 15 février) ou les dispositions qui seront arrêtées par le prochain conseil des ministres en faveur du travail à temps partiel participent de cette recherche fébrile.

De fait, les statistiques mensuelles sont là pour le démontrer, l'évolution du chômage est de plus en plus catastrophique. Tandis que le nombre de jeunes âgés de moins de vingt-cinq ans représente 39,5 % des chômeurs, et pro-

gresse en données corrigées de 1,7 % en deux mois, le « noyau dur » des salariés âgés de vingt-cinq ans à quarante-neuf ans est de plus en plus touché avec un bond de 3,2 % à comparer au mouvement enregistré chez les plus de cinquante ans (+ 0,7 %).

Cela revient à dire que la conséquence des restructurations industrielles se fait pleinement sentir jusque, paradoxalement, dans la relative stabilité du chômage féminin. Les hommes travaillant dans des structures traditionnelles forment les nouvelles légions de chômeurs.

Les inscriptions à l'ANPE à la suite d'un licenciement économique ont augmenté de 30,6 % en un mois et de 9 % en un an, quand les inscriptions à la suite d'une démission régressaient de 15,1 % par rapport à janvier 1984.

ALAIN LEBLAUD.

(Lire la suite page 13.)

Voir également page 13
« Une nouvelle stratégie pour la croissance »
par ALAIN VERNHOLLES

Avec ce numéro LE MONDE AUJOURD'HUI

Le mal des grands ensembles :
les Minguettes, Rome, Liverpool

Dessins animés :
les atouts du label France

Il y a vingt-cinq ans,
les indépendances africaines

(Page 2)

Tsahal :
l'armée sans militaires

(Pages 4 et 5)

Paris laisse partir
ses dernières industries

(Page 9)

LE RPR ET LE PS FACE A M. LE PEN

Du bon usage du diable

M. Jean-Marie Le Pen estime, dans le *Figaro Magazine* du samedi 16 février, que les accusations lancées contre lui visent « surtout à empêcher l'opposition de s'unir contre la gauche ». Le président du Front national ajoute : « A mon avis, je vais être l'objet d'un attentat. A mon avis, le but de la manœuvre, c'est ça (...). Si demain un FLN indigné par les révélations qu'on répand partout me tire dessus, ça paraîtra normal. Spontanément en tout cas... »

M. Le Pen n'a pas fini de gêner la classe politique. Le voilà solidement installé sur le devant de la scène, fort d'une audience électorale dont rien n'indique qu'elle soit inférieure aux 11 % obtenus au scrutin européen ; fort également d'un capital de sympathie qui frôle les 20 %. Ces chiffres apparaissent, à en croire l'opposi-

tion, au passif du bilan déjà lourd de la gauche au pouvoir. L'effet Le Pen se prolonge, voire s'affermirait : si les candidats uniques de la droite sont si nombreux pour le scrutin cantonal de mars prochain (le Monde du 16 février), n'est-ce pas, entre autres nécessités, pour éviter que le Front national n'arrive en tête des candidats de l'opposition dans un certain nombre de cantons, du sud de la France notamment ?

Il est cependant difficile d'imputer ce mouvement à une quelconque radicalisation de la gauche. « Moderniser, rassembler » : tel est le slogan, apparu avec M. Fabius au lendemain des élections européennes, d'un pouvoir ayant perdu son élément radical - le PCF - en cours de route.

Il doit donc y avoir autre chose, dans le phénomène Le Pen, que le

simple effet mécanique de l'arrivée de la gauche au pouvoir (1). Les choses sont plus compliquées que ne veut le faire croire M. Chirac lorsqu'il rappelle que l'extrême droite, avant 1981, n'était qu'une force marginale.

Mais, au-delà de ce débat, la question est maintenant de savoir ce que l'on fait avec ce diable-là. Or plus M. Le Pen sera le diable, plus diabolique apparaîtront non seulement toute alliance avec lui, pour gouverner en 1986, mais aussi toute réforme du mode de scrutin permettant de lui donner toute sa place sur l'échiquier politique et parlementaire. Si bien que M. Le Pen est lui-même un piège pour la droite comme pour la gauche ; pour le RPR comme pour le PS.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 7.)

LE CHAMPIONNAT DU MONDE D'ÉCHECS

Comment Moscou dicte sa loi

En 1932, en pleine terreur stalinienne, Nikolai Krylenko, président le congrès de la Fédération soviétique d'échecs. Celui qui allait devenir un implacable procureur, avant d'être fusillé à son tour, ouvrait la séance en déclarant : « Il faut en finir avec la neutralité aux échecs. Il faut commencer immédiatement la mise en œuvre d'un plan quinquennal ». Tout était dit. Les échecs, dont l'objectif est la définition même, devaient être mis au service du régime. Le joueur soviétique devait démontrer la supériorité de la pensée marxiste-léniniste. Désormais il y avait deux façons de jouer aux échecs : la « neutre » et la « communiste ».

Mais pour cela il fallait que le noble jeu cesse d'être un divertissement bourgeois pour devenir, plus qu'un sport, une science inflexible. Seul le Parti était capable de faire appliquer un tel

programme. Il l'a bel et bien fait, hormis, heureusement, pour l'infatigabilité.

A partir de 1948, excepté l'intermède Fischer (1972-1975), tous les champions du monde et tous les finalistes du championnat du monde ont été des Soviétiques. En 1984, la Fédération soviétique comptait 4 063 000 licenciés (51 000 aux Etats-Unis, 18 000 en France) ; 52 grands maîtres, 700 maîtres et 1 520 000 joueurs classés. Il y a en URSS des centaines d'écoles d'échecs et des universités qui délivrent des diplômes d'entraîneurs. On est loin, on le voit, du divertissement, et on mesure mieux le poids fantastique que pèse la Fédération soviétique sur le monde des échecs.

En face d'elle, si l'on peut dire, la Fédération internationale (FIDE), pourtant deuxième fédération sportive du monde, ne pèse pas lourd. Pourtant, son président

dispose d'immenses pouvoirs. Le flou du règlement lui permet de prendre seul, entre deux congrès, les décisions qu'il veut. Seul ? Si, les Soviétiques sont d'accord. Le scandale inouï de Moscou en est une bonne illustration.

M. Campomanes, le président philippin de la FIDE, a en effet été élu grâce à l'appui des Soviétiques, qui voulaient se débarrasser de l'Islandais Olafsson, jugé par eux trop indépendant. Homme d'affaires, très controversé, le nouveau président a semblé au début de son mandat vouloir se détacher de ses « protecteurs ».

L'épisode des demi-finales du tournoi des candidats au championnat du monde en 1983-1984 est connu. D'abord, M. Campomanes impose son choix (faire jouer Kasparov aux Etats-Unis et Smyslov à Abou-Dhabi). Refus soviétique.

BRUNO DE CAMAS.
(Lire la suite page 8.)

Jacques Pierre
Amette

Déchantant.
François Xenakis / Le Matin
J'ai lu. Oh ! oui. D'un trait, d'un seul, ce petit livre glacé, glacial et fascinant.

Michèle Gazier / Télérama
Faute polaire et vrai talent, telle est la recette de ce bouquin retors, dont le savant brouillard fait de vous un égaré volontaire.

Matthieu Galey / L'Express
67 F

S E U I L

كتاب من الجليل

Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 18 février. - Italie : visite du premier ministre italien, M. Shimon Perles. Bruxelles : visite de M. Laurent Dumas.

Mardi 19 février. - Vienne : Conversation Etats-Unis-U.R.S.S. sur le Proche-Orient.

Mercredi 20 février. - Philippines : reprise du procès des meurtriers de Benigno Aquino. Washington : réception de Mme Thatcher par le président Reagan.

Vendredi 22 février. - Paris : visite du premier ministre italien, M. Bettino Craxi.

Dimanche 24 février. - U.R.S.S. : élections aux soviets des Républiques.

SPORTS

Dimanche 17 février. - Athlétisme : championnats de France en salle (INSEP Paris).

Cyclisme : championnats du monde de cyclocross (Munich).

Patinage de vitesse : championnats du monde en Norvège.

Ski alpin : championnats de France (jusqu'au 23).

Jémi 21 février. - Natation : championnats de France d'hiver à Aix-en-Provence (jusqu'au 24).

Vendredi 22 février. - Escrime : Coupe d'Europe des clubs et Challenge Rommel (Heure) à Paris (jusqu'au 24).

Le Monde

4, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sals.

Imprimerie :
Le Monde, 5, rue des Italiens
PARIS-8

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

674 F 1 309 F 1 913 F 2 498 F

ÉTRANGER (par messageries)

L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

366 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE/TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 758 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ou cliquer à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 2 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 400 F CFA ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 150 pes. ; É.-U., 1,10 \$; Grèce, 50 p. ; Irlande, 70 p. ; Islande, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 250 F ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 400 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,70 L. ; Yougoslavie, 110 din.

IL Y A VINGT-CINQ ANS

L'année des indépendances africaines

En cette année 1960, qui restera celle des indépendances de l'Ancienne Afrique française, quelques figures de proue dominent le continent africain. Le général Gamal Abdel Nasser se vent déjà, en Égypte, bérak, ou bérak, des mondes arabe, africain et, au-delà, musulman.

Sur la côte est, plus que Jomo Kenyatta, c'est Julius Nyerere, le « musulman », le lettré du Tanganyika, qui occupe le devant de la scène. Donateur de leçons invétéré, il a le don de bérak la plupart des dirigeants anglophones.

En Afrique occidentale, Félix Houphouët-Boigny domine le lot. Fondateur du Syndicat des planteurs africains et du Rassemblement démocratique africain (RDA), parti sans conteste majoritaire en AOF, il est surtout le dirigeant du territoire le plus riche. Lui-même grand planteur, il cherche moins l'indépendance que l'émancipation de son pays de l'ensemble fédéral dans lequel le Côte d'Ivoire, il y a vingt-cinq ans, fait figure de « vache à lait ».

Opposé à ce projet, M. Léopold Sédar Senghor est un intellectuel prestigieux, considéré comme le plus grand poète africain. Il représente, c'est la pensée son défaut majeur, l'un des territoires les moins riches de la côte ouest. Ses collègues le jalourent pourtant car, avec Dakar comme siège du gouvernement fédéral, son territoire reçoit une part des recettes hors de proportion avec son apport à la caisse commune. Comment s'étonner que M. Senghor se fasse le chantre de la préservation, sous une forme ou une autre, de la fédération ?

En Guinée, Sekou Touré, syndicaliste qui se veut homme du peuple, a atteint la notoriété internationale avec son « non » à de Gaulle, à sa Constitution, à ses projets d'association. Tous les intellectuels africains en herbe et d'autres, plus mûrs, saluent dans l'enthousiasme celui qui ose ainsi défier l'ancienne puissance coloniale à travers « le plus illustre des Français ». Il les enchante, lorsqu'il ne craint pas de jeter l'anathème contre ses collègues noirs « qui préfèrent le pain beurré dans l'enceinte de la prison ou plat de manioc cultivé par eux-mêmes ». M. Houphouët-Boigny aura pourtant vite fait de le marginaliser.

Face à ces partenaires, le général de Gaulle, arrivé depuis peu aux affaires, hésite. Il ne sait quel parti adopter, même si l'objectif ultime lui paraît clair. « En prenant la

direction de la France, écrit-il, j'étais résolu à la dégager des contraintes désormais sans contrepartie que lui imposait son empire. Mais comment s'y prendre en présence d'opinions aussi divergentes ? Pour essayer de contenir un peu tout le monde, on décida finalement de donner à ces terri-



ROUIL

toires le choix entre le statu quo, la départementalisation et une association de type fédéral avec la France.

Quelle fédération ?

Le statu quo est rejeté d'emblée. Par ailleurs, aucun dirigeant n'ose envisager la départementalisation alors qu'une vague puissante de recherche de la « personnalité africaine », submerge le continent. Reste la structure fédérale. Mais quel genre de fédération ?

Le Parti du regroupement africain de M. Senghor opte pour

« l'indépendance immédiate et la négociation avec la France d'une confédération multinationale ». En somme, il s'agit là d'une union confédérale entre la métropole et ses anciennes colonies considérées comme une entité. Dans un tel contexte institutionnel, la Côte d'Ivoire aurait continué à régler les affaires des autres territoires.

M. Houphouët-Boigny ne veut pas entendre parler de cette « fédération primaire » qui constituerait un frein certain à l'épanouissement économique de la Côte d'Ivoire. Mais face à une Afrique où l'on parle d'unité, voire d'« États unis », le dirigeant d'Abidjan ne peut admettre que son territoire déjoue de considérations économiques « masquées », selon lui. Ne l'accuse-t-on pas déjà de vouloir « balkaniser » l'Afrique pour défendre les intérêts égoïstes de son territoire ? Il rejette également l'édifice institutionnel préconisé à Dakar en arguant de son caractère de « superstructure politique et administrative, source de dépenses inutiles et de discordes ». Lui, veut tenir compte des « réalités défilantes de l'histoire » que constituent, dit-il, les frontières administratives des différents territoires.

Il propose donc la création d'une fédération franco-africaine composée de la France et de chacune des anciennes colonies. Ainsi, la France, et non la Côte d'Ivoire, aura à fournir le gros de l'effort financier.

Cette construction va à l'encontre des desseins de général. Pour des raisons de nature politique plus qu'économique, il refuse de s'engager d'un fardeau aussi volumineux. Il aurait pu, à la rigueur, s'accommoder d'un cadre confédéral, mais « la République française n'était

nullement prête à abdiquer les attributs de sa propre souveraineté au profit d'un super-Etat de type fédéral ». De Gaulle annonce donc le rejet par la France de la solution préconisée par M. Houphouët-Boigny au cours de la cinquième session du conseil exécutif de la communauté, en septembre 1959. Il va plus loin en demandant officiellement son accord à l'accession du Sénégal et de l'ex-Soudan français à l'indépendance. En admettant, de plus, qu'ils restent membres de la Communauté, il marque sa préférence pour une sorte de Commonwealth, un « club francophone ».

Une séparation dans l'amitié

C'est au cours de ces tribulations qu'une douzaine d'États minuscules apparaissent sur la scène internationale. Chacun d'eux compte de cent mille à cinq millions d'habitants, très peu de cadres administratifs et quelques rares diplômés d'université. Pratiquement dépourvus de techniciens d'un certain niveau, ils doivent, de plus, affronter une situation économique grave. Au plan des finances publiques en particulier, hormis pour la Côte d'Ivoire, unique bénéficiaire du démantèlement de l'AOF, la situation est sombre. Avec de tels handicaps au départ, comment leur jeter la pierre, comment les accuser en bloc d'être « mal partis » ?

Dans l'immédiat, l'ensemble de l'opération apparaît comme un succès, comme une séparation dans l'amitié, et non comme un divorce, fût-il à l'amiable, entre Paris d'une part et ses anciennes colonies de l'autre. C'est le sentiment prédominant en France. Aucune voix discordante. Les jeunes États, leurs jeunes cadres, provoquent un mouvement de sympathie incontestable et général, surtout à l'intérieur de la Communauté économique européenne. Et comme l'économie occidentale se trouve dans une période ascendante, les projets d'aide se multiplient.

La déafricanisation viendra, hélas ! bien vite. La mise en place de structures étatiques, les efforts pour créer des nations malgré les antagonismes tribaux vivaces, les conflits de générations, la quête de ressources financières, ne facilitent guère la tâche des nouveaux dirigeants.

A Paris, la coopération, objectif du départ, cède très bientôt le pas au

souci de clientèle. Les édifices institutionnels mis en place en Afrique s'écroulent les uns après les autres. Ainsi, la Communauté aura une vie fantomatique avec un secrétaire général sans fonctions précises comme unique pilier. Le Conseil de l'Entente, groupant le Niger, la Haute-Volta et le Dahomey autour de la Côte d'Ivoire, ne dépassera pas le stade de la vie végétative. L'UAM (Union africaine et malgache), malgré une base géographique plus étendue, aura une efficacité aussi limitée qu'éphémère avant de passer le flambeau francophone à l'OCCAM (Organisation commune africaine et malgache), pourtant déjà moribonde à sa naissance. Incapables de s'unir alors que l'énorme Nigéria accède à l'indépendance à la même époque, les nouveaux États seront bien vite frappés par la gangrène des pays sous-développés.

La Fédération du Mali, qui groupait le Sénégal et l'ex-Soudan français, avait deux chefs charismatiques : elle s'effondra du fait de leur antagonisme. Le Dahomey en avait trois : il apparut vite ingouvernable. De plus, les jeunes chefs d'État se montrèrent particulièrement susceptibles, d'où la brouille entre le président Maurice Yaméogo et le président Houphouët-Boigny. Les coups d'État se succédèrent. A quelques mois d'intervalle, Sylvanus Olympio fut assassiné au Togo, l'abbé Fulbert Youlou est acculé à la démission au Congo-Brazzaville, tandis qu'au Dahomey le colonel Soglo renverse le président Hubert Maga, et qu'au Gabon les parachutistes français libèrent le président Léon M'ba et le ramènent au pouvoir.

Aujourd'hui, un quart de siècle après « l'année des indépendances », l'instabilité prévaut un peu partout en Afrique. Elle se trouve accentuée par une crise financière généralisée. La démocratie, la liberté, sont des notions vides de sens avec le parti unique, le journal unique. Les affaires de corruption foisonnent, de même que les comptes en banque à l'étranger des hiérarchies, qui ont apparemment perdu confiance dans l'avenir de leurs propres pays. Le fait tribal n'a pas disparu.

Enfin, plus personne ne prône l'unité ou l'union. Les États, même dépourvus de substrat national, se figent, au fil des ans, dans les frontières administratives léguées par le pouvoir colonial.

JACQUES BAULAIN.

IL Y A CENT ANS, LA FIN DE LA CONFÉRENCE DE BERLIN

L'acte de naissance du futur Zaïre

Il y a cent ans, le 26 février 1885, l'acte final de la conférence de Berlin était signé par les représentants de quatorze puissances : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Russie, Suède et Norvège, Turquie. On en retient aujourd'hui surtout que : « La conférence de Berlin a eu pour tâche de partager l'Afrique entre les puissances européennes ».

A cette définition s'ajoutent habituellement des commentaires amers sur le caractère aberrant des frontières « européennes » de l'Afrique noire, qui ont partagé certaines ethnies entre deux ou même trois puissances coloniales. La condamnation de l'arbitraire qui a présidé à leur tracé à la fin du dix-neuvième siècle apparaît tout à fait justifiée.

En revanche, il n'est pas possible, pour qui a lu le texte complet de l'acte général de la conférence de Berlin de souscrire à la thèse du « partage ».

Certes, le programme de la conférence, établi conjointement par l'Allemagne et la France, comprenait dans son troisième point « la fixation des formalités à observer pour assurer leur validité aux futures annexions de territoire sur le continent africain ». Mais l'acte ne traite que fort brièvement, dans les articles 34 et 35, de ces questions et il envisage seulement « les occupations nouvelles sur les côtes ». Or, le 26 février 1885, il n'existait plus de côte non appropriée par une puissance européenne.

Le deuxième point de l'ordre du jour envisageait, à la demande des Français, la liberté de navigation sur le fleuve Niger. Avec l'appui de Bismarck, les Anglais refusèrent l'établissement d'une commission inter-

nationale de contrôle, analogue à celle qui réglait la navigation sur le Danube.

Le premier point du programme portait : « la liberté de navigation et du commerce dans le bassin du Congo ». Sous cette façade économique se cachait une réalité politique, la reconnaissance des droits souverains de l'Association internationale du Congo et la naissance d'un nouvel État : l'État indépendant du Congo. Ce fut bien la véritable tâche de la conférence, comme le montrent les conventions de reconnaissance passées entre l'Association internationale du Congo et les puissances invitées ainsi que le nombre d'articles de l'acte (vingt-cinq sur trente-cinq) consacrés à ce problème.

Un drapeau bleu étoilé

C'est une histoire compliquée et passionnante que celle de la genèse de l'État indépendant du Congo, devenu depuis lors le Zaïre. Elle se termine le 26 février 1885, une demi-heure avant la séance de signature, par l'adhésion de l'Association internationale du Congo à l'acte général de la conférence, et par les vœux adressés par le chancelier Bismarck « pour le développement prospère du nouvel État du Congo et pour l'accomplissement des nobles aspirations de son illustre fondateur, le roi Léopold II de Belgique ».

Elle a commencé en septembre 1876 avec la création à la fin de la conférence internationale de géographie réunie à Bruxelles, à l'initiative de Léopold II, d'une Association internationale pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale. On n'a alors parlé que de « luter

contre la traite des esclaves » et de « planter l'étendard de la Civilisation (avec un grand « C ») sur le sol de l'Afrique centrale ». Mais, en 1878, il commence à être question (officieusement) de gros sous après que Stanley a rendu compte de son extraordinaire traversée du continent effectuée d'est en ouest entre le 17 novembre 1874 et le 7 août 1877. Seul obstacle à l'exploitation de ces richesses, mais il est de taille, les trente-deux ébutes et rapides sur les 350 kilomètres séparant l'actuel Kinshasa de Matadi. Invité par Léopold II, Stanley propose en juin 1878 « la création d'une compagnie pour faire un tramway à vapeur sur une voie coupant la zone des rapides, et l'établissement de stations et de navires à vapeur sur le Haut-Congo » (en amont de Kinshasa).

En juillet 1879, lors de son passage à Gibraltar, Stanley est intrigué de recevoir de nouvelles directives d'un caractère nettement politique. Il devra « faire reconnaître aux chefs locaux la souveraineté de l'Association internationale africaine et leur faire adapter son drapeau bleu étoilé d'or ».

Antérieurement à la conférence de 1885, Léopold II a constitué, le 17 novembre 1879, l'Association internationale du Congo, devant laquelle Stanley expose les premiers résultats de son travail.

Il faut maintenant construire un chemin de fer en posant comme condition première à une exploitation bénéficiaire la liberté absolue du commerce. Pour ce faire, il est indispensable que soit reconnu à l'Association internationale du Congo, association privée, le droit de fonder un État.

Lors de son retour en Europe en juin 1884, Stanley annonce qu'il a passé des traités avec plus de quatre cent cinquante chefs locaux et construit une quarantaine de postes. Cependant, la situation diplomatique en Europe a considérablement évolué depuis la ratification par le Parlement français, le 21 novembre 1882, du traité passé le 10 septembre 1880 par Brazza avec Makoko, le roi des Batékés, qui contrôle la rive droite du Stanley Pool, et est d'autant plus inquiétant pour l'avenir économique du futur État que le Portugal, révéillé d'une longue somnolence, entend obtenir le contrôle des deux rives du Congo au niveau de son embouchure.

Le pari de Léopold II

Le traité anglo-portugais du 26 février 1884 entraîne les protestations de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas et des États-Unis. Il est évidemment très mal vu de Léopold II.

C'est alors que le roi des Belges met en œuvre toutes les ressources de sa diplomatie pour faire reconnaître la valeur internationale du drapeau bleu à étoiles d'or. A l'Angleterre il propose, en avril, la neutralisation du fleuve et l'établissement du libre-échange dans tout le bassin. Le 22 avril 1884, les États-Unis « reconnaissent le drapeau de l'Association internationale comme celui d'un pays souverain et ami ».

A l'égard de la France le roi use d'un procédé plus subtil : le même 22 avril, une lettre du colonel Strachey à Jules Ferry précise que l'Association lui accordera un « droit de préférence si par des circonstances imprévisibles elle était amenée un jour à réaliser ses pos-

sessions ». Paris accepte, reconnaissant de facto les droits de souveraineté et fournissant un atout de poids au roi des Belges, qui demandera aux puissances rivales de le soutenir en cas de difficultés « pour éviter l'annexion du Congo par les Français ».

Le 27 juin, Bismarck annonce qu'il soutiendra la création d'un État indépendant du Congo, « à condition d'obtenir la liberté commerciale pour les Allemands ». Dans le même temps, il discute avec le gouvernement français du programme et de la date de la conférence de Berlin. Le 8 novembre, une semaine avant l'ouverture, Bismarck signe la convention reconnaissant la souveraineté de l'Association internationale dans « l'État indépendant et neutre qu'elle fonde en Afrique centrale ».

Avant même l'ouverture de la conférence, on peut dire que Léopold II a déjà gagné une grande partie de l'audace par laquelle il a engagé en 1878 : donner à la petite Belgique l'immense et riche territoire dont Stanley a découvert les richesses. Il aura pendant les trois mois de la conférence le soutien fidèle de Bismarck.

Les frontières de l'actuel Zaïre ont donc été tracées presque entièrement à la conférence de Berlin, y compris celles du Katanga (Shaba) minier, acquis par une « adjonction d'un coup de crayon rougeur » la vieille carte de Stanley par Léopold II apprenant la cession à la France du Kouilou Niari. Saluons bien du mal à nous en contenter ! l'adjonction de ces deux petits territoires devait procurer au Congo belge puis au Zaïre l'essentiel de ses ressources minières !

R. CORNEVIN.

كسب من المال

Étranger

ABUS DE POUVOIR, MALVERSATIONS, «TENDANCES MALSAINES»

La corruption mine l'appareil du parti et l'Etat chinois

De notre correspondant

Pékin. — Les dirigeants chinois font donner la grasse artillerie contre la multiplication des cas d'abus de pouvoir et de prévarication des cadres. La commission de discipline du PC, le gouvernement, le parquet, ont réuni des conférences de travail, des responsables ont fait des déclarations menaçantes contre ce fléau qui s'étend, parallèlement à la libéralisation économique, et qui risque non seulement de remettre en cause une bonne partie des acquis de ces dernières années, mais aussi de ternir un peu plus l'image de marque du parti et de l'administration. Qui plus est, les «durs», rétifs aux réformes imposées à la busserde par M. Deng Xiaoping, pourraient tenter d'en tirer profit pour renforcer leur position.

Les gens ne se cachent pas pour en parler. Chaque jour apporte son lot de révélations sur les hausses illégales de prix, les crimes économiques, la dépravation morale de certains cadres, la contrebande ouverte à laquelle se livrent fonctionnaires et militaires, non seulement individuellement mais aussi par services ou unités entières, le sabotage des réformes, les résultats désastreux de décisions prises par des cadres incompétents ou corrompus. Ces «tendances malsaines» ne cessent de s'étendre avec la relative prospérité. Les principales causes en sont, selon M. Wang Heshou, secrétaire de la commission de discipline du PCC, le relâchement de la discipline et le manque d'éducation des membres et des cadres du parti.

Plusieurs exemples montrent la profondeur et la variété de ce phénomène. D'abord, l'importation illégale de véhicules, sans doute en provenance d'Hongkong, par une division — non identifiée — de la région militaire de Canton.

Deux officiers de la base navale de Canton ont, d'autre part, été emprisonnés pour avoir vendu du carburant pour avion à un trafiquant. La contrebande avec Hongkong marche dans les deux sens : l'exportation illégale d'objets d'art chinois se fait quasiment à l'échelle industrielle et serait sans doute impossible sans la complicité de cadres. Lundi 11 février, la police de Hongkong a arrêté les membres d'un gang qui importait dans la colonie armée et drogue en provenance de Chine.

De nombreux cadres profitent de la multiplication des «entreprises mixtes» avec des partenaires occidentaux pour obtenir des invitations à l'étranger, voire des «cadeaux» plus tangibles. Ils usent de leur position pour prendre la place des techniciens, plus qualifiés pour négocier. Dans le Fujian, des cadres en gognotte aux frais d'une compagnie étrangère ont ainsi commandé du matériel inutilisable pour un demi-million de dollars.

Vautours...

Ces cadres, qui se sentent protégés, vont parfois plus loin : brutalisés envers leurs administrés, comme ce secrétaire municipal du parti au Guangxi qui terrorisa un village pendant un an, forçant un paysan au suicide, attribution illégale d'appartements, dettes rare (quatorze mille cas officiellement recensés), extorsion de fonds sous divers prétextes. Ainsi la gare de Yongjiawan, au Hunan, retenait-elle toujours la semaine dernière, en dépit d'ordres venus de la capitale, des wagons de riz destinés à alimenter Pékin pendant la «prochaine fête du printemps», dans le but d'obtenir des «fruits de service» illégitimes.

Les entreprises qui font des bénéfices se plaignent de ces vautours.

qui fondent sur elles dès qu'ils apprennent que leur caisses sont pleines, se font entretenir à festoyer, prêtent des «dons» et des «emprunts», voire même, comme au Shanxi, confisquent purement et simplement l'entreprise au nom de la «collectivité». Ce qui ne manque pas de la conduire au déficit. Des paysans enrichis, de petites entreprises de bourse, se plaignent également de ces abus d'autorités locales trop loin du pouvoir central pour être contrôlables, et qui disposent de moyens de pression efficaces. Ainsi, le PC vient-il de décider de protéger l'anonymat des plaignants pour leur éviter des représailles.

Autre type de délit largement répandu : des dirigeants d'entreprise dissimulent leur bénéfices pour ne pas payer trop d'impôts à l'Etat. D'autres se font verser de confortables indemnités. D'autres, encore, augmentent illégalement les émoluments de leur personnel — par le biais de primes, de dons en nature d'un montant parfois équivalent à plusieurs mois de salaires — risquant de réduire à néant les projets de réforme et d'accroître le cycle de l'inflation. Ce qui crée aussi des distorsions de revenus considérables avec ceux qui doivent se contenter d'un meagre salaire versé par l'Etat.

Enfin, Pékin n'arrive pas à faire respecter l'interdiction formelle faite aux cadres du parti et de l'Etat de se livrer au commerce ou de faire des affaires. Il faut dire que c'est bien tentant d'utiliser sa position pour s'enrichir. D'autant que — et c'est souvent là où le bât blesse — les cadres sont mal payés, souvent moins bien que des ouvriers, pour ne pas parler des commerçants privés ou des paysans.

PATRICE DE BEER.

LA CHUTE DU QUARTIER GÉNÉRAL DES KHMERS ROUGES

Le prince Sihanouk demande à Pékin d'«infliger une leçon» au Vietnam

A la suite de la chute de Phnom-Penh, quartier général des Khmers rouges, entre les mains des Vietnamiens, l'attention se reporte, ce samedi 16 février, sur une éventuelle riposte de Pékin sur la frontière entre la Chine et le Vietnam. Le prince Sihanouk, chef de la coalition opposée au gouvernement vietnamien de Phnom-Penh, a, pour sa part, lancé un appel aux Chinois, «pour qu'ils infligent une nouvelle leçon» aux Vietnamiens. «La Chine souhaite-elle ou non nous sauver ? Si elle le souhaite, elle doit infliger au Vietnam une nouvelle leçon», a déclaré, samedi, à Bangkok, le prince, qui revenait de Pékin. Il a déclaré qu'il espérait que la Chine se mettrait à l'œuvre.

La Chine, qui a déclaré qu'elle dominerait au Vietnam «une leçon méritée quand ce sera nécessaire» (le Monde du 16 février), a fait état, vendredi, d'une tension croissante sur la frontière sino-vietnamienne. Hanoi a également rapporté l'existence, quasi quotidienne, d'accrochages sur la frontière entre les deux pays. Mais aucun bilan n'a encore été fourni d'un côté comme de l'autre.

An Cambodge, Phnom-Penh a indiqué samedi que les combats de Phnom-Penh ont fait des «centaines» de tués et de blessés dans les rangs des défenseurs khmers rouges. Mais à Bangkok, on estime cependant que ces derniers ont réussi leur opération de repli menée vendredi face à la poussée vietnamienne. Selon une source militaire thaïlandaise, quarante-cinq Khmers rouges auraient été tués et cent trente blessés lors de l'assaut final.

Samedi, la situation était redevenue calme sur la frontière khméro-thaïlandaise. Les Khmers rouges, qui font état d'opérations de harcèlement contre les troupes vietnamiennes, se seraient repliés sur la chaîne des Cardamomes, dans le sud-ouest cambodgien. Leur radio a annoncé que cinquante-trois soldats vietnamiens avaient été tués, mardi dernier et que du matériel avait été détruit au cours de combats dans la région de Stem-Rep, quartier général des forces vietnamiennes dans l'ouest cambodgien. (AFP, Reuters).

APRÈS QUATORZE MOIS DE LABORIEUSES NÉGOCIATIONS

La rupture est consommée entre le gouvernement irakien et le mouvement kurde de M. Talabani

De notre correspondant

Après près de quatorze mois de négociations laborieuses émaillées de multiples incidents, les combats entre les forces gouvernementales irakiennes et les peshmergas (guérilleros) de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dirigés par M. Jalal Talabani, ont repris. L'échec des pourparlers avait été annoncé le 15 janvier dernier par le comité directeur de l'UPK, qui a proclamé à cette occasion sa volonté de reprendre la lutte armée «par tous les moyens possibles», non sans avoir constaté au préalable que le gouvernement de Bagdad n'avait pas «l'intention réelle de reconnaître les droits des Kurdes à une véritable autonomie et de résoudre le problème du Kurdistan d'une manière démocratique et pacifique». Dès le 20 janvier, les premiers affrontements étaient signalés dans le secteur de Soleymanieh, le fief des forces de M. Talabani. Les véritables combats ne reprennent cependant que trois jours plus tard à la suite de la mort du chef militaire de l'UPK pour la région de Kirkouk, le commandant Mama-Richa, tué au cours d'une embuscade tendue par les forces gouvernementales. Ils se propagent rapidement à l'ensemble des secteurs contrôlés par les forces talabaniennes.

Les négociations avaient débuté en décembre 1983 à la suite d'une démarche entreprise par M. Ghassemou, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI) qui entretenait de bonnes relations avec le président irakien qu'avait M. Talabani. Les premiers résultats avaient été très encourageants. Reçu le 24 décembre au palais présidentiel de Bagdad, le chef de l'UPK concluait rapidement avec le président Saddam Hussein un accord de principe sur la révision de la loi d'autonomie du 11 mars 1974, qui régit les relations de Bagdad avec les Kurdes d'Irak.

Tout militait alors en faveur d'une concrétisation rapide de cet accord de principe, et les deux parties semblaient également pressées d'aboutir. Engagé dans une lutte à mort contre les Irakiens dans le sud du pays, le président Saddam Hussein souhaitait normaliser la situation au Kurdistan irakien pour mieux pouvoir faire face au danger principal venant de Téhéran. Pour sa part, M. Talabani, dont les forces étaient épuisées par la longue lutte qu'elles menaient presque sans interruption depuis 1975 dans les maquis du Kurdistan, cherchait un compromis avec Bagdad, estimant que le véritable ennemi contre le mouvement nationaliste kurde provenait du khomeinisme.

Vers un front uni de l'opposition ?

Cette conjonction d'intérêts s'est finalement heurtée à des problèmes particulièrement litigieux, considérés comme d'autant plus fondamentaux par M. Talabani que ce dernier était soupçonné de vouloir conclure la paix à n'importe quel prix par ses détracteurs barzanistes et communistes, qui contrôlent d'importants maquis dans le nord du Kurdistan, notamment dans la région du Badinan.

Parmi les problèmes litigieux, le plus important est celui de l'appartenance de la ville pétrolière de Kirkouk et des agglomérations de Sindjar et Khanaqin à la région autonome kurde. En ce qui concerne Kirkouk, une formule boiteuse avait été élaborée, aux termes de laquelle cette ville, qui, selon Bagdad, est «par essence arabe» deviendrait «la ville de la fraternité», escamotant ainsi le fond du problème.

En fait, cette solution aurait pu être mise en application si le climat de confiance qui avait présidé au début des entretiens ne s'était dégradé au fil des incidents plus ou moins sanglants qui ont ponctué les négociations. Le communiqué de l'UPK annonçant la rupture accuse le gouvernement irakien d'avoir continué sa politique d'arrestations, d'intimidation, de terreur, de tortures et d'exécutions massives durant toute la période des négociations. Il lui reproche aussi et surtout d'avoir signé en octobre 1984 avec la «junte militaire de Turquie» un accord anti-kurde qui stipule en particulier une coopération militaire entre les deux régimes, afin de supprimer les mouvements de libération kurdes en Iran et en Turquie.

La signature de cet accord qui avait été rendu public le 17 octobre 1984 par M. Turgut Ozal, le premier ministre turc (le Monde du 19 octobre 1984), lequel avait annoncé devant l'Assemblée nationale à Ankara que son gouvernement avait conclu avec Bagdad un accord pour une «action coordonnée» contre les rebelles kurdes, semble avoir joué un rôle déterminant dans l'échec des négociations entre le gouvernement irakien et l'UPK. Le même jour, celles-ci étaient interrompues d'un commun accord. Cette rupture ne fut toutefois pas suivie d'hostilités sur le terrain, mais elle avait apparemment sonné le glas des pourparlers qui, en dépit des nombreux efforts déployés depuis, n'ont jamais repris d'une manière sérieuse, avant d'être définitivement enterrés il y a un mois.

Le divorce entre Bagdad et les talabaniens semble d'autant plus irrémédiable qu'il a été accompagné d'un rapprochement entre l'UPK et les barzanistes et les communistes, qui n'ont jamais dissimulé leur hostilité à tout accord avec le président Saddam Hussein. Peut-être est-ce dans le but d'empêcher la création d'un front uni de l'opposition que le chef de l'Etat irakien vient d'offrir une amnistie générale à tous les opposants installés en Irak ou vivant à l'étranger, y compris les membres du parti islamiste Al Daoua. Le porte-parole à Londres de ce mouvement, qui a été décrié par une répression implacable, a réagi aussitôt en affirmant qu'il s'agissait certainement d'une «plaisanterie politique» de la part du régime de Bagdad. Il est peu probable que les autres mouvements de l'opposition réagissent différemment à une initiative qui arrive bien tard.

JEAN GUEYRAS.

Les interprétations jordaniennes et palestiniennes de l'accord d'Amman divergent

De notre correspondant

Tunis. — Les déclarations faites jeudi 14 février, lors d'une brève escale à Tunis, par le premier ministre jordanien M. Ahmad Obaidat, ont suscité des réactions contradictoires et un certain malaise dans les cercles politiques palestiniens, habituellement proches des positions de M. Yasser Arafat.

Évoquant «la formule d'actions communes» mise au point par le roi Hussein et M. Arafat, le premier ministre jordanien avait précisé que cet accord se réfère «aux droits intangibles du peuple palestinien à l'autodétermination, dans le cadre de rapports harmonieux et privilégiés entre les peuples jordaniens et palestiniens». Il avait ajouté que, dans l'éventualité d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, l'OLP y participerait au sein d'une «délégation commune jordanopalestinienne».

Ces deux affirmations sans équivoque tranchaient avec le commentaire intentionnellement vague publié vingt-quatre heures plus tôt par l'agence palestinienne Wafa, selon laquelle «la formule» d'Amman était conforme aux engagements du sommet arabe de Fès de 1982, aux résolutions des Nations unies et aux décisions de la dix-septième session du conseil national palestinien d'Amman de novembre dernier. Et, de fait, les déclarations de M. Obaidat n'ont pas manqué de provoquer mises au point, réserves, puis irritations.

Ces prises de position ont retenu d'autant plus l'attention qu'elle émanent de personnalités d'instances qui ne peuvent être taxées d'hostilité à l'égard du président de l'OLP, les adversaires déclarés, ou non de ce dernier ne s'exprimant pas à partir de Tunis.

C'est ainsi que le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, le bras droit de M. Arafat, la direction du Fath, M. Salah Khalaf, et l'Union générale des étudiants palestiniens ont tout à tour, au cours de ces dernières quarante-huit heures, exprimé implicitement leurs réserves à l'égard de la présentation qui a été faite par la partie jordanienne de cet accord, dont la teneur n'a toujours pas été révélée. Deux points ont été mis en relief, avec des nuances selon leurs auteurs, à travers ces réactions. Ils concernent les deux principes fondamentaux de la ligne de conduite de l'OLP : droit pour les Palestiniens à l'autodétermination et à un Etat indépendant, qui, seulement une fois créé, pourrait se constituer en confédération avec la Jordanie ; participation à qualité d'une «délégation indépendante de l'OLP» à tout pourparler sur le Proche-Orient (1). Les interprétations jordanienues de l'accord d'Amman sont loin d'y être conformes.

Revenu vendredi soir à Tunis, après un voyage éclair en Roumanie, M. Yasser Arafat est ainsi confronté à ce qui pourrait bien être l'amorce d'une fronde interne au Fath, la composante la plus importante de l'OLP. La principale instance de décision de ce mouvement, le Conseil révolutionnaire, devait siéger à Tunis le 11 février. La réunion a été reportée déjà à deux reprises, mais, selon des sources palestiniennes, elle aura lieu dans les prochains jours et, en tout état de cause, avant la convocation à Alger, d'ici à la fin du mois, du conseil central de l'OLP (instance intermédiaire entre le comité exécutif et le conseil national).

Lors de ces assises, le président de l'OLP aura très prochainement à «jouer serré» pour faire accepter sa nouvelle initiative. Mais ce n'est ni la première ni sans doute la dernière fois que M. Arafat affronte l'irritation de ses pairs, et cet épisode jordanien n'est pas sans rappeler les romans aujourd'hui bien estompés qu'avait suscités son voyage impromptu au Caire en décembre 1983.

MICHEL DEURÉ.

(1) A Amman, Abou Jihad, commandant en chef des forces armées palestiniennes, considéré généralement comme le numéro deux du Fath, a affirmé que l'OLP «n'a donné de mandat à personne» pour parler en son nom, et refuse «la représentation conjointe» avec quiconque, l'OLP étant «le seul représentant légitime du peuple palestinien».

A travers le monde

Espagne

● M. GONZALES CONFIRME L'EXPULSION DE DEUX DIPLOMATES AMÉRICAINS. — Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a confirmé, vendredi 15 février l'expulsion de deux diplomates américains dont les activités, a-t-il dit, ne correspondaient pas à leur statut. (le Monde du 16 février).

● Selon le quotidien El Pais, toutefois, les deux hommes ont été surpris en train de photographier les antennes de communication du palais gouvernemental.

Centrafrique

● ARRÊSTATION A BANGUI. — M. François Guérat, haut commissaire chargé des entreprises d'Etat, aurait été arrêté, mercredi 13 février, à Bangui, apprend-on de bonne source à Paris. Aucun motif pour cette mesure n'aurait été encore donné à M. Guérat, qui est toujours détenu au commissariat du port, où il a pu s'entretenir avec sa femme.

“GRAND JURY” RTL- Le Monde

HENRI EMMANUELLI

Secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation

dimanche 18h15

animé par Henri MARQUE

André PASSERON
et François SIMON (Le Monde)
Christian MONTANEAU
et Bruno CORTES (RTL)

en direct sur **RTL**

Étranger

Liban

Le retrait israélien sera total en septembre déclare le général Ori Orr

La Force intermédiaire des Nations unies pour le Liban (FINUL) a informé les autorités de Beyrouth que les forces israéliennes avaient commencé, ce samedi matin 16 février, à se retirer de la région de Salda, chef-lieu du sud du Liban. Selon les radios locales, les opérations de retrait ont, en effet, commencé à 5 heures GMT (7 heures, heure locale).

En prévision de ce retrait, l'armée libanaise a interdit la circulation pour une durée de quarante-huit heures, à partir de samedi 6 heures GMT (8 heures, heure locale), sur le tronçon de la route de littoral comprise entre le sud de la capitale et le fleuve Awali, limite nord de l'occupation israélienne, indique un communiqué diffusé par Radio-Liban (radio officielle). Un millier de soldats de l'armée libanaise sont déployés sur ce tronçon long d'une quarantaine de kilomètres, prêts à remplir tout vide laissé par l'armée israélienne.

Vendredi, le général Ori Orr, commandant des troupes israéliennes au sud du Liban, avait annoncé, dans une interview publiée par Yedioth Aharonot, que la deuxième phase du retrait israélien commencerait à la fin du mois d'avril et que ce retrait sera total en septembre. « À moins de retard ne dépendant pas de l'armée ».

Le général Orr a estimé, d'autre part, qu'il s'attendait à une intensification des attaques contre l'armée israélienne pour « nous obliger à accélérer notre départ ». Le général

s'est élevé, par ailleurs, contre ceux qui souhaitent qu'Israël garde le contrôle du mont Barouk. « Cette position, a-t-il fait remarquer, constituerait un alibi stratégique, et nous aurions l'intention d'attaquer la Syrie. Mais Israël n'attaquera pas la Syrie ».

À Washington, le département d'État a indiqué, vendredi, que les États-Unis avaient « apprécié beaucoup » le rôle joué par la Syrie dans l'affaire Jeremy Levin, le journaliste américain qui a été retenu, jeudi, la liberté, après avoir été détenu par un groupe extrémiste durant près d'un an au Liban.

Correspondant de la chaîne de télévision américaine CNN au Liban, M. Levin avait indiqué qu'il avait réussi à s'échapper dans la nuit de mercredi à jeudi du lieu où il était détenu dans la plaine libanaise de la Bekaa. Après avoir marché durant deux heures, avait-il raconté, il avait rencontré une patrouille syrienne qui l'avait pris en charge avant de le conduire à Damas, où les autorités l'ont remis à l'ambassade des États-Unis.

Le porte-parole s'est refusé à fournir la moindre indication sur le rôle précis joué par la Syrie dans cette affaire.

Jeudi après-midi, l'ambassadeur de Syrie à Washington, M. Rafic Joueidi, avait affirmé que son pays avait obtenu la libération de M. Levin. Mais, dans le même temps, le gouvernement syrien à Damas avait fait valoir que M. Levin s'était bel et bien échappé. — (AFP, Reuter.)

LA CRISE DE L'UNESCO

M. M'Bow accuse Washington de vouloir remettre en cause le système des Nations unies

Le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar M'Bow, a affirmé, vendredi 15 février, que la crise de son organisation faisait partie d'une attaque générale des États-Unis contre le système des Nations unies.

Commentant une nouvelle fois la décision américaine de quitter l'UNESCO en dépit de la volonté de l'organisation de réformer son fonctionnement, M. M'Bow a déclaré : « Tout se passe, en effet, comme si certains milieux voulaient remettre en cause le fondement de tout le système international créé au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Ce qui se passe autour de l'UNESCO n'est que le reflet des profondes contradictions politiques, idéologiques et philosophiques qui caractérisent le monde actuel », a poursuivi M. M'Bow en faisant allusion aux tensions entre pays industrialisés et pays en développement. Le directeur général, qui s'adressait au conseil exécutif de l'UNESCO réuni jusqu'à ce samedi, a, d'autre part, dénoncé avec vigueur ce qu'il a appelé « la campagne de presse sans précédent que certains journalistes ont menée contre l'organisation et

son directeur général, déshonorant ainsi, par les méthodes qu'ils ont employées, les voies qu'ils ont choisies, leur profession ». Il a aussi déploré l'utilisation de « la stratégie de la menace » pour déprécier l'organisation et son directeur général. « On ne peut pas enlever la pudeur d'épargner la famille et de respecter les convictions religieuses », a-t-il dit — et a regretté qu'il y ait parmi les informateurs des « délégués permanents et des membres du conseil exécutif ».

« Nouveau président de la Cour de justice de La Haye ». Le juge indien Nagendra Singh a été élu, vendredi 15 février, à la présidence de la Cour internationale de justice de La Haye, alors que le juge français, Guy Ladrèit de Lacharrière, était élu à la vice-présidence. Le mandat des deux magistrats expirera en 1988, précise un communiqué publié à La Haye. Le juge Singh est membre de la Cour internationale depuis 1973 et a servi en tant que vice-président de 1976 à 1979. Le juge Ladrèit de Lacharrière siège à La Haye depuis 1982. — (Reuter.)

BIBLIOGRAPHIE

« Naissance du Mozambique » de René Pélissier

Spécialiste de l'Afrique lusophone, René Pélissier nous avait donné, il y a une demi-douzaine d'années, deux tomes magistraux consacrés à l'histoire contemporaine de l'Angola. René Pélissier est un auteur qui laboure en profondeur : il vient de publier non seulement le premier ouvrage en langue française sur le Mozambique (deux volumes totalisant plus de huit cents pages dont cinquante de bibliographie commentée), mais sans doute l'ouvrage majeur sur ce pays.

L'auteur dégage et met en perspective des données neuves ; il décrit le processus chaotique de la pénétration portugaise. Celle-ci, contrairement à un mythe, est récente, puisque, en 1898, l'Allemagne occupée des îles à pointes saillantes de 500 kilomètres. René Pélissier dénombre au moins cent cinquante campagnes et actions militaires d'envergure entre le milieu du dix-neuvième siècle et la première guerre mondiale, attestant la stupéfiante résistance des populations.

La pénétration est en réalité, comme il l'écrit, une succession de « tragédies rurales ». Elles ne touchent pas toutes, il s'en faut, au désavantage des Africains. En témoigne l'épopée de Benga, chef traditionnel qui, entre 1866 et 1879, défait quatre expéditions portugaises, tandis que, en 1894, les Portugais sont quasiment menacés d'être rejetés à la mer.

D'une belle écriture, élégante et serrée, René Pélissier dresse, sans manichéisme, en historien, mais non sans empathie pour son sujet, un tableau saisissant de la justification portugaise. Il restitue par ce travail pionnier leur histoire aux Mozambi-

caïns. Le colonialisme a, en effet, été la matrice de presque tous les États sub-sahariens, et c'est là que commence l'histoire moderne des pays africains d'aujourd'hui.

Avec l'ensemble monumental que représentent ses quatre volumes concernant l'Angola et le Mozambique, René Pélissier vient de se hisser, au terme d'un travail de deux décennies, au rang de meilleur spécialiste mondial de l'Afrique lusophone.

GÉRARD CHALIAND.

★ « Naissance du Mozambique. Résistance et révoltes anticoloniales (1854-1918) », 2 volumes. R. Pélissier, Mouton, 78630 Orgeval, 360 F.

● « Condamnation de l'Afrique du Sud ». Les cinq chefs d'État africains lusophones, dont le cinquième sommet s'est achevé vendredi 15 février à Sao-Tomé, ont sévèrement condamné l'Afrique du Sud pour « le maintien de ses troupes dans le sud anglois » et pour les attaques « terroristes dirigées contre le territoire mozambicain ». « Certains citoyens portugais qui appuient les actions terroristes en Angola et au Mozambique » ont également été dénoncés, sans plus de précision. Ce cinquième sommet des pays africains lusophones, qui s'était ouvert officiellement jeudi, réunissait les présidents José Eduardo Dos Santos (Angola), Aristides Pereira (Cap-Vert), João Bernardo Vieira (Guinée-Bissau), Samora Machel (Mozambique) et Manuel Pinto Da Costa (Sao-Tomé-et-Principe). — (AFP.)

Une démocratie de permissionnaires

De notre correspondant

Jérusalem. — Depuis bientôt quarante ans d'une histoire... 0 combien tumultueuse... l'armée juive nourrit quelques-uns des plus vigoureux mythes d'Israël. Objet d'un orgueil quantitatif, inspirant l'absolue loyauté d'un peuple, Tsahal (1), l'« invincible », est tout à la fois le « noyau dur » de l'État, son épine dorsale, instrument de sa survie, une « machine de guerre parfaite et bien huilée », un « creuset ethnique et social », une « école de vie et de démocratie » pour le « nouveau juif, soldat sans peur ni reproche ».

Israël, dit-on souvent à juste titre, est une « nation en armes ». Mais ce n'est pas pour autant un « État-garrison ». Dans un pays où la paix n'a toujours été qu'une parenthèse, plus ou moins longue, entre deux guerres, où l'armée joue un rôle central, où les règles et les contraintes de la sécurité nationale sont acceptées de tous comme autant de maux nécessaires, les valeurs et les réflexes militaires n'ont ni déprécié sur la société civile ni déprécié une démocratie politique — la seule du Proche-Orient — au parlementarisme échoué. Partiellement militaire, l'État hébreu n'est pas militaire, du moins à l'intérieur de ses frontières. Israël, aurait pu ressembler à Sparte, il est resté plus proche d'Athènes.

An cœur de cet étonnant paradoxe se trouve une réalité incontournable : Tsahal est avant tout une armée de réservistes. C'est un truisme d'évoquer le déséquilibre démographique entre Israël et ses ennemis arabes. Dotés pour la plupart d'armées de métier, ceux-ci peuvent en théorie aligner un million et demi de combattants (sans compter ceux de l'Égypte). En mobilisant tous ses réservistes, Israël dépasse à peine cinq cent mille hommes, soit un rapport de un à trois.

40 000 « professionnels »

Tsahal est une armée-gigogne, où s'embolent trois forces numériquement très inégales : le noyau des quelque quarante mille soldats professionnels, les jeunes conscrits avec lesquels ils forment l'ossature militaire permanente en temps de paix (cent soixante-dix mille hommes au total), enfin la masse des réservistes. « Le civil est un soldat en permission onze mois sur douze », aimait dire le général et archéologue Yigael Yadin, ancien chef d'état-major mort l'an dernier.

Après son service militaire accompli à dix-huit ans — pendant trois ans pour les hommes et deux pour les femmes, — chaque adulte assure, selon son grade et son âge, une période de réserve annuelle, appelée « milouin », qui oscille entre quatorze et trente-huit jours. Il peut, de surcroît, être mobilisé un jour par mois jusqu'à l'âge limite de cinquante-cinq ans. Un Israélien passe ainsi, en moyenne, de six à sept ans de sa vie sous les drapeaux.

Pour les femmes, ce système est allégé. En temps de paix, elles ne sont réservistes que jusqu'à vingt-quatre ans et la maintenance les dispense de toute obligation. Les juifs religieux orthodoxes et « antisionistes » qui poursuivent des études rabbiniques sont, s'ils le souhaitent, exemptés du service national.

Parmi les non-juifs, seule la communauté druze (soixante-dix mille personnes), jngée loyale envers l'État, porte l'unité. La minorité arabe (17 % de la population) ne remplit aucun devoir militaire. Ses membres échappent ainsi au risque de combattre un jour leurs « frères arabes » ou palestiniens. Ceux qu'un tel dilemme moral indiffère peuvent, depuis près d'un an, s'entraîner dans Tsahal.

La mobilisation des réservistes est l'arme secrète de la nation, la clé de sa survie. Chaque fois que le hululement des sirènes annonce une guerre, le peuple tout entier endosse l'uniforme et se lève sur les routes, vers les champs de bataille, en des cortèges désordonnés.

Pour entretenir les réflexes et diminuer autant que possible le délai de mobilisation, l'armée déclenche périodiquement des exercices. « Glace chaude », « Boucles d'oreille », « Sac en papier déchiré » : ces noms de code insolites égrenés par la radio israélienne invitent des dizaines de milliers de réservistes à rejoindre au plus vite leurs points de ralliement.

Bien des raisons, liées à la mobilisation des réservistes,

datent et leurs familles en multipliant notamment les « journées portes ouvertes » sur les bases. Grâce au téléphone, les parents anxieux ont des nouvelles en permanence de leur fils en opérations ou de son unité. Les soldats professionnels maintiennent des liens étroits avec leur milieu social ou leur communauté d'origine. C'est le cas par exemple des membres des kibboutzim.

Pour éviter le vieillissement des cadres et faire prévaloir l'esprit combattif sur l'expérience, Moshe Dayan, alors chef d'état-major, imposa dans les années 50 un système de retraite anticipée qui ouvrait à l'officier quadragénaire une seconde vie professionnelle. Cette louable initiative a entraîné une réaction en chaîne aux effets parfois

de l'état-major, ainsi dépossédé du monopole de la fourniture d'informations aux civils.

Certes, le lobby militaire existe et son autorité est multiforme. En Israël, le cabinet tout entier s'estime « collectivement responsable des grands choix en matière de sécurité ». Les chefs de l'armée sont disponibles à tout moment pour venir présenter leurs options devant le conseil des ministres et le service des renseignements militaires est la principale source d'information du gouvernement.

L'armée a d'autres moyens d'influence : plusieurs porte-parole officiels, une presse périodique, un bureau de la censure et surtout sa propre station de radio, « Galil-Tsahal ». Mais ses informations, de l'avis général, sont plus impartiales et plus crédibles que celles diffusées sur les autres ondes nationales.

Heureuse schizophrénie !

Autre source de puissance : l'armée est au cœur d'un véritable « complexe » militaire-industriel qui emploie un Israélien sur dix. Du quartier de l'électronique au secteur en passant par les usines d'armement, son rôle économique est crucial. L'État hébreu, au fil des ans, est devenu un « marchand de canons » dont les affaires étaient florissantes jusqu'à une date récente.

La défense d'Israël, en guerre depuis toujours, est celle d'une grande puissance. Au prorata de sa population, l'État hébreu entretient la plus nombreuse armée du monde. Il consacre un quart de son budget à la sécurité et 35 % de ses recettes au remboursement d'une dette extérieure en grande partie militaire. Les Israéliens n'en imputent pas de payer pour les guerres du passé. En ces temps d'austérité, l'armée a réduit son train de vie mais protège l'essentiel : l'importance de ses effectifs, la formation de ses cadres, la recherche de pointe, la qualité de ses renseignements. Autre paradoxe : la prépondérance des ressources financières de l'armée n'a pas empêché une diminution de son rôle politique et une perte de prestige. Le tremblement de terre du Kippour, où Israël fut pour la première fois attaqué par surprise, avait fait s'écrouler le drapeau. Dès les premières semaines de la guerre du Liban, les citoyens-soldats ont montré, en descendant dans la rue, qu'on ne les « intimidait » plus à bon compte.

Pourtant, les Israéliens conservent une grande confiance dans leur armée, qu'ils tiennent pour « professionnelle » et non partisane. Les scénarios de putsch, échoués par les auteurs de politique-fiction, font sourire les experts autant que l'homme de la rue. Israël n'est pas fait pour l'ordre kaki. « Un candidat putschiste aurait le plus grand mal à manipuler Tsahal », note M. Dan Horowitz, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem. Avant même de rêver d'un coup d'État, il lui faudrait linéariser des centaines de généraux et modifier le fonctionnement même de l'armée.

En somme, les Israéliens font largement confiance à leur armée, pour accomplir son « job », mais lui dément tout droit d'ingérence dans la vie civile. La démocratie, bien entendu, ne s'en porte que mieux. « Israël prouve qu'on peut concilier état de guerre et démocratie », ajoute M. Horowitz. A cet égard, on pourrait dire que notre société souffre, pour son bonheur, d'une schizophrénie qui contribue au maintien de la stabilité politique. Ainsi voit Israël et Tsahal, un État et une armée pas comme les autres.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Initiales hébraïques des Forces de défense d'Israël par lesquelles on désigne couramment l'armée.



expliquent pourquoi le virus militariste a épargné Israël. De l'époque pionnière, Tsahal conserve certains traits originaux. C'est une armée sans passé colonial, aux structures souples et au fonctionnement peu autoritaire, où l'on ne se soucie guère de discipline formelle, encore moins du cérémonial si cher aux armées d'Europe. Par rapport à Tsahal, même l'armée américaine paraît guindée.

Les officiers israéliens partagent la vie de leurs hommes qui les appellent souvent par leurs sobriquets. On s'y dit « combattant » plutôt que « soldat » et l'on ignore le saint règlementaire, sauf les jours de parade. On raconte ici l'histoire de ce commandant qui voulait imposer le saint mais y renonça de guerre lasse après que ses hommes, en le croisant sans cesse, l'eurent obligé à d'épuisantes civilités. Le joyeux désordre et le débraillé fraternel appartiennent à la légende de Tsahal.

Israël n'a pas d'académie militaire. Les recrues sont formées sur le tas et toutes logées à la même enseigne. Les réservistes ne fournissent pas seulement la masse de manœuvre de Tsahal. Ils appartiennent à la hiérarchie et nombre de militaires de carrière servent sous leurs ordres. L'existence d'un tel corps d'officiers « à dominante civile » empêche l'émergence d'une caste militaire.

Des officiers « trop jeunes »

Les réservistes ignorent quasiment la vie de caserne. Ou bien ils bivouaquent dans des camps de toile, lors des exercices, ou bien ils rentrent chaque soir chez eux quand ils ont la chance d'être affectés près de leur domicile. La plupart des officiers de carrière retrouvent quotidiennement leurs foyers. La petitesse du pays réduit les distances physiques et sociales entre les soldats et leur environnement civil. Même un réserviste mobilisé au Liban du Sud se trouve à moins d'une heure de route de Haïfa.

Les veilles de sabhat, des grappes d'autostoppeurs en tenue kaki s'agglutinent au bord des autoroutes. L'armée encourage les contacts informels entre les sol-

datés et leurs familles en multipliant notamment les « journées portes ouvertes » sur les bases. Grâce au téléphone, les parents anxieux ont des nouvelles en permanence de leur fils en opérations ou de son unité. Les soldats professionnels maintiennent des liens étroits avec leur milieu social ou leur communauté d'origine. C'est le cas par exemple des membres des kibboutzim.

Pour éviter le vieillissement des cadres et faire prévaloir l'esprit combattif sur l'expérience, Moshe Dayan, alors chef d'état-major, imposa dans les années 50 un système de retraite anticipée qui ouvrait à l'officier quadragénaire une seconde vie professionnelle. Cette louable initiative a entraîné une réaction en chaîne aux effets parfois

Une valeur sûre

Toujours en quête de personnalités prestigieuses, les multiples partis israéliens ont accueilli à bras ouverts les officiers retraités désireux d'investir dans une carrière politique que la popularité gagnée au combat. En Israël, le « général-politicien » est une valeur sûre. Parmi les plus célèbres, il y eut Moshe Dayan, Yigal Allon et Yigael Yadin.

L'actuelle Knesset compte sept généraux dont quatre anciens chefs d'état-major : M.M. Yitzhak Rabin, Haim Bar Lev, Motta Orr et Rafael Eytan. A priori, une telle brochette de prétendants, auxquels s'ajoutent les nombreux colonels devenus députés ou hauts fonctionnaires, pourrait, en encourageant le goût du Césarisme. Or, il n'en est rien car les anciens officiers se distinguent par leur remarquable diversité d'opinions. Si Ariel Sharon et Rafael Eytan — artisans privilégiés, ce n'est pas par hasard, de la guerre du Liban — appartiennent à la « droite musclée », Ezer Weizman, inlassable avocat de l'Égypte, incarne l'« homme de la paix » tandis que la « supercolombe », Matti Peled, vient de rencontrer une nouvelle fois Yasser Arafat.

En politique, intérieure comme extérieure, les généraux ne sont pas plus « faucons » que leurs collègues civils. Leur participation aux prises de décision accroit même la liberté de manœuvre du gouvernement à l'égard de l'armée. Experts scouts du pouvoir, ils peuvent contester efficacement les avis

de l'état-major, ainsi dépossédé du monopole de la fourniture d'informations aux civils. Certes, le lobby militaire existe et son autorité est multiforme. En Israël, le cabinet tout entier s'estime « collectivement responsable des grands choix en matière de sécurité ». Les chefs de l'armée sont disponibles à tout moment pour venir présenter leurs options devant le conseil des ministres et le service des renseignements militaires est la principale source d'information du gouvernement.

L'armée a d'autres moyens d'influence : plusieurs porte-parole officiels, une presse périodique, un bureau de la censure et surtout sa propre station de radio, « Galil-Tsahal ». Mais ses informations, de l'avis général, sont plus impartiales et plus crédibles que celles diffusées sur les autres ondes nationales.

Heureuse schizophrénie ! Autre source de puissance : l'armée est au cœur d'un véritable « complexe » militaire-industriel qui emploie un Israélien sur dix. Du quartier de l'électronique au secteur en passant par les usines d'armement, son rôle économique est crucial. L'État hébreu, au fil des ans, est devenu un « marchand de canons » dont les affaires étaient florissantes jusqu'à une date récente.

La défense d'Israël, en guerre depuis toujours, est celle d'une grande puissance. Au prorata de sa population, l'État hébreu entretient la plus nombreuse armée du monde. Il consacre un quart de son budget à la sécurité et 35 % de ses recettes au remboursement d'une dette extérieure en grande partie militaire. Les Israéliens n'en imputent pas de payer pour les guerres du passé. En ces temps d'austérité, l'armée a réduit son train de vie mais protège l'essentiel : l'importance de ses effectifs, la formation de ses cadres, la recherche de pointe, la qualité de ses renseignements. Autre paradoxe : la prépondérance des ressources financières de l'armée n'a pas empêché une diminution de son rôle politique et une perte de prestige. Le tremblement de terre du Kippour, où Israël fut pour la première fois attaqué par surprise, avait fait s'écrouler le drapeau. Dès les premières semaines de la guerre du Liban, les citoyens-soldats ont montré, en descendant dans la rue, qu'on ne les « intimidait » plus à bon compte.

Pourtant, les Israéliens conservent une grande confiance dans leur armée, qu'ils tiennent pour « professionnelle » et non partisane. Les scénarios de putsch, échoués par les auteurs de politique-fiction, font sourire les experts autant que l'homme de la rue. Israël n'est pas fait pour l'ordre kaki. « Un candidat putschiste aurait le plus grand mal à manipuler Tsahal », note M. Dan Horowitz, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem.

Avant même de rêver d'un coup d'État, il lui faudrait linéariser des centaines de généraux et modifier le fonctionnement même de l'armée. En somme, les Israéliens font largement confiance à leur armée, pour accomplir son « job », mais lui dément tout droit d'ingérence dans la vie civile. La démocratie, bien entendu, ne s'en porte que mieux. « Israël prouve qu'on peut concilier état de guerre et démocratie », ajoute M. Horowitz. A cet égard, on pourrait dire que notre société souffre, pour son bonheur, d'une schizophrénie qui contribue au maintien de la stabilité politique. Ainsi voit Israël et Tsahal, un État et une armée pas comme les autres.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Initiales hébraïques des Forces de défense d'Israël par lesquelles on désigne couramment l'armée.

Lundi, l'armée israélienne l'invincible Tsahal a perdu, d certains des soldats Tsahal reste en grande sans de commandée par est, en fin de

Liban, première

De notre correspondant

Jérusalem. — Devant le... dans une école de l... rend les hommes... une salve victo... disparu récite... la prière des morts... sanglants d'une fem...

La scène se passait, l'après-midi du mont H... à l'attention des... le soldat mort. V... quatre ans et trois... à la mairie... dix ans, les... de football de... les registres des... libanaise, il a... le vie cent... tombé au Liban... de la frontière.

Depuis trente-deux... de quelques images... militaire, Israël... d'une heure du jo... de l'hôpital... les soldats plus... l'ambassade et... de la commande... ses morts. Plus... cinq cents blessés... sans cesse.

« Duellistes et non gendarmes »

La guerre du Kippour... à une autre guerre... Du mont H... au bout. Celle... qu'on ne peut... et impopulaire. Au... les Israéliens en en... les ont tués. Les... la guerre du Liban, celui un... de M. Bar-Lev.

Pour la première fois... après quatre guerres... une guerre d'usure... en proie à l'

« Yesh Gvul » L'«... hébreu a un double... les frontières » — un... du Liban ; « Il... au devoir... Une devise id... six cents Isra... l'opération... butte au pays du G...

Tout commence, m... de la... la haine ne cessera... longer, demandant... gouvernement qui on... pas à crisper sur a... pas ! Nous avons... M. Gideon Soro, l'un... de l'association... Cette guerre, qu... à nos vœux au... me. Après les bo... de crâtes à Beyrouth... de Sabra et de... devant en outre immo...

Armée de qui dev... mesure de sa rec... feuilles de route, les... dociles, refusent... leurs unités station... Pour éviter à cha... pices public trop l... mée les condamn... jours de détention... clôture expédition.

À ce jour, cent... israéliens ont été g... prison n° 5 d'Auf... Le dernier est dat... de physique... l'homme. Dan Ar... des réservistes, à l'

سكنا من الامم

صلى الله عليه وسلم

Étranger

Portugal

M. Rui Machete, leader des sociaux-démocrates devient numéro deux du gouvernement Soares

De notre correspondant

Lisbonne. — Le gouvernement portugais va poser la question de confiance au Parlement, a annoncé M. Mario Soares lors de la cérémonie d'investiture des nouveaux membres de son cabinet, le vendredi 15 février. Le premier ministre socialiste vise ainsi un double objectif : d'une part, répondre au président de la République, le général Eanes, qui, dans son discours de Nouvel An, avait vigoureusement critiqué certains aspects de la politique économique en vigueur, et, d'autre part, éprouver la solidité de la coalition au pouvoir. C'est en effet la crise récemment survenue au sein du Parti social-démocrate allié du PS qui a été à l'origine du dernier remaniement gouvernemental.

M. Rui Machete, nouveau chef du PSD, en remplacement de M. Mota Pinto, occupe désormais les postes que ce dernier détenait au sein de l'exécutif : il a ainsi quitté le ministère de la justice pour devenir vice-premier ministre et chargé de la défense. Le portefeuille de la justice a été confié au social-démocrate M. Mario Raposo, qui avait déjà exercé les mêmes fonctions en 1978 et 1980. Au ministère de l'éducation, le recteur de l'université de Braga, M. João de Deus Pinheiro, ou ingénieur de quarante ans, remplace M. Seabra, dont l'activité avait été très contestée, en particulier par les syndicats de professeurs et par les organisations d'étudiants. M. Carlos Melancia quitte le ministère de la mer pour succéder à M. Rosado Correia au ministère de l'équipement social. Il était convenu

que ces deux personnalités socialistes échangent purement et simplement leurs fonctions. Ce n'est que quelques heures avant l'investiture que M. Correia a annoncé sa volonté de quitter l'exécutif. Aussi M. Soares a-t-il été obligé de faire appel à M. Almeida Setta, secrétaire d'Etat à la marine marchande, pour diriger le ministère de la mer.

Ce remaniement, qui porte donc sur cinq ministères, est considéré par le Parti communiste comme une simple opération de « repli ». Il est également dénoncé par la Confédération générale des travailleurs portugais (pro-communiste), qui appelle à une journée nationale de lutte.

Il est probable, cependant, que les choses n'en resteront pas là. Seules les objections formulées par la hiérarchie militaire à certains noms d'abord proposés pour le ministère de la défense ont amené M. Rui Machete à suivre l'exemple de son prédécesseur, M. Mota Pinto, qui cumulait les fonctions de ministre de la défense avec celles de vice-premier ministre : il ne s'agit donc que d'une solution provisoire, comme l'a souligné le nouveau numéro deux du gouvernement et président des sociaux-démocrates. Il est d'autre part fort possible que les ministères de la culture, M. Coimbra Martins, pourrait alors revenir à l'ambassade du Portugal à Paris.

JOSÉ REBELO.

Un arbitre habile

A Lisbonne, on dit de M. Rui Machete qu'il est « un des rares sociaux-démocrates du Parti social-démocrate ». Discrète, peu enclin à la polémique, il se veut surtout un arbitre au sein d'une formation globalement située beaucoup plus à droite que son sigle ne l'indique. C'est cette qualité de modérateur qui lui a d'ailleurs été reconnue au moment où il fallait trouver une solution à la crise récemment déclenchée par le départ de M. Mota Pinto de la présidence du PSD. M. Machete ne représentait, en effet, aucune tendance au sein de son parti. élu lors du dernier congrès premier vice-président, il a su ensuite prendre ses distances à l'égard de M. Mota Pinto — sans pour autant se compromettre avec ceux qui s'opposaient au président.

Né en avril 1940, le numéro deux du gouvernement est entré dans la politique au lendemain de la « révolution aux œillets » de 1974. Membre du PSD (alors PPD) dès sa création, il a abandonné le parti en 1979, après un affrontement avec le chef « charismatique » des sociaux-démocrates Francisco Sá Carneiro. Sa traversée du désert a cessé presque aussitôt après la mort accidentelle de ce dernier, fin 1980.

Ministre de la justice dans le gouvernement de coalition PSD-PSD formé par M. Soares à la suite des élections législatives d'avril 1983, M. Rui Machete a été au centre de plusieurs controverses. Il devra maintenant se garder de ceux qui, à droite, l'accusent d'être un « socialiste déguisé ».

J. R.

Pologne

L'épiscopat proteste contre la campagne de dénigrement de l'Eglise

Les évêques polonais ont vivement protesté, vendredi 15 février, contre la campagne de dénigrement de l'Eglise lancée par le pouvoir à la faveur du procès des policiers assassins du Père Jerzy Popiełuszko.

Dans un communiqué, publié à l'issue de la deux cent quatrième Conférence de l'épiscopat, les évêques dénoncent cette campagne de « propagande organisée intentionnellement » et insistent sur le rôle des responsables du pays contre le recours à de tels procédés, qui, selon eux, ne peuvent que conduire à la « perturbation des relations Eglise-Etat » en Pologne.

« Le fait de saper l'autorité de l'Eglise, qui demeure au service du peuple, est non seulement injuste, mais est aussi dirigé contre le bien national », poursuivent les évêques. Cette campagne, lit-on encore dans

le document, « n'est dans l'intérêt ni du dialogue, ni de la réconciliation nationale sans cesse demandée par l'Eglise, ni du renforcement de la paix sociale » dans le pays.

D'autre part, MM. Loh Walea et Jacek Kuron (un des principaux animateurs de l'ancien Comité de défense des ouvriers, KOR), ont publié le même jour un communiqué à la suite des arrestations intervenues à Gdansk (notre article en première page). Les deux hommes estiment que ces arrestations « démontrent que l'amnistie (de juillet dernier) n'était qu'un épisode passager destiné à tromper les opinions publiques polonaise et mondiale », et ils invitent la population à « réagir fermement (...) pour qu'il soit clair que les Polonais n'acceptent pas passivement ce retour à la haine et à la répression ».

M. Craxi ne constate aucun progrès dans l'affaire de l'élargissement de la CEE

Madrid (Reuter). — Le président du conseil italien, Bettino Craxi, s'est rendu vendredi 15 février à Lisbonne, puis à Madrid, pour tenter de débloquer les négociations sur l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE, dont son pays assure la présidence depuis janvier. La veille, à Londres, M. Craxi s'était entretenu avec le premier ministre britannique, M. Margaret Thatcher.

A l'issue de son entretien avec M. Craxi, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a déclaré à la presse que les négociations pouvaient encore échouer.

« J'ai dit à M. Craxi (...) que l'Espagne était à la limite de ses possibilités de négociation », a-t-il affirmé, ajoutant avoir demandé à la CEE d'assouplir ses conditions. M. Craxi a reconnu la persistance de différends entre Madrid et les Dix, mais il espère les résoudre avant le conseil européen du mois prochain. La tournée de M. Craxi coïncide avec un nouveau durcissement des agriculteurs européens opposés à la politique agricole commune et à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, qui devrait en principe intervenir le 1^{er} janvier 1986.

Lundi, l'armée israélienne entame la première phase de son retrait du Liban. Tsahal l'invincible y a rencontré surtout des mécomptes et des épreuves depuis juin 1982. L'armée a perdu, dans le pays voisin, plus de six cents hommes. Fallait-il faire cette guerre-là ? Certains des soldats-citoyens sont allés au bout de leur refus, en renvoyant leur feuille de route. Mais Tsahal reste ce qu'elle était : une armée qui ne saurait infester la nation du virus militariste, car, grande sans être muette, peuplée de réservistes et commandée par de futurs civils, elle est, en fin de compte, une armée sans militaires.

Liban, première guerre « non imposée », premier repli sans gloire

De notre correspondant

Jérusalem. — Devant le cercueil drapé dans une étoile de David, un peloton rend les honneurs militaires et tire une salve vers le ciel. Les amis du disparu récitent le Kaddish, la prière des morts, et l'on entend les sanglots d'une femme.

La scène se passait, l'autre lundi, au cimetière du mont Herzl, à Jérusalem, face aux insouciantes caméras de la télévision israélienne. Le soldat mort, Yehuda Tuval, avait quarante ans et trois enfants. Informé de la mort, il avait gardé, il y a dix ans, les buts d'Hapoel, le club de football de la capitale. Sur les registres des portes de l'armée israélienne, il est plus qu'un numéro, le six-cent-seizième soldat tombé au Liban : à 2 kilomètres de la frontière.

Depuis treize mois, le temps de quelques images dans un cimetière militaire, Israël compte ses morts à l'heure du journal télévisé. Sur un lit de l'hôpital Rambam à Haïfa, les soldats plus chanceux racontent l'embuscade ou l'attaque, fatale au camarade d'unité, six cent seize, mort, plus de trois mille cinq cents blessés : un bilan qui s'alourdit sans cesse.

« Duellistes et non gendarmes »

La guerre du Kippour avait déjà été une « autre guerre » parce qu'imprévue. Du moins y avait-il une victoire au bout. Celle du Liban, c'est qu'une « autre guerre », trop longue et impopulaire. Au moment où les Israéliens en entendent la fin, cinq sur cent seulement souhaitent le maintien coûte que coûte de Tsahal au Liban, selon un sondage du quotidien Maariv.

Pour la première fois de son histoire, après quatre guerres gagnées, l'armée juive abandonne le terrain sans gloire et en proie à l'amertume.

d'une demi-victoire trop cher payée. En quittant le boudoir libanais avant l'automne — si son calendrier est respecté — Tsahal renferme la parenthèse d'une guerre politiquement et moralement controversée, mais aussi stratégiquement hétéroclite.

C'est peu dire que l'armée israélienne se trouve mal à l'aise au pays du Cédar. Elle a dû y mener un combat aux règles et aux pièges inédits. Tsahal a toujours brillé et vaincu dans une situation de guerre « classique », brève, préventive. Ses célèbres qualités — audace, souplesse, rapidité — lui furent, peu de profit au Liban, face à un ennemi inépuisable pratiquant la guérilla.

Les méthodes et le style propres au « modèle » militaire israélien ne répondent pas aux exigences d'une guerre d'usure, proche d'un conflit de type colonial. Comme le rappelle un livre récent (1), les « légions d'Israël » jouent à merveille les duellistes, pas les gendarmes. Tsahal a le bras long, mais le souffle court. Le retour au pays mais, qu'on ne s'y trompe pas, retour à l'orthodoxie doctrinale.

Selon le professeur Dan Horowitz, expert militaire à l'université hébraïque de Jérusalem, la guerre du Liban a introduit pour Tsahal trois changements fondamentaux. D'abord, elle a élargi la notion de *casus belli*. Jusqu'en 1982, Israël ne livra que des guerres défensives ou préventives, dont dépendait la survie de l'Etat.

Si Israël frappait le premier, lors d'offensives éclaircies, c'était, à quelque sorte, pour des raisons « existentielles » : vulnérabilité géographique, absence de « profondeur stratégique », besoin de disposer d'un délai minimum d'alerte anticipée, impuissance à maintenir longtemps la masse des réservistes sur le pied de guerre. Au moment d'envahir le Liban, Israël n'était pas menacé dans son être. Pour justifier l'équipée libanaise, MM. Begin et Shasroo inventèrent un concept inconnu jusqu'alors d'Israël : « la guerre décidée délibérément », en vertu d'un « choix », qui rompait avec une longue tradition de « guerres imposées ».

Deuxième changement : la guerre du Liban est la première qui ne bénéficiait pas d'un consensus national, ne cristallisait pas l'union sacrée. Phénomène nouveau : les adversaires du conflit adressèrent leur pétition initiale aux dirigeants de l'Etat à peine une semaine après le début de l'invasion. Et c'est le puissant courant de contestation à l'intérieur d'Israël, relayé par le mouvement Chalom Achav (« La paix maintenant ») — et conjugué aux protestations internationales, — qui empêcha Tsahal d'investir Beyrouth.

Des mobiles politiques

Enfin, la guerre du Liban obéissait à des mobiles plus politiques que militaires. Son ressort profond et avoué était le désir de casser l'infrastructure combattante de l'OPLP, de provoquer une nouvelle dispersion des Palestiniens loin des frontières d'Israël et d'annexer à la composition la population arabe de Cisjordanie et de Gaza. Les gouvernements antérieurs s'étaient résolus à plusieurs guerres après une évaluation lucide du rapport de forces : le gouvernement Begin livra cette guerre-là pour des raisons d'abord idéologiques.

Il est un peu tôt pour prévoir, avant même qu'elle ait pris fin, si la mésaventure libanaise laissera des marques profondes sur la société israélienne. Pendant chacune de ses guerres, Israël est comme assourdi par le facteur humain, en particulier le moral de ses troupes. Au Liban, la multiplication des embuscades, l'effacement des bilans, la difficulté d'identifier et de frapper l'ennemi, l'enlèvement dans un conflit aux objectifs de-

venus incertains ont de toute évidence affecté le moral de l'armée.

Mais cette morosité ambiante se dissipera sans doute avec le retour au pays. Selon une enquête récente conduite par l'armée chez des futurs soldats de dix-sept ans, leur disponibilité à servir dans les rangs de Tsahal et la confiance dont ils l'honorent restent très fortes. Neuf adolescents sur dix feraient leur service militaire, même si celui-ci n'était plus obligatoire.

Le conflit libanais ne semble pas avoir suscité dans l'armée des troubles de conscience et un désarroi comparables à ceux nés du choc du Kippour. A une exception près, et de taille : Sabra et Chatila. Mais c'est tout Israël qui réclama alors dans la rue qu'on fasse la lumière sur le drame du massacre dans les camps palestiniens, au nom de cette fameuse « pureté des armes », l'un des mythes moralisateurs de l'Etat juif — « Avons-nous le droit ? », — ce vieux code de l'honneur que les soldats oublient parfois face à l'ennemi intérieur palestinien.

Reste l'empreinte de la guerre sur les réflexes politiques. Lors des élections de juillet 1984, les soldats stationnés au Liban — ou à l'avent noté ici — votèrent nettement plus à droite que la moyenne nationale, accordant leurs plus beaux scores au parti annexionniste Tachia et au mouvement Kach du rabbin raciste Meir Kahane. Rien n'atteste que cette radicalisation dans l'armée sera tenace. Elle émane surtout de jeunes recrues du contingent séduites par les idées et les solutions simplistes. C'est plus affaire d'âge, semble-t-il, que de changement en profondeur de l'électorat ou, même, de guerre au Liban.

J.-P. L.

(1) Tsahal. Les légions d'Israël. Des milices paysannes à la puissance nucléaire, par Jacques Bensouda. Editions Ramsay, 1984.

Feuilles de route refusées

« Yesh Gvul ». L'expression en hébreu a un double sens : « il y a une frontière » — en l'occurrence celle du Liban ; « il y a une limite », au devoir du citoyen-soldat. Une devise idéale pour les quelques six cents Israéliens qui refusent ouvertement d'aller se battre au pays du Cédar.

Tout commença, dès les premières semaines de la guerre, par une pétition. Ses signataires, dont le liste ne cessera ensuite de s'allonger, demandèrent d'envoyer au gouvernement qu'on ne les envoie pas « enchaîner » au Liban. Scandale ! « Nous avions brandi le drapeau noir de l'illégalité », raconte M. Gideon Spiro, l'un des animateurs de l'association Yesh Gvul. « Cette guerre, qui se prolongeait, était à nos yeux inutile et illégitime. Après les bombardements de Ghazal à Beyrouth et les massacres de Sabra et de Chatila, elle devenait une autre inconnue ».

Arriva ce qui devait arriver. A mesure qu'ils reçurent leurs feuilles de route, les militaires indociles refusèrent de rejoindre leurs unités stationnées au Liban. Pour éviter à chaque fois un procès public trop tapageur, l'armée les condamna à trente-cinq jours de détention selon une procédure expéditive.

A ce jour, cent quarante-cinq Israéliens ont purgé leur peine à la prison n° 6 d'Adif, près de Haïfa. Le dernier en date est le professeur de physique et militant connu de défense des droits de l'homme, Dan Arian. Tous étaient seulement venus de recrues pour le service national dans les territoires occupés. Le cas le plus cé-

libre est celui du jeune Gad Al-gazi, condamné à un an de prison en 1981 après avoir annoncé sa décision dans une lettre solennelle au ministre de la défense, consignée par vingt-six lycéens.

Aujourd'hui encore, certains réservistes refusent de jouer les gendarmes en Cisjordanie ou à Gaza, et de Gaza. Les gouvernements antérieurs s'étaient résolus à plusieurs guerres après une évaluation lucide du rapport de forces : le gouvernement Begin livra cette guerre-là pour des raisons d'abord idéologiques.

C'est, pour dissuader les récalcitrants, l'armée s'était libérée à leur égard d'une règle traditionnelle qui l'oblige à informer tout réserviste, six semaines à l'avance, du lieu et de la date de sa mobilisation. Avant de quitter leur prison, les contestataires étaient du nouveau jugés et condamnés. Yesh Gvul porta l'affaire devant la Haute Cour mais fut débouté, l'armée étant libre, selon la justice, de mobiliser un soldat « en fonction de ses seuls besoins ».

Un mouvement marginal

Au début, l'obstination tranquille des militants de Yesh Gvul prit l'armée par surprise. L'objection de conscience était chose rare en Israël. Avant la guerre du Liban, une quinzaine de recrues seulement avaient été emprisonnées pour refus d'accomplir le service national dans les territoires occupés. Le cas le plus cé-

libre est celui du jeune Gad Al-gazi, condamné à un an de prison en 1981 après avoir annoncé sa décision dans une lettre solennelle au ministre de la défense, consignée par vingt-six lycéens.

Aujourd'hui encore, certains réservistes refusent de jouer les gendarmes en Cisjordanie ou à Gaza, et de Gaza. Les gouvernements antérieurs s'étaient résolus à plusieurs guerres après une évaluation lucide du rapport de forces : le gouvernement Begin livra cette guerre-là pour des raisons d'abord idéologiques.

C'est, pour dissuader les récalcitrants, l'armée s'était libérée à leur égard d'une règle traditionnelle qui l'oblige à informer tout réserviste, six semaines à l'avance, du lieu et de la date de sa mobilisation. Avant de quitter leur prison, les contestataires étaient du nouveau jugés et condamnés. Yesh Gvul porta l'affaire devant la Haute Cour mais fut débouté, l'armée étant libre, selon la justice, de mobiliser un soldat « en fonction de ses seuls besoins ».

Un mouvement marginal

Au début, l'obstination tranquille des militants de Yesh Gvul prit l'armée par surprise. L'objection de conscience était chose rare en Israël. Avant la guerre du Liban, une quinzaine de recrues seulement avaient été emprisonnées pour refus d'accomplir le service national dans les territoires occupés. Le cas le plus cé-

quant de fausses excuses — familiales, professionnelles ou de santé — réussissant à échapper au Liban ? « Certains officiers, précise M. Spiro, informés longtemps à l'avance du calendrier de mouvement de leur unité se trouvaient toujours, comme par hasard, à l'étranger au moment de leur mobilisation. Parce qu'elle n'était pas vitale et qu'elle n'était pas trop dure, la guerre du Liban a entamé le loyalisme des soldats, encouragé les petites ruses et les échappatoires ».

Yesh Gvul est resté un mouvement marginal, sans effet sur le cours de la guerre. La hiérarchie militaire, qui craignait un effet de contagion, l'a pourtant pris au sérieux car il reniait la règle d'or de l'obéissance sous les drapeaux. A la différence de certains juifs religieux orthodoxes qui, au nom du respect de la Torah, échappent au port des armes, les militants de Yesh Gvul ne peuvent prétendre, aux yeux de l'armée, à l'objection de conscience, car leurs mobiles sont d'abord politiques, non moraux.

Les réservistes récalcitrants ont tout de même obtenu gain de cause en échappant au Liban, fût-ce après un ou deux séjours en prison. « Nous avons surtout, souligne M. Spiro, réhabilité la responsabilité personnelle du soldat. Un militaire ne doit jamais être un robot ou une simple marionnette ».

J.-P. L.

Étranger

JAPON

Le français tel qu'on l'affiche...

Tel qu'on l'affiche à Tokyo, le français est une langue savoureuse. D'abord parce qu'il s'agit de l'enseigne et les menus des restaurants où le général de Gaulle se transforme en maître d'hôtel. Mais aussi parce que, dans les bouches nipponnes, notre dictionnaire devient un régal.

Correspondance

Tokyo. — On peut s'amuser, dans diverses capitales, des enseignes et publicités qu'une volonté d'exotisme et un usage approximatif des idiomes étrangers rendent insolites ou cocasses. Cela existe un peu partout : mais sans doute nulle part plus qu'à Tokyo. Ici, les emprunts sont proportionnels aux engouements pour les modes occidentales et à la prolifération des boutiques. Ils ne se préoccupent pas toujours de faire rimer le nom et la raison. Qu'importe l'ivresse pourvu qu'on ait le flacon.

La capitale du Japon peut, tout particulièrement, faire sourire (non sans fierté cocardière) les résidents et touristes français qui s'y promènent, un œil sur les vitrines, publicités et prospectus. En effet, la langue française est présente dans la forêt des signes. Mais les raisons de son choix peuvent laisser songeur.

Ni de Gaulle ni le Monde n'échappent à un étonnant mélange de genres, pour ne pas dire un détournement de symboles à des fins mercantiles plus ou moins honorables. Dans le quartier à la mode de Shibuya, le label de notre quotidien sert d'enseigne à un *toruka* (bain turc) où opèrent une dizaine de masseuses à demi nues. Dans un pays atteint de boulimie d'information la tâche de ces « *Mondo girls* » n'est évidemment pas de lire au client un journal dont elles ignorent tout, et qui, même vu d'aussi loin, ne passe guère pour érotique.

Pourquoi le Monde, utilisation apparemment paradoxale pour ce genre de commerce ? La question reste sans réponse, mais on peut imaginer que la raison est, tout sim-

plement, que cela « fait français », que le voisin avait déjà pris « Fagale », « Château d'amour » ou « Mon savon ».

Un jour, sortant du métro de Tokyo, je me suis trouvé, à ma grande surprise, face au nom du général de Gaulle qui ornait la façade d'une pâtisserie, dit M. Kurata, ancien correspondant de presse à Paris. Nombre de cafés, salons de thé, bars intimes, pâtisseries et boulangeries raffolent d'une enseigne française et de rubans tricolores. Mais pourquoi aller mettre « Mon général » dans les choux à la crème et les croissants ? Le serveur semblait l'ignorer. Peut-être, lui aussi, le patron avait-il pensé qu'un nom français célèbre sonnerait bien. Mais, pour moi qui et coconnais les funérailles du général, cette récupération publicitaire avait de quoi étonner. D'autant que, sur le menu, on pouvait lire : « De Gaulle vous recommande : cream cheese cake, cake, cassis loyer cake, soufflé cheese ». Le général aurait-il apprécié que son nom, outre l'utilisation commerciale, soit associé à la promotion de l'anglais ? Une boutique de costumes porte également le nom illégitime. Drôle de french connection !

La langue des « dames bien »

Malgré la « bataille de Poitiers », qui vit, en 1983, les douanes françaises arrêter dans la capitale de l'ancien duché l'« invasion » des magnétoscopes *made in Japan* (ce qui suscita pas mal de passion à Tokyo), nombre de Japonais continuent à admirer la France, ses spécialités, sa culture, sa langue.

Dans une société où les multinationales du hamburger, du hot-dog et du fried chicken prolifèrent à l'ombre de Coca-Cola et servent des générations habillées façon *US campus*, être francophile ou suivre les modes françaises reste bien porté, surtout chez les femmes et dans certaines enclaves intellectuelles.

Le français n'est plus la *lingua franca* de la diplomatie, ni des affaires, et encore moins des sciences et des techniques, mais il demeure relativement populaire. On l'enseigne dans les collèges et les universités, à la radio, à la télévision.

Les librairies mettent en vente de nombreux livres, cassettes et disques français. Mais, n'étant pas la langue des affaires dans un pays où les hommes n'arrivent pas d'en faire (et où les Français sont si mal implantés), la langue de Molière est, surtout, celle des jeunes filles et femmes « de bonne famille ». On l'apprend au collège, à l'âge où l'on rêve déjà de troquer l'uniforme petit-marin et le carabine noir obligatoires contre des parures importées. Les « écoles de conversation », fréquentées par des épouses de cadres qui ont du temps et de l'argent, se multiplient. On s'y rend habillées par Dior, parfumées par Chanel et équipées par Vuitton. On en ramène rarement avec un bagage linguistique aussi élégant.

Les Français, qui voient facilement la paille dans l'œil du voisin, s'étonnent parfois du fait que les Japonais, amoureux de leur langue, aient tant de mal à la maîtriser. Mais, au fond, à de notables exceptions près, à quoi servirait un tel approfondissement ? Pour les jeunes filles à marier, apprendre le français et le piano, cela fait partie du trousseau. Leur destin étant d'être des mères et femmes au foyer, le vernis suffit.

Cela dit, sans ouvrir ici le débat sur les capacités (infinitésimales) des Français à maîtriser le japonais, notons que certains termes français sont absorbés par la langue japonaise, mélangés, déformés et utilisés pragmatiquement, sans rencontrer la résistance que rencontre, par exemple, le français. Au contraire, on raffole des mots et néologismes importés, qu'ils soient gardés nature ou phagocytés, et à tel point japonais qu'ils deviennent indistincts.

Surprise ! Le Français ignorant montre certains produits du doigt. La vendange, intercalant régulièrement voyelles et consonnes et mélangeant les L et les R à plaisir d'oreille, aussi naturellement qu'on dirait chewing-gum à Paris : *muru* (pour moule), *burizon* (blouzon), *rira* (rilas), *kaf-bar*, *urabayo* (travail), employé ici à contre-sens, tout comme *arabito* (de l'allemand *arbeit*) et, bizarrement, *apara poi a ra modu* pour appeler-je à la mode. Mais jamais tarte aux pommes !

Pour l'anglophone, les mots anglais japonais font souvent. Pas de problèmes au *sunaku* (*smack*) pour trouver une *teburi* (*table*), commander un *sueki raisu* (*steak rice*)

avec *biru* (*beer*) — servie dans un *garassu* (*glass*) — et *kohi baraku* (*black coffee*). Et attention à ne pas tacher votre *sakato* (*skirt*, jupe) ou votre *sehiro* (costume, vieille perversion de Savile Row, temple londonien de l'élégance). On pourrait remplir ainsi plusieurs pages.

Souvent, l'apparence et le renom étrangers paraissent des arguments de vente suffisants. Comprendre les mots est superflu. Il suffit que le produit soit identifiable et le présentateur connu. Quand Alain Delon, après avoir salué au volant d'une voiture japonaise sur une route de France, lève le pouce, on a compris, quoi qu'il dise. D'autres : Catherine Deneuve, Paul Mauriat, Yannick Noah, font ainsi vendre au Japon des produits japonais saupoudrés du prestige français.

Le « joli Père-Lachaise »

Le Japon est probablement le seul pays au monde où l'engouement pour ce qui est étranger est tel que l'on puisse faire passer des publicités dans une langue incompréhensible pour les consommateurs. Ceux-ci rêvent à son de la langue et à l'image du prestige tout comme danseraient des serpents charmés par la flûte », dit M. Kurata. « Un jour, ajoute-t-il, un ami qui cherchait à commercialiser des appartements me demanda de suggérer quelques noms bien français pour attirer les clients. En plaisantant, je suggérai « Père-Lachaise ». Après avoir tourné les mots plusieurs fois sur sa langue, il me dit : « Père-Lachaise », c'est très élégant, cela me plaît beaucoup. » Pour moi qui venais de France, sa réaction était inattendue et déconcertante. A l'idée d'une campagne publicitaire sur ce thème, je lui avais son aspect funéraire. Il finit par renoncer, mais à contrecoeur. L'essentiel était que cela sonne bien.

Parcourir l'annuaire du téléphone de Tokyo pour y dénicher les mots français utilisés, avec plus ou moins de bonheur, dans divers commerces peut prêter à rire. Cependant, au fil des colonnes, et nonobstant les approximations, on voit se dessiner une image stéréotypée de la France et de quelques-unes de ses spécialités : bonne chère, châteaux et cabarets, mode, cognac, parfums, et puis l'amour, toujours.



FRANCHINI.

On a ainsi des dizaines de « Châteaux » (quelque chose : *L'Love hotels*, résidences et appartements) et une quantité respectable de « Champs-Élysées » et de « Régence ». Suivent une trentaine de « Napoléon » (bars et cabarets), autant de « Chanel » (salons de beauté, bars et cafés), une vingtaine de « Très Bien » onze « Champs-Élysées » (boutiques, bars et un bain public), deux « Jeanne d'Arc » et un « Louis XIV » (tous des bars), sept « Le Monde » (bain turc déjà mentionné, bars, pâtisseries et boutique pour hommes) et trois « Figaro » (coiffeurs et café). Un agent immobilier a choisi « L'Humanité ».

Pour des raisons évidentes, « Amour », qui rime avec France comme cognac rime avec Napoléon, a la faveur de plusieurs dizaines de bars et cafés. Deux autres dizaines de « Bonjour » et « Bonsoir » viennent compléter ce tableau qui est loin d'être exhaustif. On y trouverait aussi des boulangeries « Pompadour », des « Seine » et « Loire » où aller manger et boire, des coiffeurs « en vogue » : « Comme des garçons » et « Comme ça du mode » (*sic*), enfin un nombre toujours plus grand de noms de restaurants français et de revues pour jeunes filles.

De Gaulle est le seul président français à figurer sur les enseignes tokyoïtes. MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand n'y attirent pas encore le client. Ronald Reagan non plus,

d'ailleurs. Par contre, on peut aller passer un moment dans une boîte de nuit « Thatcher », où les hôtesse n'est, dit-on, rien de « dames de fer ».

Cela dit, ce pillage du dictionnaire peut finir en justice lorsqu'il s'approprie des marques déposées à des fins préjudiciables à leur renom. Deux grands couturiers français ont gagné des procès intentés à des cafés pornos. Leurs noms prestigieux conviaient le chaland à des shows qui n'avaient rien de défilés de mode.

Enfin, il y a Paris, mis à toutes les sauces. C'est d'ailleurs une caractéristique du genre que la prolifération des bars et cafés dotés de noms de villes étrangères. En plein cœur de Tokyo, capitale internationale, le salarier moyen, *superman* local, peut se donner des frissons cosmopolites en naviguant du « London » au « San-Francisco », en passant par « Athènes » et « Rome ». Qu'importe, après tout, si les hôtesse qui l'accueillent à chaque escalade sont moins exotiques que les noms des bars où elles font boire. Et tant pis si les « Châteaux » préfèrent n'être que quelques mètres carrés, tout cela fait tellement plus chic, plus romantique. Comme ailleurs les « Tokyo Bar ».

YASUO KURIATA
et R.-P. FARRINGHAM.

PAYS-BAS

La croisade contre l'« argent noir »

Le fisc néerlandais est d'une rare impudence. Il vient de fouiller les comptes et bilans des caisses d'épargne, vieilles maisons insoupçonnables où les citoyens sans reproche avaient coutume de déposer leurs économies. Mais le contribuable néerlandais, saigné aux quatre veines, est-il aussi scrupuleux que jadis ?

De notre correspondant

Amsterdam. — Le goût de l'épargne compte parmi les vertus nationales qu'encourageaient traditionnellement les autorités néerlandaises. Pourtant, au fil des ans, elles ont fini par être exaspérées en constatant que de plus en plus de citoyens sont décidés à tenir leurs revenus et leurs économies à l'abri du fisc.

Dans un pays où la charge fiscale est l'une des plus élevées du monde, disputant la première place à la Suède, ce comportement n'a d'étonnant. La vigueur de la riposte du ministre des finances de La Haye est plus surprenante. Son service des recherches fiscales (FIOD) a procédé ces derniers temps à des perquisitions dans des caisses d'épargne à Amsterdam. Ces honorables institutions ont vu leur respectabilité mise à dure épreuve. Les épargnants se plaignent de ce que l'Etat, avide et compréhensif, « ne respecte plus rien », et certains en ont déduit que la protection de leur pécule vaut

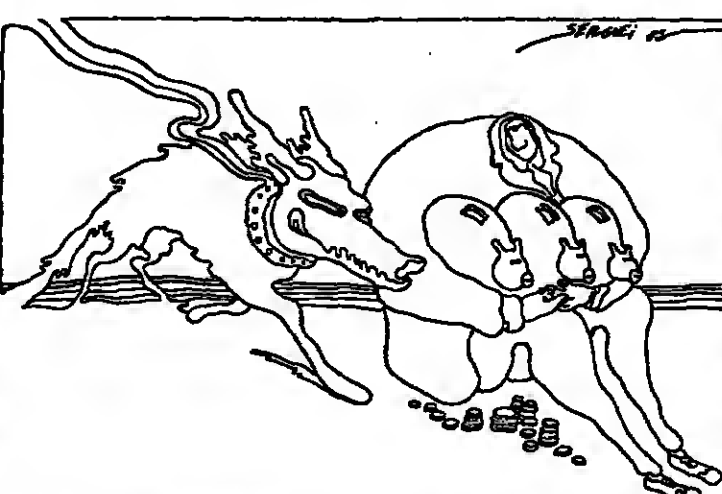
bien un voyage vers des banques belges et allemandes réputées plus sûres.

Les féroces enquêtes du FIOD se sont accélérées à mesure que s'émoussait l'image du citoyen néerlandais imprégné de calvinisme et éprouvant un respect inné pour les autorités. Ces vertus ne sont plus ce qu'elles étaient, et dans le domaine des finances l'Etat constate que leur écoulement se traduit, en ce qui le concerne, par une diminution de revenus de l'ordre de plusieurs milliards de florins. Ces dernières années, selon La Haye, le montant des sommes détournées approche du déficit officiel du budget : quelque 30 milliards de florins, soit 10% du produit national brut, selon l'Institut central de la statistique.

La « chasse à l'argent noir », nom que l'on donne ici aux revenus non déclarés au fisc, est menée sans ménagement par les autorités. Le provincial Etat-providence donne, en effet, des signes d'usure avec l'accroissement constant du nombre des citoyens qui font appel au système de protection sociale financé pour la plus grande partie par les deniers publics.

Une myriade d'abus

Devant des étrangers admiratifs, les Néerlandais aiment assez se targuer de ce que, dans leur pays, chacun soit soigné « du berceau jusqu'à la tombe ». Ils apprécient moins cependant que les contribuables entretiennent ce coûteux système, et leur grogne s'accroît du fait que les abus sont légion.



Une chaîne de télévision américaine, dans une émission consacrée aux Pays-Bas, avait, l'année dernière, donné la parole à quelques fraudeurs, dont un jeune « videur » de boîte de nuit qui n'en touchait pas moins l'allocation pour « incapacité physique due au travail ».

Autorités et médias néerlandais dénoncent alors d'une seule voix une telle « approche anecdotique » du système de protection sociale et des abus en découlant. En effet, ce sujet pénible reste tabou aux Pays-Bas.

La chasse à l'« argent noir » continue toutefois pour renflouer les caisses sociales. Peu de jours se passent sans des entrefaits dans les journaux faisant état de « combines » entre patrons et employés, ces derniers travaillant « au noir » au moins deux jours par semaine.

Les coiffeurs clandestins

M. Arnold Heertje, professeur d'économie qui a publié plusieurs articles sur ce phénomène, ne croit pas que seul le niveau élevé de l'imposition soit en cause. « Il faut tenir compte également de la vague de démocratisation des années 60 qui a, plus que dans d'autres pays, profondément modifié l'attitude des Néerlandais envers les autorités, la hiérarchie et les normes sociales ».

observe-t-il dans une interview accordée au journal d'Amsterdam *Het Parool*.

Quoi qu'il en soit, le réseau noir ne fait que croître et embellir. Exécutés le plus souvent par des bénéficiaires d'allocations sociales douteuses pour le briolage, les travaux dans les appartements, certains services aussi échappent tant au fisc qu'aux entreprises ayant pignon sur rue. Les professionnels en pâtissent à tel point qu'à Amsterdam un groupe de coiffeurs a mis sur pied une « brigade de recherche » chargée de débusquer des concurrents en « chômage » qui visitent les clients à domicile et leur offrent des coupes et mises en plus à des tarifs avantageux et... clandestins. Ce réseau parallèle compte environ quatre cents personnes et accomplit dans l'illégalité le dixième du travail effectué aux Pays-Bas.

Le service des recherches fiscales semble avoir des cibles de prédilection. Ses agents font irruption très souvent chez des propriétaires de bars, des garagistes, des médecins et des dentistes, repartant chargés de documents. En 1983, le même sort fut réservé à la banque Slavenburg à Rotterdam, où les agents du FIOD découvrirent 90 millions de florins d'« argent noir ».

La perquisition fut retransmise, quelques heures plus tard, par le journal télévisé du soir. Spectacle insolite d'employés de banque tirés à quatre épingles sommés d'ouvrir leur serviette devant des agents féroces méfiant. Slavenburg, qui après cette débacle fut incorporée au Crédit lyonnais, jouissait depuis

belle Inette de la réputation d'accueillir très libéralement l'« argent noir ». Tel n'était pas le cas des Caisses d'épargne réunies d'Amsterdam, auxquelles, vers la fin de l'année dernière, les limiers du fisc réservèrent le même sort. Rien n'a encore été divulgué sur les résultats des recherches.

Ceux qui n'ont pas de grosse fortune à cacher ou qui, prudents, l'ont mise à l'abri au-delà des frontières, auraient tort de sous-estimer la vigilance des autorités... les activités des mouchards. L'indignation fut de taille lorsqu'il apparut, le mois dernier, que bon nombre d'inspecteurs des allocations sociales ne dédaignaient pas les services peu reluisants de délateurs. Ils savaient ainsi que tel ou tel « briolait » chez autrui tout en étant officiellement un chômeur, ou qu'une fraudeuse vivait avec un ami sans l'avoir signalé à l'assistance sociale et touchait toujours les allocations pour mère seule.

L'actuel gouvernement — une coalition de droite — est loin d'être satisfait des résultats de sa croisade contre l'« argent noir ». Toutefois, certains estiment que La Haye encourage indirectement la fraude par la loi, entrée en vigueur le 1^{er} janvier dernier, qui impose plus lourdement que jamais les familles recevant plus d'un salaire. Même l'Etat ne peut pas prétendre à gagner sur tous les tableaux.

RENÉ TER STEEGE.

France

Le Quai d'Orsay précise que les archives remises à Alger sont d'ordre technique

M. Jacques Roussu, porte-parole du RECOURS, a précisé au cours d'une conférence de presse, en appelant à l'arbitrage du président de la République à la suite de l'annonce de la restitution d'archives d'avant l'indépendance par le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, lors de son passage à Alger. Le RECOURS rappelle que ce projet de transfert avait provoqué, en octobre 1981, un émoi tel, chez les patriotes d'Algérie, que le gouvernement avait décidé d'y renoncer. « Les archives ne sont pas plus aujourd'hui qu'hier l'abandon de ce qu'ils considéraient comme leur patrimoine culturel », a déclaré M. Roussu.

Le ministère des affaires étrangères a précisé, le vendredi 15 février, que les archives remises à l'Algérie par M. Dumas comprennent « cinquante-huit cartons d'archives techniques de la série hydraulique, qui complètent une série de vingt-quatre cartons précédemment remis aux

autorités algériennes ». « Ces documents ne comportent aucune archive historique et de souveraineté », c'est-à-dire touchant à la vie et à la sécurité des personnes ou de l'Etat, a ajouté le porte-parole du Quai d'Orsay, en rappelant que, lors du transfert de terre d'Al-Asnam (ex-Orléansville), en octobre 1980, la France avait remis aux autorités algériennes des archives techniques.

De son côté, M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, s'est déclaré prêt à se mobiliser physiquement, comme il y a trois ans, contre le transfert à Alger des archives françaises d'Algérie. M. Léotard devait réunir, samedi, à sa mairie de Fréjus (Var), ses amis maires des autres grandes villes du Sud-Est. Vendredi, à Montpellier, au cours d'une conférence de presse, il a déclaré : « Il y a des libertés que nous ne laisserons pas mutiler. Ces archives sont le dernier niveau de la dignité et de la mémoire des rapatriés ».

M. Quilès a inauguré le chantier du TGV atlantique

Le 22 septembre 1981, M. Mitterrand avait inauguré le TGV Paris-Lyon, duot la construction avait été décidée par ses prédécesseurs. Il avait demandé alors à la SNCF d'étudier la réalisation d'un autre TGV pour desservir l'Ouest et le Sud-Ouest. Le 15 février, M. Quilès, ministre des transports, a remplacé le chef de l'Etat pour couper le ruban tricolore qui barrait le chantier de Boitville-

le Gaillard, à la frontière des Yvelines et de l'Eure-et-Loir. Les travaux dans la direction du Mans doivent être totalement engagés à la fin de 1985 et ceux de la branche du Sud-Ouest au premier semestre 1986. Leur coût global est évalué à 9,43 milliards de francs.

Le président de la Fédération nationale des travaux publics, présent à cette inauguration, ne cachait pas sa satisfaction, non plus que les nombreux élus qui y ont assisté, y compris ceux de l'opposition comme M. Olivier Guichard, député (RPR) de la Loire-Atlantique, président du conseil régional des Pays de la Loire.

Échecs

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Une conférence de presse-happening

De notre correspondant

Moscou. — Quelle belle empougnade ! « Cumedia », « Miss en scène », s'écriait Garri Kasparov. « J'ai des chances de gagner et j'en ai vu me priver de la victoire en interrompant ce championnat du monde », expliquait-il, visiblement furieux. C'est la décision dans l'intérêt du sport, répliquait le président de la Fédération internationale des échecs (FIDE), le Philippin Florencio Campomanes. La scène se passait dans la salle de conférence de l'Hôtel Sport, une bâtisse moderne de la banlieue de Moscou. Pour sa part, le champion du monde Anatoli Kasparov ne paraît guère et avait l'air plutôt penaud.

Les autorités soviétiques organisent rarement des conférences de presse-happening. Celle qu'elles ont involontairement rendue possible le vendredi 15 février est due au tempérament de Kasparov, qui n'a pas accepté le rôle stupide qu'on voulait lui faire jouer. Il y a eu un instant dans le système, le résultat est une anecdote considérable, qui éclabousse aussi bien Kasparov que M. Campomanes.

Tout avait commencé normalement ou presque. M. Campomanes annonçait que le match « était terminé » et qu'un nouveau match aurait lieu en septembre prochain entre les deux hommes. Le vainqueur serait proclamé champion du monde. C'est alors que Kasparov a fait

sa « sortie » qui remet tout en question et que Kasparov, en rajoutant, a déclaré qu'il veut lui aussi continuer le championnat. Abasourdi, M. Campomanes demande une « pause », les trois protagonistes se retirent dans une salle voisine.

Au bout d'une heure et demie, le président de la FIDE déclare : « Le champion du monde accepte ma décision, le challenger s'incline ». Kasparov a l'air pris en faute. Il a les yeux rougis et semble avoir pleuré. Kasparov ne veut pas participer à cette mascarade. Un peu plus tard, devant des journalistes occidentaux, il met sévèrement en cause le comportement de M. Campomanes. Il se dit prêt à continuer à jouer. « Je suis en pleine forme depuis quelque temps ; on s'en me dit que je ne suis pas en mesure de continuer. » On a alors commencé à me le faire savoir lorsque j'ai redit le score de 5 à 2, puis de 6 à 3. »

Dans cette affaire ni Kasparov ni le président de la FIDE ne sortent grandis. Le premier a montré que, face au risque de perdre, il préfère laisser agir les autorités soviétiques pour faire pression sur les différents protagonistes du championnat. Le second a vu son autorité contestée, même si la décision finale qu'il a prise sera appliquée. Le seul vainqueur moral est jusqu'ici le jeune Garri Kasparov.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le match en chiffres

Durée : Première partie le lundi 19 septembre 1984. Dernière partie le vendredi 8 et samedi 9 février. Annulé officiellement le vendredi 15 février.

Nombre de parties : quarante-huit. Parties gagnées par Kasparov : cinq (3, 6 et 7, 17, 21 et 29 septembre, 9, 10 octobre et 27 et 28 novembre).

Parties gagnées par Kasparov : trois (32, 33 et 34 novembre, 47 et 30 janvier et 48 et 19 février).

Parties nulles : quarante principales au deux échecs : dix-sept, de la 18^e partie à la 26^e partie incluse, et celles de la 32^e partie à la 46^e incluse.

Durée moyenne des parties : trente-quatre coups (la plus longue : la 15^e avec 93 coups ; la plus courte : la 29^e avec 13 coups).

Nombre de coups joués : 1 655.

Time-out : (temps de repos) pris par les deux joueurs : six pour Kasparov (les 20 septembre, 14 et 26 novembre, 10 décembre et 6 février) ; six pour Kasparov (les 14 septembre, 1^{er} octobre, 9 novembre, 3 et 31 décembre et 11 février).

Time-out : «qualités de «techniques» décrites par les organisateurs : sept. Le 7 novembre : 67^e anniversaire de la Révolution d'octobre ; le 14 décembre : résultats de discussions à l'Académie de médecine ; le 21 décembre : mort de maréchal Oustinov ; le 25 janvier : conférence syndicale ; les 1^{er} et 4 février : déplacement du championnat de la salle des Colonnades à l'Hôtel Sport ; le 13 février : décision de M. Campomanes.

AUX ASSISES DE PARIS

Deux complices de l'enlèvement de M. Revelli-Beaumont sont condamnés à huit et six ans de réclusion

Au terme d'un débat de cinq jours et d'une délibération de deux heures, la cour d'assises de Paris a condamné, vendredi 15 février, à huit ans de réclusion criminelle Horacio Rossi et à six ans de la même peine Hector Iriarte. Les deux hommes, après avoir été extradés, le premier du Brésil, le second d'Italie, avaient à répondre de leur complicité dans l'enlèvement de M. Revelli-Beaumont, dont la séquestration se prolongeait ensuite jusqu'au 11 juillet.

Cet arrêt, qui reconnaît à l'un et à l'autre de larges circonstances atténuantes puisqu'ils encouraient la peine de réclusion criminelle à perpétuité, signifie pourtant que le caractère politique de ce crime, pour lequel la défense avait demandé le bénéfice de la loi d'amnistie française du 4 août 1981, n'a pas été retenu (Le Monde du 13 février).

Ces deux ressortissants argentins, militants du mouvement péroniste des années 50, ne discutaient pas le rôle qui leur était prêt dans cette affaire, et notamment l'organisation par leurs soins de la remise en Suisse des 2 millions de dollars, montant de la rançon qui devait être effective-

ment versée et dont les quatre cinquièmes ont ensuite été récupérés. Mais ils contestent qu'ils aient agi dans le seul dessein d'arrêter l'attentat sur la situation de l'époque en Argentine, où M. Revelli-Beaumont avait été directeur général de Fiat, multinationale à laquelle les opposants reprochaient d'avoir contribué à l'établissement de la dictature. Les deux accusés avaient été arrêtés l'un et l'autre en Espagne en juillet 1977, mais, dès ce moment-là, la justice espagnole avait refusé l'extradition réclamée par la France, précisément en raison du caractère politique de l'action.

Tout au long des débats, la défense a produit des attestations de personnalités de l'opposition argentine à la dictature et fait entendre une douzaine de témoins qui, eux aussi, estimaient tous que l'enlèvement de M. Revelli-Beaumont à Paris ne fut jamais autre chose qu'un acte politique. Les avocats, M^{rs} Henri Leclerc et Germain Latour, faisaient valoir, en outre, que l'homme considéré comme l'organisateur de l'enlèvement et que l'on avait jamais pu identifier, s'appelait en réalité Jorge Caffari, qu'il était, lui aussi, un militant poli-

tique arrêté en 1978 par les militaires argentins et finalement supprimé par ceux-ci après avoir été torturé.

Les limites de l'action politique

L'avocat général, M. Charles Michon, qui avait demandé des peines de l'ordre de dix années de réclusion criminelle et l'avocat de la partie civile, M^{rs} Jacques Chausson, tout en admettant que Rossi et Iriarte avaient bien pu être effectivement des militants politiques dans leur pays, rejetaient de leur côté que l'enlèvement de M. Revelli-Beaumont avait eu, sur la victime, des conséquences trop graves pour que l'on puisse absoudre une telle entreprise.

De plus, il leur apparaissait que cette affaire, fil-elle politique, avait été conduite avec le concours de délinquants de droit commun. Enfin, bien que les accusés aient soutenu que les 2 millions de dollars qui furent finalement versés par Fiat et permirent la libération de M. Revelli-Beaumont étaient destinés uniquement à financer la lutte des guérilleros argentins, on consta-

taut que cette somme avait été placée à Genève dans plusieurs coffres de banque tous préalablement par Horacio Rossi, laissant supposer qu'il devait bien y avoir un projet de répartition. De surcroît, l'enquête de police avait montré que Rossi et Iriarte, tant à Paris qu'en Espagne, étaient au train de vivre proche des habitudes de truands bien nantis que de l'aspect du militant politique.

Il s'en est suivi pour eux, qu'après un enlèvement politique, l'Etat imposé dès les premiers jours, puisqu'elle fut émise aussi bien par l'ambassadeur d'Italie en France que par M. Giovanni Agnelli lui-même.

La cour d'assises a fait la part entre ces éléments contraires. En infligeant deux peines criminelles, elle semble avoir voulu signifier que le combat politique des opposants argentins de 1977 n'autorisait pas, en France, un enlèvement et une séquestration, fût-elle assurément de très moindre conséquence. Mais le plaidait la défense, que les milliers d'arrestations et de disparitions dont a, aujourd'hui, à répondre le dictateur.

J.-M. T.

En bref

Le grand rabbin d'Israël en visite en France

Pour sa première visite pastorale en France, le grand rabbin d'Israël, Mordechai Elyahou (de rite sépharade), a pendant une semaine rencontré les autorités civiles et religieuses du pays ainsi que de nombreuses communautés juives de Paris, de la banlieue et de Lyon. Il s'est déclaré « très favorablement impressionné » par ces contacts.

Hôte du grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, le grand rabbin Elyahou a, pour la première fois, lancé un appel pour un échange de prisonniers entre la Syrie et Israël, précisant que son pays était « prêt à libérer beaucoup plus de Syriens » que d'Israéliens détenus en Syrie.

Interrogé sur la coexistence des cultes à Jérusalem, le grand rabbin Elyahou a souhaité voir se rétablir une tradition antérieure à l'existence de l'Etat d'Israël, qui voudrait que « les chefs des communautés musulmane et chrétienne se rendent mutuellement visite à l'occasion des fêtes réciproques, ce qui contribuerait à un rapprochement ». Il a ajouté qu'« il existe actuellement de bonnes relations entre les autorités musulmane et rabbinique à Jérusalem ».

Dressant un bilan de sa visite aux institutions juives de France, il s'est déclaré « agréablement surpris par la qualité des dirigeants communautaires et du corps rabbinique ». Il a néanmoins regretté qu'« une partie importante des juifs de France ne soient pas liés aux institutions ». Il a relevé également un « trait caractéristique » du judaïsme français, ses « liens étroits avec Israël ».

• Jean-Paul II condamne l'antisémitisme. — Les rapports entre juifs et chrétiens se sont «radicalement améliorés», a estimé le pape Jean-Paul II en recevant, vendredi 15 février, au Vatican, une délégation de l'American Jewish Committee, une des plus importantes organisations juives américaines. Le pape a réaffirmé la condamnation de l'antisémitisme par l'Eglise catholique et a déclaré : « On régalait la méfiance et peut-être le peur, il y a maintenant la confiance. » Cette rencontre a eu lieu à quelques jours de la visite en Italie du premier ministre israélien, M. Shimon Peres, qui pourrait être reçu par le pape le 19 février. — (AFP.)

(Publicité)
APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITE DE VIENNE
COURS D'ALLEMAND POUR ETREANGERS
3 semaines de 8 juillet au 21 septembre 1985
Cours pour débutants et avancés (à degré) laboratoires de langues. Enseignement, soutien, 600. minimum : 10 ans. Droits d'inscription et de cours pour 4 semaines AS 2.450. — (lang. FFR. 1.099. —). Prix forfaitaire (inscriptions, cours, chambre) pour 4 semaines AS 8.740. — (lang. FFR. 3.028. —). I. Chèque d'inscription 1984. Programme détaillé Wiener internationale Hochschule für Ausländer A-1010 Vienne Université.

Les prostituées à la recherche de leurs droits

Un comité international pour les droits des prostituées a été créé, vendredi 15 février, à l'issue du congrès qui a réuni, trois jours durant à Amsterdam, plusieurs centaines de représentants, hommes et femmes, de cette « profession ».

Dans un manifeste, les délégués venus des Etats-Unis, du Canada et de huit pays européens, souhaitent obtenir une amélioration du sort des prostituées, notamment la décriminalisation de leur fonction et l'égalité des droits sociaux et fiscaux. Le comité international revendique aussi une formation professionnelle pour celles et ceux qui se reconvertisent.

Les délégués d'Amsterdam ont affirmé que les conditions de travail étaient « les plus mauvaises en France », mais que les prostituées étaient maltraitées dans tous les pays. Ainsi, deux mille péripatéticiens seraient assassinés chaque année aux Etats-Unis.

Le secrétaire général d'Interpol a démissionné, a annoncé, le 15 février, le porte-parole de l'organisation internationale de la police criminelle, M. André Bossard, cinquante-huit ans, dirigeait le secrétariat général installé à Saint-Cloud, près de Paris, depuis 1978.

Voilà plusieurs mois que ce policier français, élu en 1983 pour quatre ans, avait fait savoir qu'il souhaitait prendre sa retraite avant la fin de son mandat (Le Monde des 21 et 22 novembre 1984). M. Raymond Kendall, secrétaire adjoint, ancien de Scotland Yard, assurera l'interim jusqu'à la nomination du successeur de M. Bossard.

• Hold-up à Nice. — Un convoyeur de fonds a été grièvement blessé au cours d'une attaque à main armée, vendredi 15 février, à la poste centrale de Nice par deux malfaiteurs, qui ont réussi à prendre la fuite. Soupçonnés d'avoir déjà attaqué la poste l'an dernier, ces deux hommes, selon les premiers éléments de l'enquête, pourraient être aussi les auteurs de deux autres hold-up commis vendredi à Cannes et à Vallauris.

• Un suicide en prison. — Un détenu âgé de dix-neuf ans, Frédéric Guichard, de Lunel (Hérault), impliqué dans une affaire de viol, s'est pendu un cours du dernier week-end, à-y-on appris le 15 février, dans sa cellule de la prison de Montpellier. Une enquête administrative a été ouverte pour déterminer comment le jeune homme a pu se procurer une corde.

La société Panhard équippa l'armée de terre en véhicules blindés légers

Le ministère de la défense a choisi, vendredi 15 février, Panhard, plutôt que Renault-Véhicules Industriels (RVI), pour équiper l'armée française du futur véhicule blindé léger, la Jeep de la nouvelle génération étanche et amphibie. L'objet d'un concours ouvert en 1978 par l'armée de terre qui avait présélectionné ces deux constructeurs, ce choix débouchera sur une première commande de quelque 600 véhicules, prévue par la loi de programmation militaire 1984-1988. Mais, selon Panhard, il représentera à terme 3 000 véhicules (1 000 en version de combat, 2 000 en reconnaissance), si l'on compte les commandes à l'exportation.

Déjà vendus à quarante exemplaires au Mexique, en juin 1984, le VBL M-11 de Panhard a convaincu les experts, malgré un poids légèrement supérieur au véhicule de Renault. Son originalité est dans la localisation du moteur, à l'avant du véhicule, qui renforce la protection de l'équipage tout en dégageant une large porte à l'arrière, utile sortie de secours dans les missions de reconnaissance. Le cahier des charges exigeait un véhicule de moins de 3,3 tonnes en deux versions, l'une de reconnaissance et l'autre de combat anti-char, cette dernière devant transporter et tirer des missiles (M11). L'engin devait être amphibie et apte à combattre en ambiance ouest et chinique.

Le choix de Panhard pour la construction du futur véhicule blindé léger est assorti de compensations (RVI), qui recevra des sous-traitances importantes.

Sports

• SKI ALPIN : toujours les Suisses. — La supériorité des skieurs suisses lors des derniers championnats du monde de Bormio, après Alpiger, vainqueur de la descente de Bad-Kleinkirchheim, c'est Buerger qui s'est imposé le 15 février dans le slalom géant de Kranjska-Gora (Yougoslavie) à 1 centième devant Zurbriggen. Troisième de cette épreuve, le néo-Luxembourgeois Girardelli a néanmoins conservé la tête du classement de la Coupe du monde avec 215 points, devant Zurbriggen 207 points.

• RUGBY : Pays de Galles-Angleterre reporté. — Après France-Pays de Galles et l'Irlande-Angleterre, matches du Tournoi des cinq nations qui ont été reportés au 30 mars, Pays de Galles-Angleterre, qui devait avoir lieu samedi 16 février à Cardiff, a été reporté à une date indéterminée en raison des conditions atmosphériques.

UNE CAPITALE SANS INDUSTRIES

Paris laisse partir ses derniers ouvriers

Ce fut une belle inauguration avec discours officiels, congratulations et petits fours. Le 29 janvier, dans le douzième arrondissement de Paris, une vieille usine complètement rénovée et baptisée « hôtel industriel » dévoilait ses avantages. Sur les six étages et les 10 000 mètres carrés de cette bâtisse de briques rouges qui appartient à la Ville, tout a été refait.

Promoteur : l'Union pour le financement d'immeubles de sociétés (UIS), une firme spécialisée dans la construction de locaux industriels. Coût : 37 millions de francs. Mais aujourd'hui, dix-sept entreprises employant trois cents personnes sont les clientes de cet hôtel où elles louent de l'espace.

La grande migration qui a vidé Paris de ses industries s'inverse-t-elle ?

On pourrait le croire puisque en quelques années on a inauguré à Paris d'autres zones ou hôtels industriels (le Monde du 14 décembre 1982 et du 3 avril 1984). Chaque fois, les responsables de l'Hôtel de Ville se félicitent de ce mouvement qu'ils disent encourager. Ils soulignent que c'est là le résultat d'une politique lancée dès 1978 et citent les nouvelles opérations qui vont permettre aux activités artisanales et industrielles de se maintenir dans la capitale. Les deux plus importantes se situent de part et d'autre de la Seine. La première offrira 60 000 m² à Tolbiac, dans le treizième arrondissement. L'autre, juste en face, consistera à réaménager les chais des pinardiers de Bercy. Là, ce sont 100 000 m² qui sont envisagés et qui pourraient accueillir, en sus des entreprises vinicoles, des entreprises agro-alimentaires.

Un bénéfice politique

Les industriels sont aujourd'hui demandeurs d'espace à l'intérieur même de Paris. Pour contenir leurs souhaits il faudrait, selon les estimations, entre 60 000 et 120 000 m² par an. En apparence, les choses se présentent bien. La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'équipement régional (DATAR), qui, depuis quinze ans, s'efforce de faire partir ces activités vers la province, vient de changer de cap.

Déjà, en 1982, elle avait renoncé à exiger une redécoration pour les nouveaux locaux industriels. Sa réglementation s'assouplit encore. Désormais les PME qui veulent agrandir leurs ateliers ou en créer de nouveaux n'ont plus besoin d'autorisation si ces projets ne dépassent pas 3 000 m².

L'hôtel industriel du douzième arrondissement serait-il une réalisation pinnale annonciatrice du renouveau économique de Paris ? Rien n'est moins sûr. La réalité tient en deux chiffres : on construit ou l'on rénove 50 000 m² de locaux industriels et artisanaux chaque année, mais il en disparaît trois fois autant.

Il ne reste plus dans la capitale que quatre-vingt unités de fabrication employant plus de cent salariés. Elles occupent en tout et pour tout

par an le mètre carré. Ce qu'on leur propose dans des locaux neufs ou rénovés coûte 500 F le mètre carré plus 120 F de charge. On comprend que beaucoup renoncent.

Pour le logement des Parisiens modestes, on a surmonté ce type de difficulté en créant les HLM. La Ville apporte le terrain, l'Etat subventionne la construction et on abaisse à des loyers modérés. Dans le domaine des activités économiques, rien de semblable. Au nom du libéralisme économique, la Ville se refuse à faire cadeau du sol. Quant à

bureaux neufs de plus de 2 000 m² doit encore demander une autorisation.

Dans ces conditions, les constructeurs d'immeubles de bureaux vont l'emporter facilement sur les promoteurs de bâtiments industriels. La majorité municipale table ouvertement là-dessus c'est pour plusieurs raisons convergentes. D'abord, en laissant faire le marché, on est fidèle à ses convictions libérales. Ensuite on a tout à y gagner. En vendant du terrain pour la construction de bureaux (et il peut se vendre plus cher que du terrain pour l'industrie), la Ville se rembourse des sommes qu'elle consacre aux logements. Par la suite, à surface égale, les services emploient plus de personnel que les ateliers. Ils payent donc davantage de taxe professionnelle alimentant les caisses de la Ville.

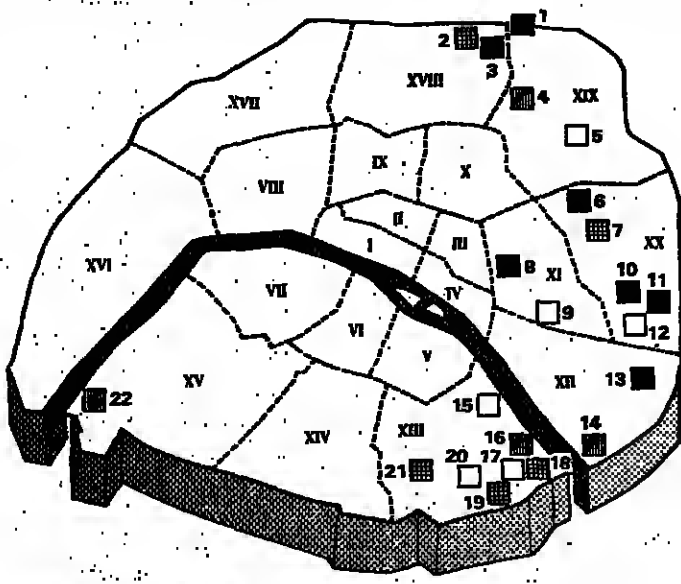
Pour le quartier, les bureaux ne sont pas gênants alors que les activités industrielles peuvent l'être. Enfin, on attend de tout cela un bénéfice politique. En privilégiant les cols blancs par rapport aux cols bleus, on se débarrasse d'une population ouvrière qui est réputée « mal » voter.

L'Hôtel de Ville accablé, en effet, un mouvement de fond, le départ des ouvriers. En vingt ans, ceux-ci ont diminué de moitié à Paris où ils ne représentent plus que 18 % de la population active. La capitale a perdu 250 000 ouvriers, artisans et petits commerçants. Il reste maintenant si peu d'entreprises dans les arrondissements que le tiers des ouvriers habitent encore Paris. Cette proportion atteint 40 % dans le vingtième arrondissement.

Conséquence : depuis les années 60, Paris vote de plus en plus à droite. Phénomène aggravant : parmi les ouvriers restants, 40 % sont des étrangers qui ne votent pas.

M. Jacques Chirac, ses adjoints et la majorité municipale sont politiquement logiques en pariant sur les bureaux plutôt que sur les ateliers. Mais ce n'est pas la population ouvrière traditionnelle. Paris perd une part de sa substance. L'embourgeoisement a pour corollaire, non seulement la diminution de la population en nombre absolu, mais aussi la moindre diversité, la chute de la natalité et le vieillissement (on vit plus longtemps dans les beaux quartiers). De plus en plus livré au tertiaire, Paris se vide, vieillit et se singularise à l'image du bâtiment d'arrondissement voué aux bureaux, aux musées et aux hôtels de tourisme.

MARC AMBROISE-RENDU.



Nouveaux centres industriels et artisanaux créés à Paris depuis 1982 et en projet : 1. Macdonald (3000 m²) ; 2. Ney (10 000 m²) ; 3. Cap-18 (37 000 m²) ; 4. Aubervilliers (10 000 m²) ; 5. Massin-Jaurès (10 000 m²) ; 6. Besson (5 000 m²) ; 7. Amandiers (5 000 m²) ; 8. Allée Verte (7 000 m²) ; 9. Dorlan (6 000 m²) ; 10. Saint-Basile (3 000 m²) ; 11. Davout (6 000 m²) ; 12. Réunion (6 000 m²) ; 13. Watilgades (10 700 m²) ; 14. Bercy (100 000 m²) ; 15. Chevaleres (3 000 m²) ; 16. Tolbiac (60 000 m²) ; 17. Watt (3 000 m²) ; 18. Bercy (10 000 m²) ; 19. Massena (5 000 m²) ; 20. Châteaude-Rentiers (10 000 m²) ; 21. Baudricourt (3 000 m²) ; 22. Victor (30 000 m²).

Au total 350 000 m² de locaux devraient être disponibles d'ici à la fin du siècle. Plus de 90 % de ces surfaces sont, comme par le passé, localisées dans les arrondissements de l'Est.

20 000 ouvriers et techniciens. Le tissu industriel parisien n'est plus qu'une poussière de minuscules entreprises. Et la dégringolade continue. Pour l'arrière, il faudrait des moyens exceptionnels et une volonté de fer. La Ville ne les a pas.

C'est en va pour les activités comme pour les logements. Les prix des terrains sont tels à Paris qu'ils excluent ceux qui n'ont que des revenus modestes. Actuellement nombre de petites entreprises parisiennes travaillent dans des arrière-cours louées 200 F

l'Etat, il n'est pas question pour lui d'aider des entreprises à s'installer dans Paris. A moins d'un double changement de politique, il n'y aura donc pas de locaux industriels à loyer modéré dans la capitale.

En revanche, la Ville mise à fond sur la construction de bureaux pour lesquels il y a une forte demande solvable. Sur ce front aussi, la DATAR vient de lever ses défenses. Désormais, dans Paris, la rénovation des bureaux anciens et la construction des bureaux neufs non affectés sont libres. Seul l'utilisateur effectif de

LES FOUILLES DU GRAN PAJATEN

« Découverte » d'un site bien connu

« Une ville perdue, vestige d'une civilisation pré-incasique inconnue, a été redécouverte. » Des journaux et des agences de presse ont récemment annoncé cette nouvelle à grands sons de trompe. Selon eux, des archéologues américains de l'université du Colorado venaient de retrouver le Gran Pajaten, la ville légendaire, construite probablement entre 500 et 1500 après J.-C. Certes, les ruines avaient été vues il y a une vingtaine d'années, mais elles n'avaient jamais été vraiment étudiées et leur emplacement avait été quasiment oublié, étant donné que le Gran Pajaten est situé sur le versant amazonien de la cordillère des Andes péruvienne, dans une région dépourvue de routes, presque inhabitée, très accidentée et couverte d'une forêt tropicale extrêmement dense.

La réalité est sensiblement différente, comme nous l'a dit Mme Danielle Lavallée, maître de recherche au Centre national de la recherche scientifique. Les ruines ont bien été découvertes en 1963. Peu après, on les a baptisées Ruinas del Abiseo, du nom de la rivière près de laquelle elles sont situées. Mais elles sont plus connues sous leur premier nom du Gran Pajaten, car un avait cru d'abord qu'elles étaient situées dans la vallée de la rivière Pajaten.

Quoi qu'il en soit, grâce au président du Pérou, M. Fernando Belaunde Terry (qui est, d'ailleurs, l'actuel président), deux courtes expéditions archéologiques furent envoyées au Gran Pajaten en 1965 et 1966. Et M. Duccio Bonavia, du Musée national d'anthropologie et d'archéologie de Lima, en a publié les résultats dans une brochure de cent douze pages Les Ruinas del Abiseo, illustrée de photographies, de plans et de cartes.

Parc national depuis 1983

Toute la région du Gran Pajaten a été classée, en 1983, parc national, dont la visite est soumise à autorisation de façon à préserver aussi bien les ruines que le milieu naturel. Mais, jusqu'à présent, les Péruviens n'ont jamais eu les crédits importants indispensables à l'étude approfondie des uns et de l'autre.

La nouveauté de cette année est que l'université du Colorado à Boulder vient de signer, avec l'université catholique de Lima et l'université d'agriculture et d'agronomie La Molina de Lima, un accord selon lequel des équipes pluridisciplinaires américano-péruviennes vont étudier systématiquement pendant un an, et avec des moyens financiers très importants, les sites archéologiques et la forêt du Gran Pajaten. L'équipe américaine sera dirigée par M^{me} Jene Wheeler, professeur d'archéologie, et M. Thomas Lennan, archéologue à l'université du Colorado.

C'est la publication de cet accord qui a déclenché l'annonce de la redécouverte de la « cité

perdue » du Gran Pajaten. M^{me} Wheeler s'est déclarée stupéfaite de l'étrange publicité faite à cet accord.

On sait déjà que le Gran Pajaten comprend au moins seize grandes constructions rondes, faites en pierres et décorées de motifs géométriques dessinés par des plaquettes de schistes. Certains murs sont même encore peints. A Los Pichudos, situé à trois heures de marche du Gran Pajaten, il y a des constructions de pierres semi-circulaires adossées à la paroi rocheuse. Là aussi, des peintures aux couleurs vives ont survécu aux siècles d'humidité. Encore plus étonnant, des statues en bois, hautes d'environ 50 centimètres, pendent toujours à leurs emplacements originaux, un peu ébréchés par la corneille en sautoir des toits. Il semble que les ruines de Los Pichudos aient été des mausolées.

Qui a construit le Gran Pajaten et Los Pichudos ? En l'état actuel des connaissances, personne ne peut le dire. Les spécialistes pensent qu'il s'agit d'un des peuples vivant sur le versant des Andes à partir, semble-t-il, du sixième ou du septième siècle de notre ère, dont les chroniques espagnoles parlent à plusieurs reprises. Mais la cérémonie prouve que les Incas — probablement à la recherche de terres pour la culture du maïs — ont eu le Gran Pajaten dans le second moitié du quinzième siècle de notre ère.

Pour le moment, on sait très peu de chose sur la vie au Gran Pajaten. Les constructions circulaires sont peut-être des édifices religieux. Les habitants vivaient sans doute dans des cabanes qui ont disparu. Mais on peut espérer que les fouilles retrouveront les sols de ces habitats et les vestiges des cultures et que les archéologues tireront de tous ces restes beaucoup d'informations.

On peut aussi penser que le Gran Pajaten n'est pas un site unique. Les pentes et la piémont amazoniens des Andes péruviennes doivent compter beaucoup d'autres « cités perdues » enfouies dans la très épaisse forêt.

YVONNE REBEYROL.

Chez Citroën du 15 au 25 février 1985.

Reprise sauvage

5000 F

au moins

pour tout achat d'une voiture neuve.

Pour tout achat d'une voiture neuve (disponible sur stocks), Citroën vous reprend votre ancienne voiture, quel que soit son état, au moins 5000 F, sans discuter. Et beaucoup plus, naturellement, si son état le justifie.

Cette offre est valable exclusivement pour les particuliers. Dépêchez-vous ! C'est maintenant qu'il faut en profiter ! Du 15 au 25 février 1985 !

Possibilité de crédit total personnalisé sous réserve d'acceptation du dossier par SOFI-SOVAC.



CITROËN présente TOTAL

Culture

Iouri Lioubimov, à Paris, parle de Moscou d'Andropov, de son ancien théâtre

Du 16 au 28 février est créé en anglais, à l'Odéon Théâtre de l'Europe, les Possédés, de Dostoevski, adaptation et mise en scène de Iouri Lioubimov, en coproduction avec le Piccolo Teatro di Milano, Channel 4 et le théâtre Almeida de Londres, où des avant-premières ont été présentées entre le 4 et le 9 février, et où le spectacle reviendra du 20 mars au

20 avril après une tournée en Italie. Il sera filmé par Channel 4.

Les représentations marqueront la réouverture de la salle londonienne, actuellement fermée pour rénovation. Après avoir été un Institut littéraire et scien-

tifique, puis un music-hall, l'Almeida est devenu un théâtre subventionné — en particulier par l'ART Council de Londres. Il est géré par une association qui y organise un festival annuel et établit des programmes variés, très contemporains, comparables à ceux du Théâtre de la Bastille. L'association, qui a un bureau à Paris, entretient des échanges privilégiés

avec la France. En 1984, elle a accueilli à Londres le Jean-Jacques Rousseau, de Jean-Jacques Rousseau, Jérôme Deschamps, Hélène Delavante, Georges Arperghin avec l'ATTEM.

— Odéon. Du 16 au 28 février, 20 heures.

LE LIVRE DE L'EXIL

« Et si on prenait votre enfant pour le tuer ? »

On imagine mal quel pouvoir détenait Iouri Lioubimov à Moscou du haut de son petit Théâtre de la Taganka! Le mettre en scène qui arrive aujourd'hui à l'Odéon-Théâtre de l'Europe avec une troupe d'acteurs britanniques, qui interprètent Dostoevski en anglais — langue qu'il ne parle ni ne comprend — fut pendant vingt ans un homme puissant, capable de faire valoir son point de vue auprès de lauréats de Prix Nobel comme auprès du patron du KGB, capable d'écrire à Leonid Brejnev pour exposer son bon droit, capable de remplir sa salle n'importe quel jour, avec n'importe lequel de ses spectacles.

On savait quelle amitié il liait à Kapitsa, le physicien nucléaire, avec qui il faisait de longues promenades sur les rives de la Moskova à Nikolaï-Gara. On savait aussi qu'Andropov le protégeait et le tenait en grande estime, parce que, a raconté Lioubimov, il avait dissuadé les enfants du chef du KGB de faire carrière dans le théâtre. Du moins, celui-ci le « protégeait » tant qu'il ne fut pas au sommet de la hiérarchie du Parti communiste de l'Union soviétique.

Paradoxe empreint d'humour noir. Car alors, le maître du pays perdit la responsabilité des problèmes culturels... qui échurent à Constantin Tchernenko, qui ne faisait pas partie des admirateurs de la Taganka. En URSS, comme on le voit, l'art n'est jamais loin de la politique. Pour le mauvais et pour le pire.

Aujourd'hui donc, Iouri Lioubimov est un exilé. Célèbre certes, au rang des plus grands metteurs en scène d'aujourd'hui, mais privé à jamais de son vrai public, celui pour qui une mise en scène de la Maison du quel on dit Maître et Marguerite représentait beaucoup plus qu'un simple soir de théâtre. Il n'y a qu'à l'Est qu'existe une telle faim de culture, une telle complicité entre le metteur en scène et son public.

La belle et brillante aventure, hélas! ne put fêter son vingtième anniversaire et, en quelques mois,

le vilain canard fut exclu du parti (il avait pris sa carte l'année de la mort de Staline), chassé de la direction de son théâtre, privé de la nationalité soviétique. C'est l'histoire de ces vingt années lumineuses, ses « souvenirs d'une vie de théâtre » que raconte Iouri Lioubimov dans un livre qui vient de paraître : *Le Feu sacré*. C'est, en quelque sorte, pour paraphraser Boulgakov, le roman théâtral de la Taganka, le théâtre au carré rouge.

De Brecht à Dostoevski, de la Bonne Ame de Sé-Tchouan en 1964, à *Crime et Châtiment* et aux *Possédés*, c'est l'itinéraire

courant, de jeter des pavés dans la mare, de suivre la trace de ses modèles : Meyerhold, Vakhtangov, Stanislavski et Brecht.

La Taganka devint le théâtre de l'intelligentsia et des étudiants, mais aussi une « vitrine » qu'on fait admirer aux officiels ainsi qu'aux hôtes étrangers de passage pour les amener à penser que le régime ne va pas contre la hardiesse. « On m'envoyait, pour la soirée, toutes les personnalités soviétiques ou étrangères de passage », dit Lioubimov dans son livre. Mais c'était une contrainte terrible, je devais chaque soir laisser un contingent de cent à

deux cents places à la disposition des officiels, du haut en bas de la hiérarchie » (sur une salle de six cents places).

Quand André Malraux, ministre de la culture, était venu à Moscou, il s'était littéralement enthousiasmé pour le second spectacle de la Taganka, les Dix Jours qui ébranlèrent le monde d'après John Reed; on n'y voyait pas Trotski mais le jeune acteur-chanteur-poète Vladimir Vissotski était superbe. Pendant plus de dix ans, on lança des invitations à Iouri Lioubimov — Jean-Louis Barrault qui dirigeait, à l'époque, l'Odéon-Théâtre de France, le Théâtre des nations, Marcel



Répétition au Théâtre National de Chaillot, en 1977.

Maréchal, etc. Sans succès. Les voyageurs et les journalistes en poste à Moscou continuaient à être émerveillés par ce théâtre « différent », mais hors d'URSS, personne ne l'avait jamais vu.

Enfin, la Taganka vint. C'était en 1977, à Chaillot. Le public français put voir la *Mère*, *Tartuffe*, *Malakovski*, mais, malgré toute la volonté de Lioubimov, l'autorisation ne fut pas donnée pour le *Maître et Marguerite*. Il en conçut un véritable désespoir. Une véritable censure.

Dans le *Feu sacré*, on peut suivre la série des déconvenues qui l'ont en s'accrochant au fur et à mesure que s'éloigne Khrouchtchev, que s'éloigne Brejnev, et que l'esprit combatif de ce lutteur infatigable s'émousse. Tous les soutiens sont morts : Andropov, Iouri Trifonov, Vladimir Vissotski. Il se retrouvait la semaine dernière à Londres, pour les avant-premières des *Possédés*. La neige tombait qui augmentait la nostalgie. A soixante-sept ans, malgré des propositions de mises en scène dans le monde entier, il est comme un saltimbanque international, fixé pour deux ans à Bologne, en attendant qu'il ne s'en aille.

Il n'avait pas eu de réponse des « Messieurs de Bobigny ». « Ils réfléchissent trop longtemps dans cette commune-là », sourit-il.

« Cela fait plus de six mois, ajoute-t-il, je devrais déjà avoir en mains le contrat depuis janvier. C'est pourquoi j'ai décidé de reprendre ma liberté. J'ai envoyé ma lettre au ministre Jack Lang. Je ne peux plus attendre davantage. Il me faut planifier ma vie, parce qu'ici en Occident, la vie est différente de l'Union soviétique. J'ai attendu des années pour avoir la permission de monter les *Possédés* ou le *Maître et Marguerite*, on a interdit Pouchkine, Vissotski, vous savez bien qu'ils ne m'ont jamais permis de travailler. Ici, je n'ai pas de problèmes pour travailler, j'ai beaucoup d'invitations et je ne peux pas attendre plus longtemps les décisions de Bobigny ».

Comment expliquez-vous qu'Efros ait accepté de vous succéder à la direction de la Taganka ?

— Même parmi les saints, il y avait un Judas. Nous ne sommes pas des apôtres... Il veut sans doute faire une carrière, obtenir une voiture, une datcha, être fat « artiste du peuple » d'URSS, recevoir l'ordre des *Trayezous*... (rire).

— Vous êtes fâché ?

— Seulement triste qu'il termine ainsi sa carrière. Il était un de mes amis. Maintenant, il répète qu'il est un de mes disciples. Les ministres chantent à l'unisson qu'enfin la Taganka est devenue un vrai théâtre. Dans tous les journaux soviétiques, et même en France, on prépare sa visite et les Français insistent pour qu'il vienne présenter son spectacle autobiographique : les *Bas-Fonds*.

— Aujourd'hui, quels sont vos sentiments à l'égard de votre pays ?

— Pouvez-vous imaginer que le jour même de la mort d'Andropov on a voulu m'exclure du parti. La réunion du comité du parti a duré six heures et tous ont voté contre. C'est incroyable en URSS. Et ils m'ont exclu parce que je n'avais pas payé ma cotisation de l'année.

— Je ne pourrais jamais oublier ce qu'ils m'ont fait. C'est impossible. Si on vous prenait votre enfant pour le tuer, vous ne pourriez pas oublier.

NICOLE ZAND.

Le *Feu sacré*, Fayard, 246 pages, 120 F.

Les imbroglios de Bobigny

Iouri Lioubimov est à Paris avec les *Possédés*, mais — c'est maintenant décidé — il ne dirigera pas la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, à Bobigny. Une histoire en plusieurs épisodes.

En juillet dernier, la municipalité (PCF) et le conseil général (à majorité communiste) signent un accord avec le ministère de la culture, qui ouvre les négociations avec Iouri Lioubimov et son agent. Négociations d'autant plus complexes que le metteur en scène négocie également avec la ville de Bologne, en Italie, pour la direction du théâtre Arena del Sol, où il a signé un contrat de deux ans.

Jack Lang, ministre de la culture, et l'agent de Iouri Lioubimov parviennent à un accord sur les questions d'art et d'argent. La subvention de la Maison de la culture (20 millions de francs) payée à l'Etat et les collectivités locales, devrait être augmentée d'environ 10 %. Augmentation que les responsables des collectivités locales demandent également à partager.

Mais ils souhaitent connaître le projet artistique de Iouri Lioubimov, qui risquerait de modifier la rôle de la Maison de la culture. Ils ne souhaitent pas qu'elle devienne un théâtre.

Dans ce cas, disent-ils au cours d'une réunion avec les représentants du ministère le 14 janvier, celui-ci doit prendre ses responsabilités, y compris sur le plan financier, comme il l'a fait à Nantua, quand le Ministère de la culture est devenu le Théâtre des Amateurs, dirigé par Catherine Tassat et Patrice Chéreau. Ils proposent cependant d'inviter Iouri Lioubimov à monter un spectacle par an. Proposition que l'intéressé et le ministère refusent.

La ministre de la culture demande alors à la municipalité et au conseil général de confirmer leur accord ou leur désaccord sur le projet initial. Chacun reste sur ses positions, y compris l'association qui gère la Maison de la culture. Iouri Lioubimov déclare qu'il ne peut plus attendre et qu'il renonce. Il souffre de ne voir traiter par les élus communistes comme il l'a été en URSS. Cependant, si la politique n'est pas étrangère à cette suite de malentendus, elle se place peut-être sur un autre plan. Déjà à Nantua, les négociations avaient été longues et difficiles. C'était en 1981. Aujourd'hui, le budget de la culture laisse moins de marge de manœuvre au ministère et les communistes ne sont plus dans les mêmes dispositions à l'égard du gouvernement.

Jack Lang rigore les échecs des négociations et promet à son tour que Iouri Lioubimov — qui n'a pas encore donné de réponse — viendra créer un spectacle par an dans un grand théâtre français. Il insiste sur la nécessité de confier les maisons de la culture en général à « des personnalités artistiques de premier plan », et de régler rapidement le cas de Bobigny. Le contrat de son actuel directeur, Joël Choquet, nommé pour un an prend fin le 30 juin 1985.

Les collectivités locales n'ont aucune envie de voir le ministère retirer sa part de financement en cas de désaccord. Deux autres maisons de la culture, attendant celle de Havre dont le directeur a démissionné et celle de Rennes où Pierre-Jean Valentin ne tient pas à renouveler son contrat.

C.G.

AU THÉÂTRE DE LA TAGANKA

Efros et la statue du commandeur...

De notre correspondant

Moscou. — Le Théâtre de la Taganka reste une institution à Moscou, mais le soupçon s'y est installé. Son nouveau directeur, Anatoli Efros, est bourré de talent, et la salle est presque toujours pleine. Mais le public n'y est plus tout à fait le même et la troupe a des états d'âme. Il est difficile de savoir quelle est la part de l'affabulation et celle de la vérité à propos des tracasseries dont seraient victimes les comédiens restés fidèles au fondateur et ancien directeur du théâtre, Iouri Lioubimov, exilé en Occident. Mais le malaise, à en croire certains, serait profond.

La situation de toute façon est paradoxale : le nom de Lioubimov n'apparaît plus nulle part, mais plusieurs des pièces qu'il a mises en scène continuent à être jouées « telles quelles », d'autres ne le sont plus et suscitent des nostalgies dans l'intelligentsia, qui ne va pourtant guère, plus au théâtre, malgré un mythe tenace, qu'à Paris. Le nouveau directeur, pour sa part, a monté au début de l'année un remarquable spectacle très « visuel » et très « enlevé » : les *Bas-Fonds*, de Gorki.

Efros a-t-il trahi celui qui lui avait donné jadis l'hospitalité dans son théâtre (notamment pour une *Cerise* en 1978) et qui — cela n'est pas indifférent en Russie — est largement son aîné ? Le simple fait d'avoir, au printemps dernier, accepté de « succéder » à Lioubimov est considéré par certains comme un péché mortel.

Les autorités idéologiques et culturelles de tutelle, par leur maladroite, ont contribué d'autre part à mettre Efros, qu'elles avaient pourtant vivement incité à prendre ce poste, dans une position difficile. A la suite d'instruc-

tions venues « d'en haut », aucun des acteurs de la Taganka ne peut actuellement se faire engager dans un autre théâtre. Efros est donc obligé de travailler avec l'ancienne troupe de Lioubimov, alors qu'il souhaiterait, comme il l'a suggéré le 18 mars 1984 dans la *Literaturnaya Gazeta*, apporter un peu de sang neuf. De leur côté, les anciens acteurs de Lioubimov, qui lui gardent une grande admiration, ne peuvent ni « collaborer » avec le nouveau directeur, ni travailler ailleurs. Tous les éléments sont donc réunis pour créer une atmosphère malsaine.

Celle-ci ne nuit cependant pas à la qualité des spectacles proposés. La célèbre affiche marquée d'un carré rouge continue d'annoncer *Tartuffe*, les *Trois Sœurs* et *Les dix jours qui ébranlèrent le monde*. Toutes ces mises en scène sont celles de l'exilé, et leur fidélité n'est contestée par personne. Mais deux des plus célèbres ont été retirées du répertoire : la *Maison du quel, d'après le roman de Trifonov*, et le *Maître et Marguerite*, d'après celui de Boulgakov. C'étaient les pièces les plus « sensibles », surtout la *Maison du quel*, qui apportait un éclairage saisissant sur les années de la terreur stalinienne.

Lioubimov s'était laissé imposer, à côté de la petite salle un peu vétuste où il a travaillé vingt ans, un autre local beaucoup plus spacieux, confortable et moderne, mais à la lourde technologie. C'est son successeur qui en a hérité. Les experts du théâtre à Moscou affirment qu'Efros est plus à l'aise dans un espace où il peut utiliser largement des techniques nouvelles et jouer avec les projecteurs. Mais nombreux sont ceux qui regrettent l'ancien directeur, et même l'ancienne salle.

DOMINIQUE DHOMBRES.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3904

HORIZONTALEMENT

I. N'a pas toujours les poches bien remplies. Est en déplacement. — II. Peut atteindre des sommets s'il n'est pas stoppé dans son ascension. Ne met pas longtemps à accomplir sa tâche. — III. Ne se perdent jamais. Le dessus du panier. Affluent de l'Oubengui. — IV. Prouve, sans doute possible, qu'un n'est pas passé inaperçu. Conjonction. — V. Personnel. De quoi se faire enguirlander. Permet de voir venir. — VI. Fuse des tribunes madrilènes. Rend impossible toute mise au clair. — VII. Quand on n'a pas la fâlle des grandenra. Monte un bateau. — VIII. Graines. N'ont vraiment pas l'air fin. — IX. Réserve à de « grandes » personnes. N'a pas souvent les pieds sur terre. — X. Devait avoir un sommeil de plomb ! A l'habitude de tout laisser en plan. — XI. N'est donc pas sèche. Portent des lunettes. — XII. Fil piocher des archéologues. Sort toujours avec un chapeau. — XIII. Où l'on peut pêcher des carpes. Diminutif d'un prénom. — XIV. Au nord d'Alençon. Beaucoup plus consistants. — XV. Il est agréable d'être couché dessus. Fait trébucher. En instance.

VERTICALEMENT

1. Souvent consulté après une chute, même sans gravité. Participe aux combats. — 2. Là, on en prend de la graine ! Aussi salée que poivrée. — 3. Note. N'hésitent pas à nous faire porter le chapeau. — 4. Symbole. Adverbe. Le monde des affaires. — 5. Étant appelée à jouer sur piques. Poussait des cris de lété. — 6. Même souvent l'escrimeur à la victoire. Se retrouve avec un collier

sur la poitrine. Préfixe. — 7. Ses multiples connaissances sont à l'origine de sa réussite. Son homme est d'importance. — 8. Mener vers la destruction. Est tout indiqué pour le soin des plantes. — 9. Fut bien obligé de porter la culotte. Un qui aurait mieux fait de ne jamais prendre la plume. Interjection. N'est jamais le mot de la fin. — 10. Compris par signes. Retient parfois une larme. Aimé de Noé. — 11. Parcoure par tous les pousse-pousse. Soumise à une sélection. — Possessif. Aperçu quotidiennement par d'innombrables Lamberda. — 12. Avait donc tout pour plaire. Conjonction. Représentent plus d'un devoir à accomplir. — 13. Article. Permettent de recevoir, à bras ouverts. — 14. Ne plus avoir les pieds sur terre. Points. Ne font ni chaud ni froid. — 15. Domine son entourage. Peuvent porter la culotte. Un point c'est tout.

Solution du problème n° 3903

Horizontalement

I. Ascendisme. — II. Déroute. — III. Oran. Ilot. — IV. Lac. On. — V. Épiphénies. — VI. Shéh. Rude. — VII. G. Sade. — VIII. Equations. — IX. Nurnery. — X. C.E.E. Réels. — XI. Es. Fessée.

Verticalement

1. Adolescence. — 2. Séraphiques. — 3. Graine. Ure. — 4. Eon. Et. As. — 5. Tu. OM. Stère. — 6. Incapables. — 7. Sel. Ruduys. — 8. Eden. Le. — 9. Exuse. Suse. — 10. GUY BROUTY.

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 16 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Au théâtre ce soir : Courteline.
De Sacha Guitry avec F. Maistre, G. Caillaud, G. Mon-
tillier...
Courteline en travail.
Une pièce en un acte qui précède Bouhoroche.
Bouhoroche.
De Georges Courteline avec G. Caillaud, d. Evnou,
R. Maistre.
22 h 10 Droit de réponse : les pirates de l'herz.
Emission de Michel Polac.
F. Fules, Cl. Fouchier...
0 h 20 Journal.
0 h 20 Ouvrez la nuit.
Alfred Hitchcock présente : le Secret de M. Blanchard.
Extrême nuit : les grottes secrètes de Michel Siffre.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

**CAPITALE DES VEINES
BAGNOLES
DE L'ORNE**
28 AVRIL - 30 SEPTEMBRE
RESIDENCE DES THERMES
ETS THERMAL : (1) 225.60.22

20 h 35 Variétés Champs-Élysées.
De Michel Drucker.

**JEAN
LAPOINTE**
OLYMPIA 19 février
en 3 Mars

22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.
Rock à Nice : Riviera Rock : Musicalifornia.
23 h 20 Journal.
23 h 45 Rugby : Tournoi des cinq nations.
Tournoi des 5 nations : Galles-Angleterre.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 04 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et de divers programmes de
Walt Disney Channel.
21 h 50 Journal.
22 h 20 Feuilleton : Dynastie.
Réveil de Jeff à l'hôpital. Blake lui apprend que Fallon
est partie à Tahiti pour son divorce...
23 h La vie de château.
Jean-Claude Braly reçoit trois invités vedettes, selon
l'actualité culturelle.
23 h 35 Musiclub : Mozart.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Will Cwac Cwac ; 17 h 10, Thalassa ; 17 h 35,
Écoute le vent sur la lande ; 17 h 55, Paris c'est d'été ; 18 h 5,
Musique océane ; 18 h 30, Princesse du cinéma ; 18 h 50,
Feuilleton : Justice Aimée ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15,
Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Néo polar : Sauter ma puce ; 21 h 20, Show Chantal
Goya ; 22 h 10, Le radeau d'Oliver ; 23 h, L'Amérique
interdite, film de R. Vanderbes ; 0 h 30, Maître dans un
jardin anglais, film de P. Greenway ; 2 h 15, Rock
concert : 2 h 55, De et petits musiciens, de M. Kalmanowicz ;
4 h 25, Boxe ; 5 h 25, Les Montgarnes sont là, film de
J.-G. Blystone.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Série noire : mardi gris, de H. Prudon.
22 h 10 Dimanches avec René de Coccaty.
22 h 30 Musique.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la Salle Pleyel à Paris) :
Symphonie n° 10, « Kindertotenlieder », de Mahler, Sym-
phonie n° 1 en ut mineur, de Brahms, par l'Orchestre
national de France, dir. B. Kleo, sol. D. Fischer-Dieskau,
baryton.
23 h Les soirées de France-Musique : à 23 h 05, Club
des archives : à 1 h, L'arbre à chansons : Michel Arbez.

Dimanche 17 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h Bonjour la France.
9 h Émission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Massé.
12 h 2 Midi presse, de P.-L. Séguillon.
12 h 30 Téléfoot.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 25 Sports dimanche.
16 h 30 Variétés : La belle vie.
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h 10 Série : Le vent d'Australie.
19 h Sept sur sept.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Z.
Film français de C. Gavras (1968), avec Y. Montand, L.
Payas, J.-L. Trintignant, J. Perrin, F. Fier, C. Denner,
J. Guimard (Rédigé par J. Guimard).
Dans un pays où la démocratie est menacée, un député
libéral est victime d'un meurtre camouflé en accident.
22 h 45 Sports dimanche soir.
23 h 30 Journal.
23 h 50 C'est à fire.
0 h Nuit brésilienne.
En direct du Carnaval de Rio, quatre heures de folie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 38 Journal et météo.
9 h 40 Les chevaux du tierscé.
10 h 10 Récit A. 2. Candy.
10 h 40 Gym tonique.
11 h 15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
17 h Série : Mulière ou la vie d'un honnête
homme.
18 h Stade 2 (et à 20 h 20).
19 h Série : Clémence Alotti.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : Le grand raid.
21 h 35 Série : Pour le meilleur ou pour le pire.
USA : Pense d'amour à New-York, une enquête de
C. Haas et D. Chagary.
22 h 40 Magazine : Désir des arts.
Réal. P. Collin et P.-A. Boutang. Dans le secret des
tableaux.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

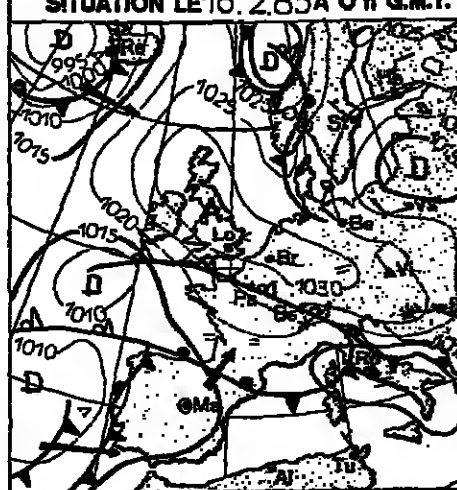
9 h Émission pour les jeunes.
Inspecteur Gadget, Disney Channel.
10 h Musique. Émission de l'ADRI.
Portugal : le Carnaval : Dossier : face-à-face des généra-
tions ou le choc des cultures ; variétés.
13 h Magazine 85.
15 h Musique pour un dimanche (et à 17.40).
15 h 15 Théâtre (cycle shakespearien) : Coriolan.
18 h Émission pour les jeunes.
19 h Au nom de l'amour.
20 h RFO Hebdo.
20 h 35 Architecture et géographie sacrée.
Égypte, miroir du ciel. Série de Paul Barbs-Négra.
21 h 30 Aspects du court métrage français.
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle M. L'Herbier) : la
Tragédie impériale.
Film français de M. L'Herbier (1938), avec H. Baur,
P. Richard-Willm, M. Chantal, J. Worms, D. D'Inès,
J. Baumer, C. Nelson, J. Holi (N.).
0 h 20 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, Spécial Tous en scène ; 7 h 40, Documentaire : Japon,
l'héritage des samouraïs ; 8 h 40, Cabon Cadin (Sherlock
Holmes, Paul et les Ditzgotes, Mister T, les 4 Filles du
D' March, un bateau pour l'aventure) ; 10 h 15, Gym à gym ;
11 h, la Boîte à film de C. Pincheau ; 13 h 30, Cabon
Cadin (Hercule et Marmaduke, Max Remata) ; 14 h 15,
Ellie Island ; 15 h, Soap ; 15 h 25, Batman ; 16 h, Robin des
Bois ; 16 h 50, Document : En tournage avec Paul Mac
Cartney ; 17 h 45, Top 50 ; 19 h 15, Club de la presse ;

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16. 2.85A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 17.02.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France
entre le dimanche 17 février à
0 heure et le lundi 18 février à
24 heures.

La dépression centrée au large du
Portugal, qui apporte de l'air chaud-
humide vers le nord-ouest de l'Espagne
puis vers le centre-est de la France.
La perturbation associée réactivera la
masse magagnée située de la Bretagne au
Centre et aux Alpes. Sur le nord et le
nord-est du pays, maintien des condi-
tions anticycloniques et de l'air froid.
Conflit entre ces deux masses d'air (air
froid du nord et air chaud du sud) en
travers de la France.

Dimanche, temps doux et pluvieux
sur les régions situées au sud du 49°. Ces
pluies seront abondantes sur le sud du
Massif Central et sur le sud des Alpes.
Elles s'étendront vers la Vendée, d'une
part, et le Centre-Est d'autre part. Elles
seront précédées de chutes de neige
abondantes du Massif Central au nord
des Alpes, au sud de la Bourgogne et au
Jura. A l'avant, le ciel sera très nuageux
sur le littoral de la Bretagne et du
sud de la Normandie au Bassin parisien.
à la Champagne et à la Lorraine, avec
des chutes de neige faibles à modérées.
Plus au nord, le temps froid et ensoleillé
persistera.

Le vent d'est se renforcera de la Man-
che à toutes les frontières de l'est du
pays. Les températures minimales
seront en baisse averse, tandis qu'à

PRÉVISIONS POUR LE 17 FÉVRIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



Poussé le ciel sera sur la moitié nord du
pays, mais les températures maximales
seront stationnaires par rapport à celles
de samedi.

La pression atmosphérique redécroît au
niveau de la mer, à Paris, dès le
samedi 16 février, à 7 heures, de
1026,3 millibars, soit 769,8 millimètres
de mercure.

Températures (le premier chiffre
indique le maximum enregistré au cours
de la journée du 15 février ; le second, le
minimum de la nuit du 15 au
16 février) : Ajaccio, 16 et 4 degrés ;
Biarritz, 16 et 10 ; Bordeaux, 15 et 7 ;
Bourges, 1 et -3 ; Brest, -1 et -2 ;
Caen, -1 et -5 ; Cherbourg, -1 et -2 ;
Clermont-Ferrand, 11 et -1 ;
Dijon, -2 et -6 ; Grenoble-St-M., 10 et 0 ;
Grenoble-St-G., 11 et 0 ;
Lille, -4 et -9 ; Lyon, 8 et -2 ;
Marseille-Mirapelle, 15 et 3 ; Nancy,
-4 et -12 ; Nantes, 3 et -2 ; Nice-Côte
d'Azur, 20 et 5 ; Paris-Montsouris, 0 et
-3 ; Paris-Orly, -1 et -6 ; Pau, 18 et
9 ; Perpignan, 20 et 9 ; Rennes, -2 et

(Document établi
avec le support technique spécial
de la Météorologie nationale.)

Carnet

Décès

— Françoise Abou Chahine,
née Filizot.
Pierre, Sophie, Valérie,
ont le regret de faire part du décès de
leur époux et père.

Faouzi ABOU CHAHINE.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 18 février 1985, à 13 h 45, en
l'église grecque orthodoxe Saint-
Eldon, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16.

Prêtre de considérer cet avis comme
un faire-part personnel.

Les donations seront faites en faveur
des œuvres de l'église grecque ortho-
doxe d'Antioche.

Les condoléances seront reçues
jusqu'au mardi 19 février à son do-
micle, 115, avenue Henri-Martin,
Paris-16.

— M^{me} Dolly Dana,
son épouse.
Lilzie Dana-Dominique Leduc,
Corinne Dana,
ses enfants.
— M^{me} André Dana
et fils.
Les familles Rochais, Assuied et
Benari.

ont la douleur de faire part du décès de

Robert DANA,
survécu le 14 février 1985.

Les obsèques auront lieu le 18 février,
à 14 h 30, au cimetière de Gargue-
de-Gonesse, rue Hippolyte-Bossin.

— On nous prie d'annoncer la mort de

M. Noël ILARI,
ancien président
de l'Assemblée territoriale de Polynésie,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914 et 1939.

piensément décédé à l'âge de quatre-
vingt-sept ans.

De la part de
M^{me} Noël Ilari,
son épouse.
Et de toute la famille.

L'inhumation a eu lieu à l'Obé Tubat
(archipel des Australes), Polynésie
française.

Anniversaires

— Une pensée est demandée à tous
ceux qui ont connu et aimé

Pierre ROSENSTOCK

au jour du dixième anniversaire de sa
mort, le 17 février 1985.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 17 FÉVRIER

« L'église russe de la rue Daru », 15 h,
12, rue Daru (Arcus). « Dans l'histoire
de Mère de Miramon », 15 h 15, 47,
quai de la Tourneille (Promenade Bar-
bier).
« Les hôtels et l'église de l'île St-
Louis », 10 h 30, métro Pont-Marie
(G. Botteaux).

« Les salons du ministère des
finances », 10 h 30, 93, rue de Rivoli.
« Le Sénat », 10 h 30, entrée de la
cour, rue de Vaugirard (D. Bouchard).
« L'Académie française et les autres
académies », 15 h 23, quai Conti (Con-
naissance d'ici et d'ailleurs).
« Moulins et vieux villages de Mont-
naur », 14 h 30, métro Abbesses (Les
Flandres).

« Le Val-de-Grâce », 14 h 30, 277 bis
rue St-Jacques (la France et son passé).
« L'hôtel de Soubise », 15 h 60, rue
des Francs-Bourgeois, (L. Haullier).

« Les salons de l'ambassade de Polo-
gne », 15 h 57, rue St-Dominique (His-
toire et archéologie).

LUNDI 18 FÉVRIER

« Les salons de l'hôtel de Lassay,
15 h, 2, place du Palais-Bourbon (Art
et curiosités de Paris).
« L'hôtel Lauzun », 15 h, 17, quai
d'Anjou.

« La Conciergerie », 15 h, 1, quai
d'Anjou.

« La Conciergerie », 15 h, 1, quai
d'Anjou.

« Le Grand Orient de France », 15 h,
16, rue Cadet (L. Haullier).

« L'École des Beaux-Arts et les salons
de l'hôtel de Chimay », 15 h, 17, quai
Malakoff (M.C. Lasserre).

« L'atelier d'un tourneur d'ébène »,
14 h 30, métro Arts-et-Métiers, guichet
des billets (P.Y. Jassier).

« L'appartement d'été d'Anne
d'Aurillac », 15 h, métro Louvre (Mes-
sier).

« La crypte archéologique », 15 h,
entrée crypte Notre-Dame (Paris autre-
fois).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 17 FÉVRIER

10 h, 14, rue de la Rochefoucauld,
L. Winckler : « Gustave Moreau, pein-
tre symboliste ».

14 h 30 : 60, bd Latour-Maubourg,
M. Brumfeld : « Victor Hugo ».

LUNDI 18 FÉVRIER

20 h 30 : 12, rue des Fossés-
St-Jacques, P. Caucanas-Pisier : « La
morale de la mort ».

14 h 30 : 25, rue du Dr Roux, M.L.
Boudier, « Pasteur ».

Économie

REPÈRES

Conflits du travail : au plus bas

Selon les statistiques du ministère du travail publiées le 14 février, les conflits du travail ont touché, en décembre 1984, 182 établissements, occupant habituellement 83 600 salariés, parmi lesquels 24 800 ont cessé le travail, entraînant la perte de 66 400 journées de travail. Ces résultats traduisent une « baisse sensible », puisqu'on recensait 112 100 journées individuelles non travaillées en novembre 1984 et 179 200 en décembre 1983. Tout en restant à un « niveau très limité », les conflits généralisés ont augmenté : ils ont entraîné la perte de 4 200 journées en décembre 1984, contre 500 le mois précédent et 2 700 en décembre 1983. Pour les conflits localisés, l'évolution des journées perdues pour fait de grève, en moyenne mensuelle, était de 109 000 de janvier à décembre 1984, contre 110 000 en 1983, 187 000 en 1982 et 120 000 en 1981. Le ministère du travail souligne que, en 1984, les conflits du travail ont atteint le niveau le plus bas observé au cours des vingt dernières années.

Agriculture : les jeunes du MODEF plus autonomes

Le Mouvement des jeunes du MODEF change de dénomination et devient la Fédération nationale des jeunes exploitants familiaux (FNEJF). Cette décision a été prise lors du congrès national du Mouvement tenu, à Cahors, les 13 et 14 février. L'abandon de la référence au MODEF par les jeunes du Mouvement est destiné à affirmer leur autonomie par rapport au Mouvement de défense des exploitations familiales, avec lequel ils conserveront cependant « certaines attaches ». Au cours de ce congrès, la FNEJF a été créée comme objectif l'installation, en France, de trente mille jeunes agriculteurs par an.

EN GRANDE-BRETAGNE

Les mineurs ont rejeté une formule de compromis

De notre correspondant

Londres. — L'histoire de la grève des mineurs ne cesse de se répéter. Après une série de contacts secrets avec la direction des charbonnages, M. Norman Willis, secrétaire général de la confédération générale des syndicats britanniques, a présenté, le 15 février, aux dirigeants de l'Union nationale des mineurs (NUM) une formule de compromis qui pouvait servir de base à des négociations. Mais les membres de l'exécutif national de la NUM ont rejeté la proposition, non sans quelque hésitation.

Le président de la NUM, M. Arthur Scargill, devait finalement déclarer que la formule suggérée par les charbonnages (NCB) n'était qu'une « recette » pour le « démantèlement » de l'industrie des houillères. Pourtant le plan comportait d'importantes concessions de la part de la direction des charbonnages et du gouvernement. Le NCB renonçait à son exigence d'un enga-

gement écrit du syndicat par lequel celui-ci aurait accepté, avant la négociation, le principe de la fermeture des puits de mines considérées comme « économiquement non rentables ».

Le plan allait au-delà de ces préliminaires. Il suggérait la mise au point d'une procédure en cas de fermeture de puits, et le NCB ne demandait plus que la NUM « coopère » dans de tels projets. Ces propositions représentaient une part de l'accord conclu en octobre dernier entre la direction des charbonnages et le Syndicat des agents de maîtrise et de sécurité des houillères, le Nacods, c'est-à-dire la création d'un organisme consultatif chargé d'examiner, cas par cas, le projet de fermeture de puits.

Le secrétaire général du TUC, M. Willis, n'a pas caché qu'il « regrettait » l'échec de sa médiation, alors qu'il pensait manifestement que le compromis était acceptable dans la situation difficile où se trouve le syndicat des mineurs.

FRANCIS CORNU.

EN ARGENTINE

Les négociations sociales sont interrompues

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — Coup dur pour M. Alfonsín : la Confédération générale du travail (CGT), immédiatement suivie de l'Union industrielle argentine (UIA), s'est retirée le 14 février de la table des négociations autour de laquelle le président argentin était parvenu à réunir les représentants du gouvernement, des syndicats et des entreprises.

La décision du gouvernement de limiter l'augmentation des salaires à 14 % pour le mois de février, alors que la hausse des prix a atteint en janvier le chiffre record de 25,1 %, serait l'origine de l'interruption des négociations. « A quoi bon discuter si on nous met devant le fait accompli », estiment les responsables de la CGT. Les représentants de l'UIA ont enrobé le pas, « des conversations à deux n'ayant pas de sens ». Le patronat se déclare prêt à accorder des augmentations supérieures à 14 %, à condition de pouvoir les répercuter sur les prix, ce que le gouvernement juge inacceptable.

Tout n'est pourtant pas joué. D'abord, parce que le thème des prix et des salaires n'est pas le seul en discussion. Il y a aussi l'épineux problème de la gestion des œuvres sociales, l'une des grandes conquêtes du péronisme. Le gouvernement radical souhaite contrôler l'utilisation de ces fonds : mais il pourrait lâcher du lest sur ce terrain afin de renouer le dialogue avec les syndicats. Ensuite, parce que l'Argentine entre en pleine phase récessif. Le chômage augmente. Les entreprises publiques ne sont même plus en mesure de couvrir leurs frais de

fonctionnement et retardent le paiement de leurs fournisseurs. Le secteur privé doit faire face à la chute des ventes et à des coûts financiers très élevés.

Le « Campo », traditionnel moteur de l'économie argentine, connaît lui aussi des difficultés. Les cours internationaux du blé, du maïs et de la viande se situent à un niveau bas, alors que les impôts ont considérablement augmenté. Résultat : on assiste à une liquidation massive d'animaux. Une telle conjoncture devrait logiquement amener les syndicats à faire passer la défense de l'emploi avant les revendications de salaires et les chefs d'entreprise à freiner les « dégraisages » en échange d'une aide financière de l'Etat.

Toutefois, le temps presse et les experts du FMI veulent. Après un an de négociations durant lesquelles l'Argentine a successivement soufflé le chaud et le froid, M. Alfonsín est certes parvenu à mettre de l'ordre dans les finances extérieures, mais ce montage repose sur l'application du programme d'ajustement convenu avec le FMI. Or les premiers résultats sont loin d'être satisfaisants. L'objectif fixé pour l'année en matière d'inflation, soit 300 % (+ 688 % en 1984), a peu de chances d'être atteint. Les efforts du gouvernement radical pour réduire le déficit budgétaire, qui doit être ramené de 10 % du PIB en 1984 à 5 % fin 1985, sont indéfectibles — ils consistent essentiellement en une augmentation des impôts, mais seront-ils suffisants ? Comment, en particulier, concilier les impératifs budgétaires et l'aide aux entreprises en difficulté ?

JACQUES DESPRÈS.

M. Bérégovoy et la croissance

Une nouvelle stratégie

Parce qu'elle a rétabli en 1984 l'équilibre de ses paiements extérieurs, la France peut-elle à nouveau miser sur la croissance économique pour combattre le chômage et améliorer le niveau de vie de sa population après deux années de baisse du pouvoir d'achat et quatre cent mille chômeurs de plus (1) ?

Sur ce sujet brûlant qui divise partis politiques, écoles de pensée et ministères de l'actuel gouvernement, M. Bérégovoy a laissé échapper, il y a quelques jours — c'était le mercredi 13 février — deux ou trois phrases dont on peut penser qu'elles n'étaient pas sans intention et ne resteraient pas sans conséquences.

La croissance de l'économie française, « ne devrait pas être loin de celle de la RFA, qui prévoit cette année 2,5 %, et devrait approcher 3 % pour peu qu'on injecte un certain dynamisme aux entreprises françaises », a précisé le ministre. « Il n'y a pas de raison pour qu'on ne se fixe pas un objectif plus ambitieux », confie-t-il même en privé.

Si les chiffres ont une signification, ceux qu'a avancés M. Bérégovoy impliquent que l'activité s'accroîtra très fortement au cours des mois à venir. Certes, 1984 a été

meilleur que prévu : + 2 % environ, au lieu de 1,3 % en termes de produit intérieur brut. Mais ce beau résultat s'explique presque totalement par d'exceptionnelles récoltes. Les calculs de probabilités nous donnent peu de chances d'avoir, cette année, les mêmes dosages de pluie et de soleil qui ont permis d'établir un record avec 57 millions de tonnes de céréales, soit un tonnage supérieur de 24 % à ce qu'il avait été en 1983.

Stimuler l'activité

Viser un taux de croissance de 2,5 % à 3 % apparaît donc excessivement optimiste. Plus qu'un taux d'expansion avancé un peu imprudemment, le raisonnement de M. Bérégovoy doit retenir l'attention en ce qu'il annonce probablement — par optimisme excessif — l'abandon d'une stratégie adoptée il y a deux ans et qui n'a pas si mal réussi. Lorsque fut lancée, en mars 1983, la deuxième phase du plan de rigueur, M. Mauroy avait expliqué très clairement qu'il s'agissait, pour le gouvernement, de réduire la demande intérieure — c'est-à-dire la consommation, les investissements et les stocks — pour comprimer nos importations.

Consommer moins, vendre plus, telle était l'idée, nécessaire correction de l'erreur commise l'année précédente qui avait vu la demande intérieure croître de 4 % en France, alors qu'elle régressait de 2 % en RFA, avec pour résultat un déficit monumental du commerce extérieur (2).

Le rééquilibrage de la balance des paiements courants de la France et les progrès accomplis dans la lutte contre l'inflation donnent à M. Bérégovoy le sentiment qu'il n'y a plus de raisons sérieuses de se contenter de faibles taux de croissance. D'où la tentation de stimuler l'activité soit par des allègements d'impôts, comme cela a déjà été fait pour la fiscalité sur le revenu (le ministre a de plus évoqué un nouvel allègement de la taxe professionnelle), soit par des mesures consenties aux secteurs en difficulté (cas récent du bâtiment).

N'est-ce pas s'engager trop tôt sur la voie d'une relance que l'état de notre économie n'est peut-être pas encore à même de supporter sans nouveau déséquilibre ? L'inflation est encore plus forte chez nous qu'à l'étranger, et nos prix à l'exportation progressent plus vite. Quant au commerce extérieur, nous pourrions, de

l'avis même de l'INSEE, connaître un mauvais premier semestre.

M. Delors était, sur ce point, beaucoup plus prudent. Il avait prévu que le pays ne baisserait sa garde qu'après avoir non pas seulement rééquilibré ses comptes extérieurs, mais aussi engrangé des dizaines de milliards de francs d'excédents de ses paiements courants (un chiffre de 30 à 40 milliards de francs chaque année avait été envisagé).

La France doit en effet payer ses dettes, c'est-à-dire rembourser les intérêts et le capital des emprunts extérieurs qu'elle a contractés ces dernières années. Elle doit aussi continuer à emprunter, ne serait-ce que pour accorder à ses clients étrangers les crédits commerciaux que ceux-ci exigent presque systématiquement quand ils nous passent commandes. Elle doit enfin investir hors de ses frontières pour être présente partout dans le monde. C'est dire les excédents que notre commerce extérieur et notre tourisme doivent chaque année réaliser.

Telle était la vision du gouvernement précédent, dont il serait peut-être imprudent de se détourner trop vite.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) + 110 000 en 1983 ; + 300 000 en 1984.

(2) Evolution de la demande intérieure en RFA : - 2,4 % en 1981, - 2,1 % en 1982, + 1,4 % en 1983, + 1,9 % en 1984. En France : - 0,7 % en 1981, + 4 % en 1982, - 0,5 % en 1983, + 0,9 % environ en 1984. Evolution du déficit du commerce extérieur de la France : 50,9 milliards de francs en 1981 ; 93,5 milliards en 1982 ; 48,9 milliards en 1983 ; 19,8 milliards en 1984.

LE GOUVERNEMENT ANNONCE DES MESURES POUR L'EMPLOI

M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, présentera, au conseil des ministres du 20 février, deux mesures pour favoriser le travail à temps partiel. L'objectif du gouvernement est double : inciter les entreprises par des aides financières et encourager les demandeurs d'emploi à s'orienter vers ce type de travail en leur versant des indemnités compensatoires.

Les entreprises qui recourent au travail à temps partiel pourront bénéficier de primes dont le montant par salarié et par heure réduite varie entre 1 000 et 1 500 F pour la première année. L'aide est ensuite dégressive et n'est accordée que pour trois ans.

Par ailleurs, M. Delebarre a annoncé, le 15 février à Arras, la mise en place prochaine dans chaque département d'un « Fonds pour l'initiative des jeunes ». Ce fonds permettra aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans qui sont « dans l'impossibilité de faire aboutir leurs idées faute de moyens suffisants » de mettre au point des projets économiques, sociaux, culturels qui « favorisent leur insertion sociale et professionnelle ». Le montant de cette aide pourrait être de 10 000 à 50 000 F par individu. Le gouvernement consacrerait 100 millions de francs à cette opération.

292 000 chômeurs de plus en un an

(Suite de la première page.)

Les ouvriers qualifiés, qui représentent 25,7 % des chômeurs, et les employés qualifiés (28 %) supportent le poids de cette aggravation et leurs effectifs au chômage ont respectivement progressé de 17,1 % et de 14,9 % en un an.

Les tendances sur une longue période ne permettent pas d'espérer une amélioration. La précarité de l'emploi, qui est surtout le fait des plus jeunes, continue d'alimenter les registres du chômage avec 18,9 % d'inscriptions supplémentaires en un mois à la fin d'un contrat de travail à durée déterminée, et 17,4 % de plus à la fin d'une mission d'intérim. Même les allocations d'insertion servies à ceux qui viennent à l'ANPE sans avoir jamais trouvé un premier emploi progressent dans des proportions inquiétantes (+ 8 % en un mois, + 21,3 % en un an), tandis que grossissent les rangs des demandeurs d'emploi de longue durée.

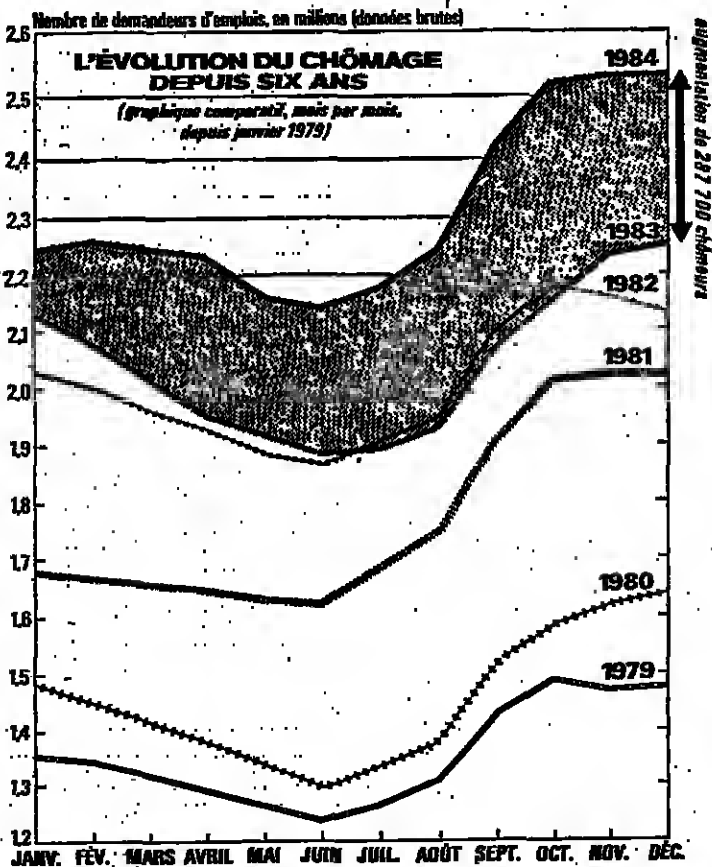
Un seul signe encourageant

Les bénéficiaires de l'allocation de solidarité ont augmenté de 10,9 % en un mois et de 98,2 % en un an, alors que l'ancienneté moyenne des demandes d'emploi était de trois cent onze jours en janvier dernier, soit trois de plus qu'en décembre 1984 et vingt de plus qu'en janvier 1984.

Comme la courbe des offres d'emplois enregistrées par l'ANPE ressemble à un encoffrement plat tant pour les offres en fin de mois (43 100 en données corrigées, soit moins 2,9 % en un mois et moins 17,7 % en un an) que pour les offres enregistrées en cours de mois (28 400 en données corrigées, soit moins 15,7 % en un mois et moins 19,3 % en un an), on ne peut attendre un changement que d'une mesure gouvernementale. D'autant que, selon les résultats provisoires de l'enquête sur l'emploi, on aurait enregistré au quatrième trimestre 1984 une baisse de 0,6 % des effectifs salariés dans les secteurs marchands non agricoles, soit un recul de 1,5 % sur toute l'année dernière.

Un seul signe encourageant vient corriger cette impression pessimiste. Jamais on n'avait observé un tel engouement pour les stages de formation, dont le succès ne se dément pas : ils progressent de 73,5 % en un mois. C'est sûrement pour accompagner ce mouvement positif que la ministre du travail, cherche à étendre l'usage des congés de conversion à tous les licenciés économiques.

ALAIN LEBEAUE.



Les courbes en données brutes de l'évolution mensuelle du chômage observée sur une année mettent bien en évidence des constantes cycliques. Elles permettent de constater les résultats obtenus par « le traitement social du chômage » jusqu'à sa disparition en novembre 1983.

Ce graphique fournit également l'occasion de justifier l'absence des données corrigées des variations saisonnières qui, quand elles sont faibles, donnent une lecture plus aisée de l'évolution. A ce propos, il faut constater que sur toute l'année 1984, la seule entre le chiffre des données brutes et ceux des données corrigées s'élève à 13 000 de plus en faveur des premières. Ce qui, ramené à un nombre de chômeurs avoisinant les 2,5 millions, paraît être une marge d'erreur acceptable et d'ailleurs inscrite dans la définition du nouvel indicateur CVS mis au point par l'INSEE et le ministère du travail, avec la publication des premières statistiques mensuelles de 1985.

MASTERCARD VA ACHETER 50 000 CARTES À MÉMOIRE AU GROUPE FRANÇAIS BULL

Mastercard, le plus grand réseau de cartes bancaires du monde, va commander cinquante mille cartes à mémoire française à la société Bull, a annoncé, à Paris, le 15 février, M. Hogg, son président. Ces cartes sont destinées aux clients de la Bank of Virginia et à ceux de la Maryland National Bank, aux Etats-Unis. Mastercard a déjà commandé le même nombre de « cartes à puces » au Japonais Casio pour une expérience similaire en Floride.

Visa, le réseau concurrent de Mastercard, n'a annoncé, en début de semaine, son intention de lancer une étude sur les avantages de la carte à mémoire avec la Bank of America et la granpamante Carte bleue (le Monde du 14 février). L'invention française faite il y a dix ans par M. Moreno prend donc pied outre-Atlantique, le marché le plus important pour les cartes bancaires.

Faits et chiffres

Agriculture

M. Guillaume annonce une manifestation. — M. François Guillaume a annoncé une manifestation européenne dans la seconde quinzaine de mars. Le président de la FNSEA, qui s'exprimait jeudi 14 février à Toul, devant les agriculteurs de Meurthe-et-Moselle, a déclaré que les Allemands étaient disposés à participer à cette manifestation qui devrait coïncider avec la période de fixation des prix agricoles par les ministres de l'Agriculture des Dix.

Affaires

M. T. Boone Pickens a pris 7,9 % d'Unocal. — M. T. Boone Pickens, le spécialiste des OPA pétrolières aux Etats-Unis, à la tête de la petite compagnie MESA Petroleum, a annoncé qu'il avait acquis 7,9 % d'Unocal, société dont dépend la compagnie pétrolière Union Oil of California. Il n'a pas l'intention de prendre le contrôle d'Unocal, a pré-

cisé M. Pickens, mais de réaliser un placement financier.

Conjoncture

Hausse des matières premières. — Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont augmenté de 0,7 % en janvier (- 1,4 % pour les matières premières alimentaires, mais + 1,9 % pour les matières premières industrielles). L'indice (base 100 en 1978) s'est inscrit à 234,3.

ERRATUM. — Une erreur nous a fait écrire, à propos du regroupement de la construction des tracteurs Ford en Grande-Bretagne (le Monde du 16 février), que Ford était « un nouveau venu » sur le marché du tracteur agricole. Il n'en est rien. Si l'activité « machinisme agricole » est marginale dans l'ensemble du chiffre d'affaires du constructeur américain, les tracteurs Ford ont derrière eux une longue histoire.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

DEPUIS le début de l'année et avec la régularité d'un métronome, la Bourse de Paris avait habité ses familiers au régime de l'alternance et, invariablement, une semaine de repos succédait à une semaine de hausse. Une fois n'est pas coutume : elle a été dominée par la baisse. Nul ne lui en a tenu rigueur. Ce fut pour la bonne cause. Grâce à l'effort produit, le marché a réussi à se libérer sur une cote jusqu'ici inédite.

L'indice de la Compagnie des agents de change (base 100, le 31 décembre 1983), plus familièrement appelé « indice CAC », le plus précis de tous les thermomètres mesurant la température à la corbeille, a franchi la barre des 200. L'événement s'est produit jeudi 14 février. Ce fut un grand moment de l'histoire que tous les médias, télé en tête, ne se sont pas privés de montrer en épiques pour servir une actualité financière déjà riche d'un dollar à 10 F.

Rien, pourtant, au départ ne prédisposait le marché parisien à réaliser cet exploit. Du 4 au 8 février, il avait fait son devoir boursier et monté de 2,5 %. Le droit au repos lui était acquis. De reste, la plupart des indices étaient déjà à leurs plus hauts niveaux, et, avec l'approche de la liquidation générale — celle-ci se déroulera mercredi 22 février — tout portait à croire que, sous le double effet du facteur technique et des ajustements de portefeuille, la Bourse reviendrait tout naturellement en dessous du pic atteint pour y consolider ses positions. C'est ce qui s'est d'abord produit.

Lundi et mardi, les cours avaient un peu baissé, moins qu'on ne l'avait craint, de 0,31 % le premier jour, de 0,69 % le second. La cause paraissait entendue. Pas du tout. Mercredi une sensible reprise s'amorçait (+ 0,74 %), qui allait s'accroître le lendemain (+ 0,82 %) et déclencher l'effacement de l'année. Quand même, à la veille du week-end, le marché s'assagissait un peu (- 0,19 %), dont 0,04 % imputable au recul de Havas. Mais le « CAC » restait accroché à la cote des 200. Mieux : bravant la tendance générale, il gagnait encore un peu de terrain pour s'inscrire à 200,8 (contre 200,5 la veille).

Le « GAC » à 200

Le bilan de ces cinq séances s'est certes pas éponouissant (+ 0,3 %). Mais c'est un résultat précieux. Et surtout, que la Bourse a conservé ses forces intactes et, surtout, rendus en lumière, avec l'énergie choc psychologique causée, tout le chemin parcouru par les actions françaises. En un peu plus de trois ans (trente-huit mois exactement), elles ont doublé de valeur. Si l'on se reporte un peu plus loin dans le temps, au 10 mai 1977, date à laquelle le marché avait touché le fond de son histoire, l'on s'aperçoit que leur prix a été multiplié par quatre en un peu moins de huit ans.

Qu'est-ce donc qui pousse la Bourse à monter ainsi ? C'est le sentimentnel raffinement : les capitaux sont abondants. L'argent est lentement, tout comme celui qui consiste à expliquer le phénomène par l'effet de contagion. Toutes les places mondiales, en gros, sont au zénith, y compris Wall Street, où, cette semaine, le « Dow Jones », pour la première fois de l'histoire, a dépassé la cote des 1300, sans toutefois parvenir à s'y maintenir. Mais on peut tenir l'essentiel pour acquis.

Les commentateurs se font plus nombreux. On dit merci à New-York en raison à ce coup de chapeau quel-ques achats de SICAV, diffusés jusqu'ici en prévision d'une baisse, qui ne vient pas, et, pour faire bonne mesure, l'explication donnée à Antoine 2 par M. Xavier Dupont, syndic de la Compagnie des agents de change. « Le marché est en France d'une politique économique de rigueur », continue pour lui, « des causes fondamentales de la bonne santé de la Bourse de Paris. Mais, même rassurés, tous ces éléments ne donnent-ils pas encore une vision trop partielle du phénomène ? »

Petit à petit autour de la corbeille l'idée fait son chemin, que la hausse du billet vert n'y serait pas étrangère, non pas en gonflant seulement les bénéfices réalisés par les entreprises dans la zone dollar, mais en exportant de la croissance économique. Comment ? C'est simple. La force du dollar donne aux États-Unis les moyens d'élargir leur expansion, sans inflation et sans recours à des taxes

élevées, en acquiesçant à très bon marché à l'étranger des biens industriels et autres.

A des degrés divers, cette expansion profite aux autres pays dont les exportations s'accroissent, pas seulement contre-Attitudes, mais sur tous les marchés internationaux. Ce schéma d'une croissance importée par ricochet n'est pas nouveau, mais la Bourse le découvre avec un œil assez neuf. Mais, pas plus que les économistes les plus réputés, elle n'est encore capable de faire la part des choses. En l'absence des repères habituels fournis par l'expérience, on navigue en terrain inconnu.

Tout le monde constate les avantages de la situation, analyse les inconvénients (renchérissement des matières premières, aggravation du déficit commercial américain, augmentation de la dette des pays en voie de développement), sans trop savoir les évaluer, surtout le pas à l'autre, et pour qui si jusqu'ici la hausse du dollar sera bénéfique.

Croissance, croissance quand tu nous tiens !... nous aurait un professionnel. Pour l'instant le marché n'a que ce mot en tête et le conjuge dans tous les sens. Il s'accroche cependant ses valeurs qu'aux actions des entreprises les mieux placées pour en profiter. D'où une certaine sélectivité. Beaucoup parlent cette semaine des prévisions de la SAFE sur les bénéfices pour 1985 des sociétés cotées : + 8,5 % hors inflation, contre 4 % l'an dernier.

Les conversations portent aussi sur l'émission faite par le Crédit national confirmant que les investissements industriels ont bien repris l'an dernier. Encourageant. Faut-il s'émouvoir dans ces conditions de la vigile nationale faite par le marché ?

Reste à savoir combien de temps la Bourse tiendra la cadence et aura la cote d'amour. La Saint-Valentin ne se fête qu'une fois par an. Selon M. Xavier Dupont, l'année sera « pleine d'ignominie avec quelques comptabilités politiques ». C'est vraisemblable. Dans un avenir plus immédiat et dès la semaine prochaine, avec la liquidation, la Bourse devrait prendre le repos qu'elle s'est exceptionnellement refusé cette semaine et qu'elle s'offre souvent en février.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Essai non transformé à 1300.

Un record est tombé cette semaine à Wall Street. L'indice Dow Jones est monté à 1297,92, niveau jamais atteint de toute l'histoire du marché. Mais il n'a pas réussi à s'accrocher à la cote des 1300, pourtant franchie par trois fois au cours de la semaine. L'essai n'a pas été transformé, mais la performance n'en reste pas moins excellente. Quelque peu ébranlée ces derniers temps par les doutes nourris sur la politique monétaire que le Fed entendait suivre, la confiance est revenue autour du « Big Board ». La croissance économique se poursuit sans inflation. Les dernières statistiques le prouvent. En janvier, la production industrielle a augmenté de 0,4 %, les ventes au détail de 0,7 %, et l'indice des prix de gros n'a pas bougé. Cependant, à l'approche du long week-end — le marché sera fermé lundi pour la célébration de l'anniversaire de Washington — les investisseurs ont jugé préférable de prendre leurs bénéfices. Vendredi, l'indice des industriels s'est établi à 1282,01 (contre 1289,91 le 8 février). Les valeurs d'information ont été maintenues à cause des perspectives d'expansion stimulées par la chute du dollar.

	Cours 8 fév.	Cours 15 fév.
Alcoa	38 1/4	38 1/8
AT&T	21 1/2	21 3/8
Boeing	63 3/4	63 1/2
Chrysler	55	54 1/8
Du Pont de Nemours	53 1/4	53 3/4
Eastman Kodak	73 1/4	69 1/2
Exxon	47 1/4	47 1/8
Ford	45 5/8	45 5/8
General Electric	63 7/8	63 1/8
General Motors	56 3/4	56 1/2
Goodrich	28 3/4	28 1/2
IBM	137 1/8	131 5/8
ITT	33 3/8	33 3/8
Mobil Oil	28 1/8	27 3/4
Pfizer	27 1/2	27 1/8
Schlumberger	41 3/8	41 5/8
Texas	34 3/8	35 1/2
Union Carbide	45	45 1/8
US Steel	37 1/8	36 1/2
Washinghouse	32 3/8	31 3/4
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/2

LONDRES

Repli en fin de semaine. Le marché londonien a rétrogradé sur les indications de Wall Street, cette semaine. D'abord en baisse, il s'est redressé pour, ensuite, repasser tout le bénéfice de son avance et même un peu au-dessus.

Les valeurs du secteur bancaire ont subi de fortes pertes, en raison de la décision du FMI de retarder le versement d'un prêt de 400 millions de dollars au Brésil.

Les actions ICI et Jaguar ont atteint leurs plus hauts niveaux.

	Cours 8 fév.	Cours 15 fév.
Beecham	353	358
Bovater	233	235
BP Petroleum	233	230
Charter	285	285
Courtauld	147	142
De Beers (*)	460	487
Dunlop	421/2	46
Enfield	22	22
Freemantle	115/16	11 3/4
Gazco	724	699
Imperial Chemical	861	854
Shell	746	781
Unilever	1129/32	11 3/4
Wicks	237	247
Woolson	345/8	35

(*) En dollars.

TOKYO

An plus haut de toujours. Favorisé par la reprise des achats de la clientèle étrangère, également des particuliers, le mouvement de hausse a repris en milieu de semaine, concernant surtout les grandes valeurs internationales.

De nouveaux records sont tombés, et l'indice Nikkei Dow Jones s'est établi, samedi 16 février, à 12 169,92 (contre 12 009,01), son plus haut niveau de toujours. De son côté, l'indice général a gagné 20,55 points à 945.

	Cours 8 fév.	Cours 15 fév.
Akai	470	464
Brigitte	525	521
Canon	1380	1420
Fuji Bank	1320	1430
Honda Motor	1410	1460
Mitsubishi Electric	1590	1610
Mitsubishi Heavy	242	247
Sony Corp.	4150	4410
Toyota Motors	1280	1330

FRANCFORT

Irégulier. D'importants achats étrangers enregistrés à l'approche du week-end ont permis au marché d'effacer ses pertes initiales et même de progresser un peu d'un vendredi à l'autre.

Indice de la Commerzbank du 15 février : 1 170 (contre 1 162,6).

	Cours 8 fév.	Cours 15 fév.
AEG	116,30	113
BASF	184,40	186,30
Bayer	198,70	196,80
Commerzbank	167,50	168
Deutschebank	402,70	403,50
Hoechst	190	189,50
Karstadt	206	210,50
Mannesmann	154	156
Siemens	544,50	547
Volkswagen	195	192,70

Monneret : le baby-foot au second marché

Après Smoby, introduite en juin 1983 sur le second marché de la Bourse de Lyon, une autre entreprise jurassienne, Monneret, fera son entrée le 22 février prochain sur cette même place régionale. Ce jour-là, 31 752 actions, représentant les 10 % du capital requis sur ce type de marché, seront offertes au public selon la procédure de l'offre publique de vente au prix formé et définitif de 100 F par action Monneret. A l'occasion de cette opération menée par la Société lyonnaise de banque et par la charge d'agents de change Girardet, il a été prévu que la nombre maximum de titres susceptibles d'être demandés par un donneur d'ordre ne pourrait pas dépasser 1500 actions, un moyen d'essayer de limiter le déséquilibre constaté lors de chaque introduction en Bourse, par trop préjudiciable aux « petits porteurs ».

Considéré comme le berceau du jouet — un musée et une maison du jouet vont d'ailleurs être ouverts en juillet prochain à Moirans, — de la pipe et de la lunette, le Jura va déléguer à la Bourse de Lyon l'une des entreprises familiales les plus caractéristiques de ce secteur, Monneret Jouets, une consociation pour trois générations d'artisans d'origine industrielle et dont les débuts ont été on ne peut plus modestes.

C'est par le troc que le grand-père a commencé son activité commerciale en visitant systématiquement les tournures de la région pour leur échanger les produits finis (des perles de chapelot, des pots de moutarde, des saucisses...) contre quelques litres de vin.

Le père, André Monneret, l'actuel président, qui vient de fêter ses quatre-vingts ans, créa des années plus tard — en 1936 — la société qui devait porter son nom avant de lui faire quitter, en 1946, le petit village de Villard d'Héria, où elle avait vu le jour, pour Lons-le-Saurier. C'est là que le « patron », comme l'appelle encore son fils, Alain, âgé de cinquante ans, a commencé à travailler sur des « billes russes qu'il fallait transformer en baby-foot », une activité qui allait permettre à l'entreprise d'acquiescer une spécialité dans le travail du bois en attendant une diversification sur d'autres matériaux : le métal, le plastique et le tissu.

Aujourd'hui, Monneret ne réalise plus que 32 % de son chiffre d'affaires dans le secteur des baby-foot, la société détenant 55 % du marché européen et 70 % du marché français avec plus de 100 000 unités vendues chaque année. La production (45 % du chiffre d'affaires) a pris le relais des avant-centre en bois, et Monneret offre à présent une gamme complète d'articles destinés à l'environnement de la poupée (des pousettes, des couffins, des lits...).

Après la poupée, est venu le temps du poupon (avec ou sans cheveux, « à lui vous pleut »), et l'équipe de vente (quatre permanents et deux VFR pour visiter environ 1500 clients, des grossistes pour la plupart) sillonne tous les salons internationaux du

jouet à l'effort des nouveautés. Cette année, le salon de Nuremberg, qui vient de fermer ses portes, a consacré la réussite de la « Rainbow Brité », une poupée de chiffon beaucoup plus colorée que la célèbre « Patouf » et lancée par l'Américain Mattel.

Troisième domaine de l'entreprise de Monneret, les activités manuelles (métiers à tisser, à tricoter, à tapisser), qui représentent 8 % du chiffre d'affaires et, enfin, les jouets de plein air (15 % des ventes) destinés à compenser une activité trop saisonnière puisqu'axée pour l'essentiel sur les cadeaux de Noël. Ainsi, la société qui s'est lancée dans la fabrication de ballons à conquis au bout de la deuxième année environ 18 % d'un marché évalué à 5 à 7 millions de pièces.

Monneret qui a réalisé au cours de l'exercice 1984-1985, un chiffre d'affaires de 71,4 millions de francs (dont 20 % à l'exportation) et un bénéfice net de 2,3 millions de francs durant l'année en cours. Les perspectives de croissance du marché français du jouet (11 milliards de francs en terme de consommation) restent modestes : 2 à 4 % en moyenne, mais la firme table sur un développement important grâce, notamment, à un programme d'investissement qui doit permettre de doubler la capacité de production des ballons d'ici à 1986, la compression des frais financiers devant permettre d'améliorer sensiblement (plus 35 %) les résultats.

A 100 F, cours d'introduction, le prix d'offre de l'action Monneret capitalise 10,6 fois le bénéfice net par action estimé pour l'exercice en cours et, souligne la charge Girardet, à titre de comparaison, l'action Smoby capitalise actuellement plus de vingt fois les estimations de profit au 31 mars 1985. De simples éléments d'appréciation pour ces deux entreprises du jouet, très différentes tant par leurs gammes que par leurs marchés et qui figurent parmi les dix premières entreprises du secteur du jouet. Celui-ci en compte un peu plus de deux cents actuellement contre six cent quatre-vingt en 1983.

S. M.

Valeurs diverses

	15-2-85	Diff.
Accor	260	- 1,30
Agence Havas	630	- 9
L'Air Liquide	627	+ 12
Appl. Ges.	675	- 11
Arjomat	848	+ 76
Bic	508	+ 4
Bre	335	- 12
CCIP	875	- 21
Club Méditerranée	1251	+ 10
Endor	2911	- 37
Europe 1	979	- 49
L'Oréal	1390	- 10
L'Oréal	2330	- 30
Navigation Météo	350	- 6,50
Nord-Est	75	- 2,5
Presses de la Cité	1990	- 35
Soufflot	1270	- 7,70
Stk Rougier	2825	- 65

Matériel électrique

	15-2-85	Diff.
Alstom-Atlantique	225,90	- 1
CTI-Alcatel	1280	+ 11
Crouzet	243	+ 13
Grégoire	1285	+ 12
Interchimie	2186	- 64
Lagard	2047	+ 27
Lyonnaise des Eaux	741	- 33
Matra	1253	+ 30
Meca	1609	- 44
Motors Leroy-Somer	513	+ 18
Moulinex	180,10	+ 0,60
PEL Labinal	438,10	- 0,60
Radiotechnique	239,90	- 7,70
SEB	437	+ 25
Signaux	674	+ 2
Télémelec. Electrique	2435	+ 125
Télécom-CSF	491	- 2
IBM	1015	- 61
ITT	358	+ 12
Philips	177,50	- 5,30
Schlumberger	459	+ 13
Siemens	1810	- 5

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
	Cours 8 fév.	Cours 15 fév.
Or fin (100 en barre) (100 en lingot)	96 700 96 800	97 400 97 450
Pièces françaises (20 fr.)	671	674
Pièces françaises (100 fr.)	671	674
Pièces suisses (20 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (10000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (20000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (50000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (200000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (500000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000000000000000000000000000000000000000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)	665	667
Pièces suisses (100 fr.)	665	667
Pièces suisses (200 fr.)	665	667
Pièces suisses (500 fr.)	665	667
Pièces suisses (1000 fr.)	665	667
Pièces suisses (2000 fr.)	665	667
Pièces suisses (5000 fr.)		

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. La corruption mine l'appareil du parti et l'État chinois.

FRANCE

7. Le Front national à l'assaut des conseils généraux.
8. Le procès des ravisseurs de M. Revell-Béaumont.

CULTURE

10. Iouri Lioubimov, à Paris, parle de Moscou, d'Andropov, de son ancien théâtre.

ÉCONOMIE

13. M. Bérégovoy et la croissance : une nouvelle stratégie.
14. Revue des valeurs.
15. Crédits, changes et grands marchés.

RADIO-TÉLÉVISION (12)
Carnet (12) ; Programmes des spectacles (11) ; Météorologie (12) ; Journal officiel (12) ; Mots croisés (10).

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Pisani interdit un « pique-nique » prévu à Thio par les anti-indépendantistes

Le ministre de la défense a annoncé que le général de gendarmerie Jean-Louis Delber, qui avait été mis à la disposition du délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie pour y assurer le commandement des forces de gendarmerie, regagnera la métropole le 1^{er} mars. Son successeur « sera désigné prochainement ». Le général Armand Wantrier, major-général de la gendarmerie, se rendra dans le territoire le 20 février pour visiter les unités en place. Pourraient-elles être envoyées à Paris, le chef de

mouvement Libération kanake socialiste (LKS), M. Nialoh Nialoh, a été reçu, jeudi 14 février, par le bureau de la Ligue des droits de l'homme. Au cours d'une conférence de presse, il a proposé, vendredi, que seuls les Calédoniens présents dans le territoire en 1958, lors du référendum sur la Constitution de la V^e République, et leurs descendants puissent participer au prochain scrutin d'autodétermination. Selon M. Nialoh, les indépendantistes n'ont « pas l'intention de faire la

guerre aux Français ». « Mais si l'on nous y obligeait, a-t-il ajouté, nous irions chercher de l'aide dans d'autres pays ». Dans le numéro de février de son bulletin Population et sociétés, l'Institut national d'études démographiques estime que la population mélanésienne de la Nouvelle-Calédonie « paraît sous-estimée d'environ 4 000 personnes ». Il souligne que sur les 64 000 Européens recensés il y a deux ans dans le territoire, 33 300 sont nés en Nouvelle-Calédonie.

De notre correspondant

Le point de ralliement avait été fixé face au bureau de la société métallurgique Le Nickel, à Thio-Mission, c'est-à-dire à quelques centaines de mètres à peine du territoire de la tribu indépendantiste la plus radicale de la région. Les manifestants, pour se rendre au lieu de rendez-vous, n'auraient pu en d'autre possibilité que de passer devant l'entrée de ce fief indépendantiste. A l'annonce de cette initiative (qui n'incombait pas au RPKR mais, avec la présence de M. Pasqua, avait-on dit dans l'entourage du député RPR, M. Jacques Lafleur, on ne peut pas faire autrement que de prendre le train en marche), le FLNKS avait crié à la provocation et certains cadres du mouvement, dont M^{me} Marie-Françoise Machoro,

sœur aînée d'Éloi Machoro, n'avaient pas caché leur volonté d'empêcher cette manifestation. « Raison de plus pour y aller », avait commenté, vendredi soir, M. Pasqua. Le maire de Nouméa, M. Roger Laroque, grand partisan des manifestations d'hostilité à toute forme d'indépendance, avait immédiatement embêté le pas au front calédonien et convié la population à se rendre au pique-nique de Thio. Parmi les partis anti-indépendantistes, seul le Front national n'avait pas soutenu cette initiative qui lui semblait un peu trop aventureuse. En vertu de l'état d'urgence, M. Pisani a fait diffuser, samedi soir, le communiqué suivant : « Dans le cadre de l'arrêté du 27 janvier 1985 et pour éviter toute tension, le délégué du gou-

vernement n'a pas autorisé la manifestation. Par mesure de précaution, les forces de gendarmerie ont reçu mission de refuser l'accès au site de Thio à toute personne n'y ayant pas à faire, dès le 16 février à 19 heures et pendant la journée du 17 février. »

Interrogé peu avant l'annonce de l'interdiction du rassemblement, le maire de Nouméa avait indiqué qu'il imaginait mal M. Pisani prendre une telle décision et que, si tel était le cas, il appellerait probablement les habitants de Nouméa à descendre dans la rue.

Si quelques manifestations spontanées avaient lieu samedi soir, le délégué du gouvernement, qui avait consenti la veille à assouplir « à titre expérimental » les modalités d'application du couvre-feu, pourrait revenir sur sa décision. FRÉDÉRIC FILLOUX.

UNE FAMILLE AFGHANE EXPULSÉE DE FRANCE

La famille afghane qui était bloquée à l'aéroport d'Orly dans l'attente d'un droit d'asile en France a été renvoyée, sans ménagement, vendredi 15 février. M. Kadim Latifi, sa femme, son fils de trois ans et son frère ont été embarqués de force sur le vol régulier d'Iran Air pour Téhéran. Devant leur refus de quitter la France, il n'a pas fallu moins de dix-huit policiers pour les contraindre à gagner l'appareil.

Porté à bout de bras, M. Kadim Latifi déclarait qu'il n'aurait « préféré mourir au pied de l'avion plutôt que de repartir pour l'Iran ». Il a répété qu'il ne possédait plus rien et que sa maison avait été « brûlée à Kaboul par les Russes ». « Nous avons fui au Pakistan puis à Téhéran. Dans la capitale iranienne, j'ai été, sans en connaître les raisons, emprisonné pendant six mois », a-t-il déclaré.

Sept gardes civils inculpés de tortures au Pays basque. — Sept gardes civils ont été inculpés par un tribunal de Saint-Sébastien d'avoir infligé des tortures à un détenu, M. Olano, au cours de l'été 1983, a-t-on appris le vendredi 15 février de sources judiciaires. Les sept gardes, qui ont été suspendus de leurs fonctions, ont été libérés en liberté, mais devront verser 500 000 pesetas (27 000 F) de caution. Le cas de M. Olano avait été évoqué par l'organisation Amnesty International dans son rapport 1983 sur les droits de l'homme en Espagne. — (AFP).

LE MARCHÉ DU LIVRE DE GRANDE DIFFUSION

Hachette s'associe avec Harlequin

La société nord-américaine Harlequin, numéro un mondial du livre sentimentale, a vendu pour 50 millions de francs, 50 % des parts de sa filiale française à Hachette, numéro un de l'édition française. MM. Jean-Claude Lattès, directeur de l'édition du groupe Hachette, et David Galloway, PDG du groupe Harlequin, ont signé, vendredi 15 janvier à l'aube, un contrat de huit cents pages qui marque leur accord après huit mois de discussions.

La revanche du roman rose

Harlequin, c'est le triomphe du marketing, la victoire du livre-produit. Elaboré à partir de tests, de programmes informatiques et, selon des règles précises, inscrit dans la littérature sérielle, le roman rose moderne a supplanté, dans le domaine du rêve et de l'évasion, les ouvrages de Dely et Magali, aux délices un peu fanés. Harlequin-France publie huit séries de volumes (conçues selon la segmentation du marché) et chaque titre (de 10 francs à 20 francs) est vendu entre quarante mille et cent mille exemplaires. Vingt et un millions de volumes ont été achetés l'année dernière en France, ce qui place Harlequin à la seconde place, après le « Livre de poche » (Hachette). La durée de vie et la distribution de ces livres s'apparentent à celles des magazines sentimentaux (le Monde du 25 février 1983).

La société canadienne Harlequin, qui dépend du groupe de presse Torstar (qui publie notamment le journal Toronto Star, quatre cent mille exemplaires), vend deux cent quinze millions de volumes en dix langues dans le monde, dont 45 % pour l'Amérique du Nord et 25 % pour les pays francophones.

L'accord intervenu vendredi matin marque une petite revanche pour Harlequin. Quand cette société s'est implantée en France en 1975, elle a vainement cherché à s'associer avec un partenaire français. Aujourd'hui, elle fait payer son association au prix fort. Harlequin, qui a déjà passé des accords similaires, par exemple aux États-Unis avec Simon and Schuster, en RFA avec Springer, et en Italie avec Mondadori, partage ainsi les risques et assure progressivement l'implantation à l'échelle planétaire d'un produit de masse dont il maîtrise parfaitement les techniques d'élaboration. Ce n'est pas le cas pour Hachette, qui a essuyé plusieurs échecs ou semi-échecs dans ce domaine.

Hachette y gagne un avantage immédiat : il se garantit la fidélité d'un éditeur qui fait 8 % du chiffre d'affaires de son centre de distribution de Maurepas. A moyen terme, il peut obtenir l'impression des ouvrages Harlequin dans ses propres usines. Pour ses collections populaires, Hachette, qui touche douze mille points de vente et Harlequin dix-huit mille, peut joindre sa production à celle de son associé et diminuer ses frais d'envoi, de facturation et de démarchage. Le groupe français dispose en particulier de la réserve des collections « Bibliothèque verte » et « Bibliothèque rose » (huit cents titres) et il envisage de lancer une collection populaire pour enfants.

Le numéro du « Monde » daté 16 février 1985 a été tiré à 451 931 exemplaires

A B C D E F G I

L'ATTENTAT D'ORLY

Trois Arméniens devant les assises du Val-de-Marne

Le procès d'un terrorisme aveugle

De tous les attentats commis et revendiqués dans les dix dernières années par des militants de mouvements arméniens, celui qui, le 15 juillet 1983, à l'aéroport d'Orly, causa la mort de huit personnes et entraîna de graves blessures pour cinquante autres victimes, est assurément le plus tragique dans ses conséquences et, du même coup, le plus embarrassant pour les défenseurs de la cause arménienne. Il a contribué à aggraver,

des scissions et des dissensions qui apparaissent déjà entre les diverses tendances de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA) et le Mouvement national arménien (MNA). Mais, surtout, il a frappé l'opinion française par son caractère de terrorisme aveugle.

A partir du 19 février, la cour d'assises du Val-de-Marne aura à juger les trois inculpés qui ont entraîné la mort de huit personnes et qui ont bien été envoyés en France pour conduire des actions violentes. Il reconnaissent encore avoir confié à Obannes Semerci des valises contenant des explosifs, des armes et des systèmes de retardement. C'est bien lui, encore, qui, ayant reçu par téléphone l'ordre de préparer un engin explosif et de le porter à Orly, s'était rendu chez Semerci, dès le 14 juillet, y avait pris dans les valises le nécessaire pour confectionner ce qu'on lui demandait, l'avait effectivement confectionné à son domicile, rue de Reuilly et l'avait finalement porté le lendemain en taxi jusqu'à l'aéroport.

En revanche, même dans ses aveux les plus extrêmes, il devait toujours nier avoir utilisé les fameuses recharges de gaz butane. De même, il soutenait que l'explosion n'aurait pas dû avoir lieu dans l'aéroport. Il avait pour mission de faire prendre en charge le sac dans lequel avait été placée la bombe par un passager du vol de la Turkish Airlines, ce qu'il avait fait effectivement après avoir offert 500 francs à la personne à laquelle il demandait ce service, au prétexte d'un excédent de bagages dont il ne voulait pas acquiescer le prix.

Une DST bien renseignée

Le 17 juillet, la brigade criminelle reçut de la direction de la surveillance du territoire (DST) une note particulièrement riche en informations. Il y était exposé que, après la scission survenue quelques mois auparavant à Athènes entre l'ASALA et certains mouvements arméniens, l'Armée secrète avait constitué en France un réseau bien structuré dans le dessein de préparer l'autre action.

Ce réseau, disait surtout la DST, a une branche militaire et une branche politique. Le chef de la première s'appelle Garbidian, et celui de la seconde Roobik Avanesian. De surcroît, la note mentionnait les noms et adresses d'un certain nombre de personnes. La DST assurait aussi que Garbidian avait demandé à l'un de ses amis, Nayir, le 14 juillet, veille de l'explosion à l'aéroport, d'acheter six recharges de camping-gaz dont on retrouvera les débris à Orly.

Forts du renseignement, les inspecteurs de la brigade criminelle débarquaient en force, à l'aube du 18 juillet, aux différentes adresses indiquées. Ils y interpellèrent une vingtaine de personnes et découvrirent un impressionnant lot d'explosifs, d'armes diverses, en provenance de pays de l'Est notamment, au domicile de Garbidian, rue de Reuilly à Paris et à celui de Semerci à Villiers-le-Bel.

Garbidian, pour avoir été présenté par la DST comme le chef militaire, fut tout particulièrement interrogé. Ses premières déclarations furent celles d'un homme qui s'assure innocent. Le 15 juillet, disait-il en substance, j'ai passé l'après-midi, de 13 heures à 18 heures, à la piscine d'Aubière. Je n'ai rien à voir avec l'ASALA, même si je suis sympathisant de la cause arménienne. Aussi bien, ajoutait-il, n'ai-je jamais commandé à Nayir d'acheter ces bouteilles de camping-gaz.

Mais plus tard, Varoujan Garbidian, changea d'attitude. Il se reconnaissait membre de l'ASALA à part entière ; il expliquait qu'il avait suivi au Moyen-Orient un

Aveux très nuancés

Aujourd'hui, Varoujan Garbidian a changé d'attitude. S'il se reconnaît toujours membre de l'ASALA, s'il admet avoir déposé, chez Semerci, les valises contenant tout ce qu'il fallait, il assure que ce n'est pas lui qui confectionna ni porta à Orly la bombe. Il s'est borné, dit-il, à obéir à un supérieur, dont il ignore l'identité. Celui-ci demandait simplement que lui soit remis le nécessaire pour

fabriquer l'engin. Il est donc allé chez Semerci chercher ce nécessaire, qu'il a remis ensuite à l'inconnu. Mais pour quoi donc était-il auparavant passé aux aveux ? Pour protéger, assure-t-il, les autres Arméniens mis en cause. Quant à Semerci et à Nayir, qui l'accusation tient pour ses complices, ils assurent, eux, qu'ils ignoraient tout, à commencer par le contenu des valises qu'on leur avait confiées en garde. Comment, font-ils valoir, aurions-nous gardé ces valises chez nous, alors que nous savions par la télévision et la radio qu'un attentat venait d'être commis le 15 juillet ? A quel il leur sera opposé plus d'un élément et notamment que Nayir a bien acheté des bouteilles de gaz butane. Ce ne sont là que quelques aspects d'une discussion qui promet d'être rude.

D'autant plus rude que, si Obannes Semerci, défendu par M^{me} Michel Zvorian et Soner Nayir, assistés de M^{me} Christian Bourguet, se battraient essentiellement sur le dossier, Varoujan Garbidian a choisi, lui, pour défenseur M^{me} Jacques Vergès. Celui-ci n'a pas pour habitude de conduire des défenses paisibles. Lorsqu'on sait qu'il entend faire citer comme témoins non seulement M^{me} Gaston Defferre et Joseph Franceschi, mais encore le président de l'Assemblée nationale, le garde des sceaux et le président de la République lui-même, on peut en inférer, même si ceux-ci ne défèrent pas à la convocation, qu'il entend bien mettre en cause l'attitude du gouvernement dans la question arménienne et opposer cette attitude à certaines déclarations faites avant 1981 par des hommes comme MM. Defferre, Badinter, Mitterrand et Franceschi.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

M. Henri Emmanuelli invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre des finances chargé du budget et de la consommation, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », le dimanche 17 février, de 18 h à 19 h 30.

M. Emmanuelli, président du conseil général des Landes, ancien député socialiste de ce département et qui fut de 1981 à 1983, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, répondra aux questions d'André Passeron et de François Simon du Monde, de Bruno Cortès et de Christian Méhaut de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties, à un prix intéressant.

Exceptionnellement, jusqu'au 16 février (dimanche excepté), reprise de votre vieille voiture

5.000 F MINIMUM

quel que soit son état, pour tout achat d'une voiture d'occasion

- 10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris. Tél. : 531.16.32. Métro : Félix-Faure.
- 50, bd Jourdan, 75014 Paris. Tél. : 589.49.89. Métro : Porte d'Orléans.
- 59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 208.86.60. Métro : Jaurès.

Cette offre concerne uniquement les ventes à particuliers.

Supplément au n° 12458. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 17-Lundi 18 février 1985.

سكنى من الاعمال



LA FIÈVRE DES GRANDS ENSEMBLES

« Les médecins enterrent leurs erreurs, les architectes pas » (Oscar Wilde).

L'ARCHITECTURE moderne est morte à Saint-Louis, Missouri, le 15 juillet 1972, à 15 h 32. Une date, une image. La photo de ces immeubles de Pruitt-Igoe qui n'avaient pas vingt ans d'existence, s'effondrant dans un nuage de ciment, est un symbole. Parce qu'ils étaient devenus le cible du vandalisme, on avait choisi de les dynamiter. Pour guérir le mal de vivre dans les grands ensembles de l'après-guerre, un remède radical : la démolition-radiation.

Cette photo était accrochée dans le bureau de Robert Lion, alors délégué général du mouvement HLM, à Paris, qui surprit un jour son monde en déclarant qu'il faudrait, dès que possible, détruire deux millions de logements mal construits ou « mal vécus ». Il y allait fort... Le même homme sera justement à Matignon, directeur du cabinet du premier ministre, en juillet 1981, quand débute l'été chaud des Minguettes.

A peine arrivée au pouvoir, la gauche est confrontée à l'explosion sociale dans les banlieues des tours et des barres : on tire à vue sur des adolescents à La Courneuve, on met le feu aux voitures à Vénissieux. Deux ans plus tard, exorcisme, mesures concrètes. On verra la président de la République, inaugurant un curieux chantier, devant les débris de quelques tours dans ce quartier de Vénissieux, que la France s'est choisie comme bouc émissaire.

Elle n'est pourtant ni la plus vétuste, ni la plus ancienne, ni la plus mal construite. Édifiée de 1964 à 1974 sur les plans d'un architecte, grand prix de Rome, Eugène Beaudouin, mort en janvier 1983, les quarante-cinq tours de Vénissieux sont typiquement le produit des principes — simplifiés et caricaturés — de l'urbanisme moderne (vive le soleil et l'air pur qui manquaient



La démolition d'une tour aux Minguettes en septembre 1983.

tant dans les taudis d'autrefois) et des impératifs de la construction industrialisée (répétition des formes, monotonie des matériaux, des hauteurs et des dispositifs). Ah ! cette ligne noire qui souligne chaque panneau des façades, comme un faire-part de deuil...

Mais personne ne pense que seule l'architecture puisse expliquer le malaise. L'accumulation des handicaps, la promiscuité, exaltent l'intolérance, cet enfermement dans une espérance qui n'ont pas choisi de vivre là et qui n'auront pas eu le temps d'établir des liens, d'entretenir une mémoire.

On le voit aussi bien à Liverpool, dans la banlieue de Rome, à Marseille, à Toulouse, à Villaurbanne ou aux Minguettes. Une complexité dont rend compte le reportage attentif de Laurent Greilsamer qui a, eu fi des jours, rencontré, côtoyé des habitants et des élus, des jeunes et des policiers. Le mal est commun aux pays industrialisés qui n'ont pas su construire, dans la hâte, et la précipitation de l'après-guerre, des villes immédiatement harmonieuses, qui n'ont pas pu donner à toutes les catégories sociales un cadre de vie satisfaisant, des quartiers correctement équipés, animés, et bien reliés au cœur des villes traditionnelles.

Aujourd'hui, les experts voyagent, se rencontrent, s'informent. Les Américains viennent visiter les Minguettes comme les élus français allaient dans le Bronx à New-York, pour voir, comprendre, trouver des formules. Des commissions travaillent, distribuent des subventions exceptionnelles, fourbissent des projets de rénovation, calculent — serré — le coût des démolitions.

L'histoire est allée très vite. Années 50-60 : construction. Années 60-70 : contestation. Années 80 :

rénovation, transformation, démolition. La CCI, au Centre Pompidou, vient d'éditer une plaquette intitulée « Banlieues fragiles », qui rend compte très clairement de cette histoire ultracondensée.

Dès 1973, des directives ministérielles « interdisaient » en France la construction de grands ensembles : plusieurs milliers de logements, trop de HLM au même endroit, des bâtiments trop longs, ou trop hauts. Terminé ! On allait encourager la maison individuelle pour répondre, même dans la « social », aux vœux des Français. « Entre les outrances collectivistes et l'individualisme forcé », Valéry Giscard d'Estaing écrivait, une troisième voie, celle de l'urbanisme à la française. Déjà les « meneurs » ardents de la mission Banlieues 89, aujourd'hui rattachée au premier ministre sous le haut patronage de M. Mitterrand, faisaient, pour la compte de Michel d'Ornano, leurs premières armes en organisant une « consultation pour l'habitat ». Avant d'explorer dans la fièvre, les vraies questions étaient déjà posées, latentes.

Au même moment, en Italie, un chantier exceptionnel continuait, celui de la barre la plus colossale, de l'immeuble le plus long du monde : mille mètres de long sur la crête des collines, dans la campagne romaine, aux portes de la Villa éternelle. Un manifeste des architectes italiens, fiers de se lancer enfin, longtemps après la France, dans le « coffrage tunnel », et de tracer le chemin de grue le moins acrobatique qui soit.

Dix ans de chantier. Aujourd'hui, le Corviale est habité sans enthousiasme. « Les médecins enterrent leurs erreurs, disait Oscar Wilde, les architectes pas. » Seule la dynamique, un jour...

MICHELLE CHAMPENOIS.

UNE SEMAINE CHEZ CEUX DES MINGUETTES

« Un article ? Faites quelque chose de positif... »

par Laurent Greilsamer

LA première impression (la plus décisive...) : la campagne dans la ville ou la ville à la campagne. Étonnant.

L'œil cherche la façade lépreuse. Rien ! Le regard fouille. Pas grand-chose. Une ZUP ordinaire. Pinotée réussie.

Premiers contacts. Un article ? Le Monde ? Sospirs. « Faites quelque chose de positif ! Dites bien que c'est pareil à Vaulx-en-Velin ou à La Courneuve. »

LA FRANCE a choisi les Minguettes. Pour se faire peur, pour ne pas en croire ses yeux. Cette banlieue-béton, située au sud de Lyon, est devenue une banlieue bouc-émissaire.

Bagnoles brûlées ? Immigration incontrôlée ? Urbanisme ubuesque ? Par ici les Minguettes ! Comme si cette ZUP avait pour fonction de mimer le mal-vivre des cités construites en trois coups de cuillère à pot dans les années 60. Avec son ambiance, sa délinquance, ses Beurs, ses beaux et ses braves gens.

POURQUOI les Minguettes ? Pourquoi ce mauvais renom tenace ? « La population n'est pas pauvre sur la ZUP, explique Jean Grané, chargé de mission de Logirel, organisme d'HLM. Le problème des Minguettes, ce n'est pas un problème de pauvreté. En revanche, nous avons une

population de jeunes Maghrébins de la deuxième génération qui réagit très violemment aux conditions qui lui sont faites. Je ne connais pratiquement pas de « pères » chômeurs mais beaucoup de fils d'immigrés sans emploi.

« Il y a eu les rodéos, 1981, les médias. Ça a été fatal. Ils ont pris cette possibilité pour se faire reconnaître. Dans l'esprit des jeunes, il y a le sentiment qu'ils sont à part, qu'ils ont à faire l'objet d'une considération.

« Leur quête d'une reconnaissance à une part négative — la délinquance, la violence — est positive : la marche des Beurs, la création de l'association SOS-Avenir Minguettes. C'est une révolte qui transparaît de différentes façons. Il existe une revendication d'égalité, une lutte anti-raciste. Parfois, la prise de conscience n'arrive pas à se déployer de la délinquance. »

ÉTÉ 81. Les Français découvrent que l'on brûle des voitures volées dans les banlieues, que des jeunes s'amusent à faire des « rodéos » dans les ZUP. Le mythe des Minguettes est né : « Les jeunes ont ici une facilité phénoménale à s'opposer aux interventions de la police, explique Jean-Pierre Gallier, inspecteur et syndicaliste. Ils forment en une seconde, des groupes serrés.

« En 1981, il y a eu un phénomène psychologique. Les

jeunes ont interprété le socialisme comme une certitude de laxisme. Il y a eu des tests pour voir les réactions : des rodéos, des feux de bagnotes. C'étaient des sortes de feu de joie. Ils narguaient le droit, la puissance, publique. L'erreur du pouvoir en place aura été de ne pas démentir, de ne pas dire : la liberté, d'accord, mais ne faites pas les cons. »

LES MINGUETTES ne supportent plus d'être montrées du doigt, d'être la « cité maudite ». Et Alain Delon qui voulait y tourner les extérieurs de son prochain film ! Le maire s'est mis en colère. Les jeunes parlaient déjà de former des commandos. Exit Delon.

M. MAURICE JOANNON est l'un des huit conseillers municipaux RPR de Vénissieux. Le syndrome Le Pen l'enveloppe doucement mais sûrement. « C'est personnel », dit-il. Mais derrière ce chauffeur routier de quarante-neuf ans, il y a une bonne partie du RPR de l'Est lyonnais. « Les gens, ici, sont pour Le Pen. Vous avez toute la police qui est pour Le Pen. »

Il est bleu-blanc-rouge, M. Joannon. De la tête aux pieds. « Je veux rester dans ce quartier pour voir jusqu'où ils iront. Je veux rester par patriotisme. Pour bien faire comprendre que les Minguettes ne seront jamais algériennes. A chaque occasion, je sors le drapeau français. A

Noël, les morveux criaient sous nos fenêtres : « Les Minguettes algériennes ! »

Bleu-blanc-rouge et contraint de se priver de vacances. « Vous tournez le dos, vous vous faites cambrioler. Alors, l'histoire de partir trois semaines, un mois, c'est fini. On va à la montagne une journée et on revient. L'insécurité, les gens la ressentent ici. Le matin, vous descendez dans la rue sans savoir si vous allez retrouver votre voiture. Les familles potables se sauvent en courant, même les Algériens. Les communes de l'Est lyonnais sont devenues des décharges, obligées d'accepter la merde des autres municipalités. »

La faute à qui ? Aux communistes, assure M. Joannon : « Nous sommes attachés à Moscou. Ici, c'est vraiment le fief, la maison mère communiste de la région. Des conseillers municipaux sont partis en brigades pour le Nicaragua avec notre fric. Nous avons une antenne médicale, je crois... à Managua ! »

M. Jeannon regrette. Il regrette ce « gâchis ». Il relève : « La population d'origine étrangère ne s'inscrit pas sur les listes électorales, ils ne veulent pas. On va bientôt arriver à un stade où un quart seulement des électeurs voteront. » Il relève aussi : « Aux Minguettes, il n'y a jamais eu de bagarres raciales. Mais c'est les gosses ! Qu'on me parle pas de chômage, ils ont douze, treize, quatorze ans. Je

dis aux pères : « Gardez vos merdeux chez vous. » Les gosses traînent jusqu'à 2 heures du matin ! Je leur dis : « Mais qu'est-ce que vous faites ? C'est pas possible ! Vous êtes des melons ! Tenez vos gosses, nom d'une pipe ! C'est un problème d'éducation. »

« Les Indochinois, ils s'intègrent. Six mois, ça y est. Les Arabes, au bout de quarante ans, c'est pareil. »

UNE FUITE, une hémorragie. De 1975 à 1982, Vénissieux a perdu 15 000 habitants. En 1960, il y avait 29 000 habitants, 80 000 en 1975, 65 000 aujourd'hui.

Les Minguettes ont constitué une ville dans la ville en groupant la moitié de cette population. Cette ZUP a connu jusqu'à 40 000 habitants. Il n'y en a plus, aujourd'hui, que 25 000.

« Environ 60 % des habitants de la ZUP sont d'origine étrangère. Plus de 50 % de la population des Minguettes a moins de vingt-cinq ans. »

Et cinquante et une nationalités cohabitent. Mal.

QUI PREND la responsabilité de louer tel appartement dans tel quartier à telle famille ? Question-clé. Jusqu'en 1969-1970, l'attribution des appartements revenait à la mairie. M. Houël a dû céder cette prérogative à ce moment-là. « Lorsque la loi a créé les communautés

urbaines, mon droit a été transféré. Les populations à fort pourcentage d'immigrés sont arrivées de Lyon et Villeurbanne, chassées par des opérations d'urbanisme. On nous a amené des populations dont ces villes ne voulaient plus parce que pauvres, déshéritées, étrangères. »

Les organismes d'HLM propriétaires du « parc immobilier » sont alors restés maîtres du jeu. Onze organismes sans politique commune et ne partageant pas les mêmes conceptions.

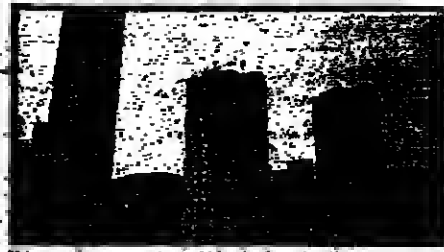
LA ZUP comprend 7 271 logements locatifs, et 2 400 ne trouvent pas preneur. Ici, on appelle cela la « vacance ». Le mal endémique des Minguettes. Il y a bien 900 personnes qui arrivent tous les ans, mais 1 200 font la démarche inverse.

Pendant ce temps, plus de 4 000 personnes mal logées, prioritaires, sont inscrites au fichier de la préfecture du Rhône.

Ces chiffres ne disent pas que l'arrivée massive de ces mal-logés ferait « exploser » les Minguettes.

SI VOUS DITES Minguettes, vous pensez Toumi Djaidja. Vous faites erreur. Toumi Djaidja, vingt-deux ans, c'est déjà le passé. « Oubliez-moi un peu », demande le jeune Beur, animateur de la

(Lire la suite page IV)



CEUX DES MINGUETTES

« Été 1981 : l'erreur du pouvoir en place aura été de ne pas dire : la liberté, d'accord, mais ne faites pas les cons. »

(Suite de la page III)

grande marche des immigrés de la deuxième génération, en 1983, aux journalistes. « Oubliez-moi ! »

Les jeunes de la ZUP l'ont déjà oublié. Toumi a perdu de son aura. Une nouvelle génération — déjà — le pousse dans le clan des « vieux ».

Toumi, condamné, gracié, ne correspond plus à l'image du délinquant qui a été donnée de lui. « C'est un sacré personnage », dit M. Claude Dillas, maire adjoint (PS). Je le respecte beaucoup. Il a eu le courage de dire, en 1983 : « nous faisons des conneries, il faut arrêter. Il y a moyen de faire autrement. La plate était tellement bête que le message n'est pas passé. »

M. Maurice Joannon, conseiller municipal RPR, admet que Toumi a changé. « Ce gars-là cherchait à en sortir. Un mandat d'amener traînait depuis un an et demi contre lui. Et, tout à coup, paf ! on l'arrête, on le juge. C'est inadmissible. Il fallait alors l'arrêter tout de suite... »

Aujourd'hui, deux mois après sa sortie de prison, Toumi Djaidja vit aux Minguettes et suit une formation professionnelle pour devenir éducateur.

ALI, vingt ans, se fâche. « La délinquance, la délinquance... Il y en a partout ! » Les jeunes Arabes des Minguettes n'apprécient pas l'étiquette de délinquants qu'on leur colle dessus automatiquement. « Pour sept ou huit loubards qui foutent la merde, on fait tout un foin. Qu'est-ce que tu ferais, toi ? Tu les arrêterais. Alors, qu'ils les arrêtent ! Mais la délinquance, ça les intéresse. Ah ! ils savent l'utiliser la délinquance ! » Ali explique que la mairie exploite le sentiment d'insécurité pour bénéficier de crédits et de prêts de toute nature. Il n'en démont pas.

Mais son vrai souci, c'est Le Pen, le racisme. « Alors là, on fait les bagages. Mais Le Pen, il tiendra pas. Il se fera descendre, ce type, c'est pas possible ! »

TOUT ALLAIT BIEN. Et puis tout s'est déglingué. La

contradiction est devenue trop forte entre le mode de vie des ouvriers professionnels des Minguettes et les familles d'origine étrangères. Les Minguettes ont permis de résoudre les derniers signes de la crise du logement à la fin des années 60. L'explique M. Jean-François Rajon, directeur de Logirel, organisme HLM. Mais en même temps, toute une partie de la population de cette ZUP a vu ses revenus progresser. Des gens ont commencé à partir pour vivre dans des pavillons. L'époque des « chalandonnettes » est arrivée. La tranche supérieure des revenus a été aspirée par les logements individuels sans qu'elle soit renouvelée. C'est dommage. C'est elle qui équilibrait la ville. Il y a eu la tentation de louer alors à une population étrangère.

RETOUR en arrière. Nous sommes au début des années 60. Les pouvoirs publics projettent de créer une ville. Une ville toute neuve à l'image de l'expansion.

M. Marcel Houël, ancien maçon, maire communiste de Vénissieux depuis 1962, se souvient : « J'ai rencontré à l'époque le préfet qui m'a expliqué qu'il avait reçu des consignes pour repérer des sites pour construire des ZUP. Il m'a dit : « nous avons choisi une partie de votre commune, le plateau des Minguettes. Ou vous participez à la naissance de la ZUP et vous adaptez les choses... ou on la fait sans vous... » Alors, on a participé. »

En 1962, il y avait un nombre excessivement important de demandes de logements. Des travailleurs, des rapatriés d'Afrique du Nord... La région connaissait un boom économique... Il y avait un besoin de main-d'œuvre. Je me suis mis en rapport avec l'Office des HLM du département. J'apportais le terrain moyennant quoi j'avais le droit au bail. Le service du logement de la ville assurait l'attribution des appartements.

A l'époque, les autorités ont voulu construire vite, à l'économie. On déplaçait les grues le moins possible pour

des raisons financières. Les tours poussaient tout autour, parfois à 8 mètres de distance. On utilisait des éléments lourds préfabriqués. La société d'aménagement a réalisé beaucoup de F 4 et de F 5... Tout de suite, des familles nombreuses se sont agglomérées... La vie a été tranquille jusqu'en 1975-1976.

M. Houël se souvient. Il se souvient de son rêve de bâtir une ville tranquille, prospère. Un rêve de Brasilia pour un ancien délégué du syndicat des maçons de Lyon.



Dans la tour où j'habitais, il y avait soixante-deux logements et deux cent cinquante mètres qui montaient et descendaient sans arrêt par l'ascenseur. On avait l'impression d'étouffer. Les dégradations ont commencé. Les ascenseurs tombaient tout le temps en panne et le phénomène s'est amplifié. En 1975, le maire a donné un coup de poing sur la table et a demandé que plus aucune

famille immigrée ne soit logée aux Minguettes. Les organismes d'HLM ont dit d'accord et puis...

Les premiers incidents graves, je les ai vus de ma fenêtre en 1979. Des agitations de rue... des jeunes qui commencent à faire franchise-mensur pour aux petites gens, qui prenaient un malin plaisir à effrayer. En 1980, il y a eu les premiers rodéos... en 1981, l'explosion. Un certain nombre de jeunes, qui avaient accumulé des handicaps scolaires, d'emploi, ont cru que, avec la gauche, c'était arrivé, qu'ils pourraient trouver du travail.

TOUJOURS PLUS ! Les habitants et la mairie voudraient plus de policiers. Les pouvoirs publics indiquent que là n'est pas la solution.

contrôle social disparaissait. Il y avait une multiplication de faits divers : dégradations, vols, agressions de locataires, viols. Les tours coûtaient plus cher vides avec le chauffage et les charges qu'à moitié remplies. Un cheminement intellectuel s'est fait. En décembre 1980, nous avons pris la décision de fermer trois tours.

J'avais suffisamment de logements vacants... Je ne pénalisais personne. Et j'aimais en plus un urbanisme. Plus d'ensoleillement, des espaces verts de qualité, des parkings. Détruire, c'est une démarche ultime. On peut le faire si l'on a un projet.

Logirel aurait souhaité démolir davantage. M. Pierre Maitroy a seulement donné son accord pour trois tours — qui furent démolies en 1983. Trois. Pas plus. Détruire ? L'idée a fait son

Il y a quatorze familles dont les gosses sont multi-récidivistes, dit un policier. Il vaudrait mieux les foutre à la porte pour trouble à la jouissance plutôt que de voir expulser des gens tranquilles qui ne paient pas leurs loyers.

Avec moins de cent familles relogées ailleurs, on résout 95 % des problèmes, assure M. Claude Dillas, conseiller municipal PS.

Les autorités devraient avoir le courage d'éloigner soixante-dix familles à problèmes, dit le maire, qui précise qu'il ne s'agit pas seulement de familles immigrées.

Nous, ce qu'on demande, c'est l'expulsion de soixante-dix familles, confirmée au RPR. Elles sont connues. Qu'on leur foute la frousse. Il faut les disperser.

LA ZUP est une ZEP. En clair, zone d'éducation prioritaire. Miracle, le vandalisme dans les écoles a disparu depuis quelque temps. Le taux d'absentéisme est en nette régression. L'école n'est plus un foyer de violence.

LE MAINTIEN de l'ordre ? Quel ordre ? Il est devenu impossible de faire des perquisitions ou exceptionnellement, assure M. Jean-Pierre Gallier, du syndicat national autonome des policiers en civil. Avant chaque intervention, il faut prendre des précautions, peser le pour et contre. Le grand credo, c'est : « Vous pouvez tout faire sauf troubler l'ordre public. » n'intervenez pas si ça doit foutre la pagaille. On a préféré l'apparence de calme au calme. Les policiers sont démobilités. Les Minguettes sont une zone de non-droit pour la petite délinquance.

Le commissaire divisionnaire Daniel Quentin, responsable de Vénissieux depuis 1978, proteste. « Ce n'est pas vrai. Dire que les Minguettes sont une zone de non-droit est profondément injuste. En 1984, nous avons procédé à plus de 200 arrestations pour vols, violences, cambriolages. Nous avons enregistré 6 400 plaintes contre 7 349 en 1983. Sur le terrain, on ne se fait plus agresser comme avant. Il n'y a plus cette ambiance d'émeute qui était si caractéristique. Beaucoup de types ont été mis à l'ombre. Même si ce n'est que quelques mois, c'est dissuasif. »

Nous faisons du maintien de l'ordre à dose homéopathique dans les zones sensibles, explique le nouveau préfet de police, M. Georges Peyronnie. Cela signifie que nous ne désertons aucun quartier, mais aussi que nous ne faisons pas de provocation. Ce que je cherche à promouvoir, c'est le gardien de la paix-citoyen, l'illatier. Je fais du maintien de l'ordre en bas-kei.

L'APAISEMENT est toujours précaire. La solidarité antilles toujours à fleur de peau. Le 23 décembre dernier, coup de fil au commissariat. Une voix chuchotante affirme

« Si je m'appelais Aïcha... »

ELLE règne sur son F 4. Sous les lits, sur les armoires, c'est nickel. Ça ne rigole pas dans cet appartement du quartier « bourgeois » des Minguettes, le secteur Léo Lagrange, où l'on trouve des HLM et pas seulement des HLM.

Elle a une soixantaine d'années et elle rêve à haute voix : « Ah ça serait beau ici... Vous voyez ça l'hiver, mais au printemps, en été, faut voir comme c'est joli les Minguettes. Des fleurs, monsieur, des fleurs, partout... » Fin du rêve : « Mais voilà, on s'accorde pas avec le maire. » Un ton plus bas : « Il est communiste. »

Elle parle lentement, elle s'est installée sur le rebord d'un canapé... « Ici, on soutient les gars... », alors non... De l'ouvrier communiste à l'ouvrier RPR, tout le monde est mécontent... Dire qu'ils ont gracié Toumi Djaidja, là, vraiment c'a été la levée de boucliers. On ne

comprend pas Mitterrand, fallait pas qu'il fasse ça... S'il y avait pas eu l'écclésiastique [Christian Delorme, prêtre du diocèse de Lyon, qui travaille à la Cimade], il aurait pas fait ça. L'écclésiastique, c'est un chef de bande... Pas voleur, hein... C'est un prétre extrême gauche. Ils se réfugient chez lui et il les aboie. C'est pas beau... Il soutient les délinquants et nous, nous souffrons de cette délinquance. »

Les mots se suivent, les phrases. Sans question. Cette ménagère ne quitte pas les approbations. « Y a pas que les Maghrébins, y a aussi les Portugais, les Yaogaslaves, les gitans... Il y a aussi des délinquants français. Ils sont en âge de faire leur régime, mais ils font des bras d'honneur à la France... Ici, c'est ville ouverte, c'est la passe-droite. La police... ? c'est la honte... ils ont pas le droit d'intervenir. »

Elle laisse filer les secondes : « On est assassiné... On suspend sa respiration. On est assassiné... par les impôts locaux ici. J'ai donné dans les 2 600 francs cette année. Si je m'appelais Aïcha, j'irais à la mairie, j'aurais ce que je veux... »

Pourquoi Le Pen a pris ? Parce qu'il a dit : « La France aux Français ! » En Suisse, en Allemagne, ils les font partir les étrangers... Nous, on les fait rentrer... Je suis pas raciste ! Dans la rue, j'embrasse des Algériennes, des Italiennes... Moi, je veux rester dans ce quartier, mais tout le monde s'en va. On a une école où on se venge : « On va faire front, vous savez ! Avec des immigrés qui valent la coup, qui travaillent, payent leurs loyers, on veut former un bloc... Ça c'est beau... On va le faire. Un jour, on mettra les autres dehors. »

CANTONALES 1982. Canton de Vénissieux-Nord : M. Houël (PC) est élu avec 6 662 voix contre 3 143 à M. Ferrari (RPR). Canton de Vénissieux-Sud : M. Fischer (PC) est élu avec 4 982 voix contre 2 231 à M. Joannon (RPR).

1984, les Européennes à Vénissieux : 4 077 voix au PC, 3 171 à l'opposition UDF-RPR, 2 943 au PS, 2 167 au Front national, etc.

DÉTRUIRE, disent-ils. Le premier, M. Jean-François Rajon, directeur de Logirel, l'un des principaux « propriétaires » d'HLM aux Minguettes, a détruit trois tours sur les neuf que comptait le quartier de Monmousseau. « Ces tours vivaient mal, explique-t-il. Le toux de vacance des appartements tournait autour de 40-50 % et il se développait un phénomène d'insécurité. Un certain

Cent cinquante gradés et gardiens de la paix font partie du corps urbain, vingt inspecteurs et enquêteurs forment une unité de police judiciaire et administrative. Parallèlement, vingt-cinq inspecteurs de la sûreté urbaine travaillent sur ces communes et Saint-Priest ainsi que sur les troisième et huitième arrondissements de Lyon.

chemin. M. Houël, maire de Vénissieux, se dit qu'après tout... « Mon opinion, nous-a-t-il déclaré, est qu'il faut démolir entre douze et quinze tours après avoir réfléchi à ce que l'on mettra à leur place. »

APRÈS LA DÉLINQUANCE, le grand banditisme. C'est la nouvelle inquiétude des autorités. Déjà, en 1983, un pistolet-mitrailleur et des grenades avaient été découverts dans une gaine de vide-ordures.

La police a arrêté récemment une bande des Minguettes après un hold-up commis à Brive, en Corrèze.

IL SUFFIRAIT de peu de choses... Par exemple, d'éloigner les familles à problèmes. C'est le raisonnement de beaucoup. Des listes circulent, notamment de familles d'origine nord-africaine dont les enfants ont commis de nombreux délits.

«...son voleur est... l'escalier comme... qu'il faut venir... La voix, c'est... à qui un jeune M... à voie 8 000 F qu... auparavant.

Un break de la... me. Le voleur est... les gardiens de la... s'emparent en docu... et assomment dans leur vé... y même se met alors... à vouloir conduire... une jeunes vociféran... entent. Une mêlée s'e... les policiers sont blessés.

Rei, les bons flux... mauvais coups. La d... singe dans le break... des flics le camp.

LA TOUR 103, à... nouveau, est en tra... danger. La réhabili... «...magique, ici... arché. Dans le ba... «...se » les murs pou... gés par trois l'espè... aussi, on ferme les... en cause d'insécurité... de des locaux associat... range, on améliore les... aus. A chaque étag... une appartement... uniforme en studio. L... s'arrangé en celliers... plus parmi d'autre... ar 103 ne va pas se r... Sur le chantier, 40... aniers sont des jeun... s'orient en formation... sociale.

Logirel s'attaquera... autres tours de Mo... em. L'Office public d'... s'agit du département... (OPAC) avait... exemple, il y a deu... les le quartier Arm... des succès.

LES COMMERCE... auent. Il y a les g... s'écroule autour de Ly... s'écroule la clientèle ; l... les Minguettes qui rej... habitants par-dessus bo... mais qui fauchent la



551 من الاموال

سكنى من الاصل



Abbas, photographe chez Magnum, a fixé les Minguettes, pieds dans les champs, la carcasse d'une voiture - métal rouillé par le feu sur fond de béton - et les rares jeunes qui acceptent le regard de l'objectif. Abbas a pris ses photographies comme des notes. En jouant sur l'espace.

que « son » voleur est là, dans la galerie commerçante Venissy, qu'il faut venir immédiatement. La voix, c'est une dame à qui un jeune Maghrébin a volé 8 000 F quelques jours auparavant.

Un break de la police arrive. Le voleur est désigné. Deux gardiens de la paix l'interpellent en douceur, le font asseoir dans leur véhicule. La dame se met alors en tête de vouloir conduire une insatiable jeune vociférant qui veut « libérer leur camarade ». Une mêlée s'engage. Les policiers sont blessés.

Bref, les bons flics prennent de mauvais coups. La dame se réfugie dans le break et le voleur fiche le camp.

LA TOUR 103, à Monmousseau, est en train de changer. La réhabilitation - mot magique, ici - est en marche. Dans le hall, on « pousse » les murs pour multiplier par trois l'espace. Au sous-sol, on ferme les caves pour cause d'insécurité et on crée des locaux associatifs. Au passage, on améliore les ascenseurs. A chaque étage, on ampute un appartement qu'on transforme en studio. Le reste est aménagé en celliers. Exemples parmi d'autres : la tour 103 ne va pas se reconnaître. Sur le chantier, 40 % des ouvriers sont des jeunes du quartier en formation professionnelle.

Logirel s'attache après aux autres tours de Monmousseau. L'Office public d'aménagement du département du Rhône (OPAC) avait donné l'exemple, il y a deux ans, dans le quartier Armstrong. Avec succès.

LES COMMERÇANTS craquent. Il y a les grandes surfaces autour de Lyon qui aspirent la clientèle ; la ville des Minguettes qui rejette ses habitants par-dessus bord ; les jeunes qui fauchent la mar-

chandise... il y a, il y a. Il y a des tas de choses pour décourager le petit monde de la boutique.

On peut le vivre sur le mode de la colère, et de l'incompréhension. « Nous sommes au centre de la merde, crie un pharmacien, X... a reçu un coup de poing américain hier mais il ne veut pas le dire par peur d'avoir des ennuis. Y... a eu sa vitrine cassée il y a deux jours. Une même a été agressive à la poste. Les artistes à Mitterrand sont arrivés et sont repartis aussi sec. »

On peut aussi le vivre sur le mode de l'inquiétude raisonnée. M. Claude Cerutti, opticien, parle doucement. C'est aussi le président de l'association des commerçants et le conseiller municipal PS qui s'exprime : « Notre chiffre d'affaires a pris une claque épouvantable. On est propriétaires de nos murs et on s'est endettés jusqu'au cou. Je finis de rembourser cette année. On est piégés parce que c'est très difficile de vendre aux Minguettes. »

M. Cerutti n'est pas un fan de la présence policière. Il la

trouve quand même légère : « C'est vrai, le problème de l'insécurité est dans la tête des gens mais, du côté des pouvoirs publics, il n'y a pas d'efforts très convaincants. On a un peu survécu. Deux flo-tiers à 18 heures, c'est un peu ridicule. »

LES COMMERÇANTS CRAQUENT. Certains ont déjà craqué. Ils ont pris la fuite avec une partie des habitants. Le SUMA a déménagé en une nuit. Dans le quartier de la Démocratie, le pharmacien vient de tirer le rideau après le buraliste, dix-huit fois cambriolé, multi-récidiviste de la grève de la faim, le boulanger, le coiffeur et tous les autres. Reste, sur le champ de ruines, un petit épicer syrien et un boucher algérien perdus dans un centre commercial trop grand pour eux, au milieu de tours vides d'habitants.

LE PCF COMPREND. Il y a un problème. Il le dit. Il faut « changer la vie à la ZUP... vivre mieux », écrit-il dans une charte.

On peut lire : « A Vénissieux, la population immigrée excède 25 %. Elle atteint 30 % à la ZUP. Cette situation est contraire aux intérêts de tous. » La mairie demande notamment « l'arrêt de toute implantation nouvelle de familles étrangères dans la commune et plus particulièrement dans la ZUP (...) ». C'était en 1976. Déjà.

JEUDI. Une voiture de police circule dans la ZUP. Longue incursion dans les quartiers de Monmousseau puis dans les secteurs de la Démocratie, de la Pyramide. La voiture rentre dans la Darnaise puis les quartiers Lénine et Thorez. Aucun incident, aucune hostilité. Le froid, peut-être. Il y a encore un an, les véhicules de police ne se rapprochaient pas trop des tours de peur de recevoir des lavabos sur leurs galeries.

RAS. Rien à signaler sinon deux nouvelles voitures brûlées, abandonnées sur des parkings, et un véhicule jaune qui attire brusquement l'attention des policiers. La voiture de police freine, fait marche arrière et passe au ralenti devant le véhicule suspect occupé par quatre jeunes engoncés dans leurs anoraks, mentons plongés dans des keffieh. Le brigadier relève l'immatriculation ; ses deux collègues dévisagent les jeunes qui ne bronchent pas.

Conclusion du flic de base : « C'est pas extraordinaire mais ça va mieux. Ça se tasse. »

M. LOUIS RIGAL est un « poids lourd ». Il est avocat et président - depuis vingt-six ans - de l'Office HLM de la communauté urbaine de Lyon. Aux Minguettes, c'est le plus gros « propriétaire » parmi les onze organismes HLM qui se partagent le patrimoine immobilier locatif. Le quartier de la Démocratie - dix tours - c'est lui ; le quartier de la Darnaise - quinze tours - lui aussi ; une partie du secteur Léo-Lagrange, encore lui. En tout, deux mille trente-six logements. Et, dans l'ensemble, un formidable échec.

La Démocratie agonise. Sur six cent quarante logements, cinq cent soixante-douze sont vides. Sur dix tours, sept sont inoccupées, murées jusqu'au deuxième étage. On ne décrit plus ces immeubles morts, battus par le vent, qui se déglacent doucement mais sûrement. « Je gèle la Démocratie cette année, tranche M. Rigal. Nous allons reloger les gens qui restent, soixante familles, à Vénissieux ou ailleurs. On ferme et on attend des jours meilleurs pour voir. Nous considérons qu'il faut repartir de zéro. C'est presque une calamité agricole, vous savez. »

La Darnaise sombre. Sur neuf cent quatre-vingts logements, quatre cent soixante-cinq sont désertés. Les ascenseurs tombent en panne sans arrêt. Les boîtes aux lettres sont éventrées. « Les gens vont récupérer des lavabos, des compteurs, des tuyaux et cela crée des inondations », se plaint M. Rigal. Mais nous allons essayer d'enrayer le processus de désaffection. Nous allons peut-être geler une ou deux tours. Ou démolir... Plus personne ne veut y aller, monsieur ! »

M. Rigal n'a pas bonne presse. On le soupçonne de suivre la politique du pire, on l'accuse de ne pas entretenir ses immeubles, de loger n'importe qui n'importe où. M. Rigal balaise la contestation : « Rien ne peut être fait sans le retour de la sécurité. J'ai dix permanents sur le terrain. C'est la rage ou le désespoir, le lundi, quand vous voyez tout ce qui a été démoli le week-end. »

M. Rigal joue les incompris : « On m'accuse de tous les maux ! Il faut bien accuser quelqu'un. On m'a accusé d'avoir mis des Cinghalais, des Khmers, des harkis dans mes tours. Mettez-vous à ma place : j'ai des appartements libres, on me les demande... Ou alors, on se suicide. »

En 1984, l'office de la Courly de Lyon a perdu 20 millions de francs aux Minguettes.

IL Y A des « petits merdeux », c'est sûr. Aux Minguettes, l'expression englobe

les jeunes de douze à seize ans qui traînent sur la ZUP, chahardent dans les magasins, occupent quelques heures des appartements vacants, volent des auto-radios, alimentent les recycleurs. Les « petits merdeux » entretiennent un climat. Par leur seule présence. « Faut les voir, souffle un locataire, ils traitent les flics de pédés, leur font des bras d'honneur et les autres, ils ne bronchent pas. »

Les « petits merdeux » font la loi. M^{me} Andrée Chazalotte, sociologue, l'avait constaté il y a plus de dix ans dans une étude. « Il existe un rapport de force en défaveur des adultes, dit-elle aujourd'hui. Les habitants, confrontés à un très grand nombre d'enfants le vivent comme ça. Le déséquilibre démographique entraîne une insécurité des adultes par rapport aux enfants, à leurs propres enfants. »

IL Y A les « petits merdeux » et les « Binocetals ». Les aînés absorbent parfois ces barbituriques avec de l'alcool. Pendant cinq à dix minutes, ils sont « dans le jazz ». Les mecs, alors, y pètent le pare-brise d'une bagnole comme ça. Pour le plaisir. Ça leur plaît, quoi. »

PEUT-ON parler d'après ? Après la crise des années 80, après l'histoire de cette ville se vidant de ses habitants... Peut-on se risquer à rêver d'une autre ville ? M. Guy Fischer, conseiller municipal PC reste prudent. « Nous pensons que si nous stabilisons la situation dans les quatre années qui viennent, nous aurons bien travaillé. Les Minguettes, selon nous, c'est vingt, vingt-deux mille habitants à moyen terme. A partir de là, nous réfléchissons... Il est utopique de vouloir transformer une ville construite en quinze-vingt ans, comme ça. Les Minguettes étaient aussi habitées que Caluire, Bourg-en-Bresse, des villes faites au cours des siècles. On va remodeler - ou plutôt modeler - la ville. Il faudra plusieurs générations. »

LAURENT GRELSAMER.



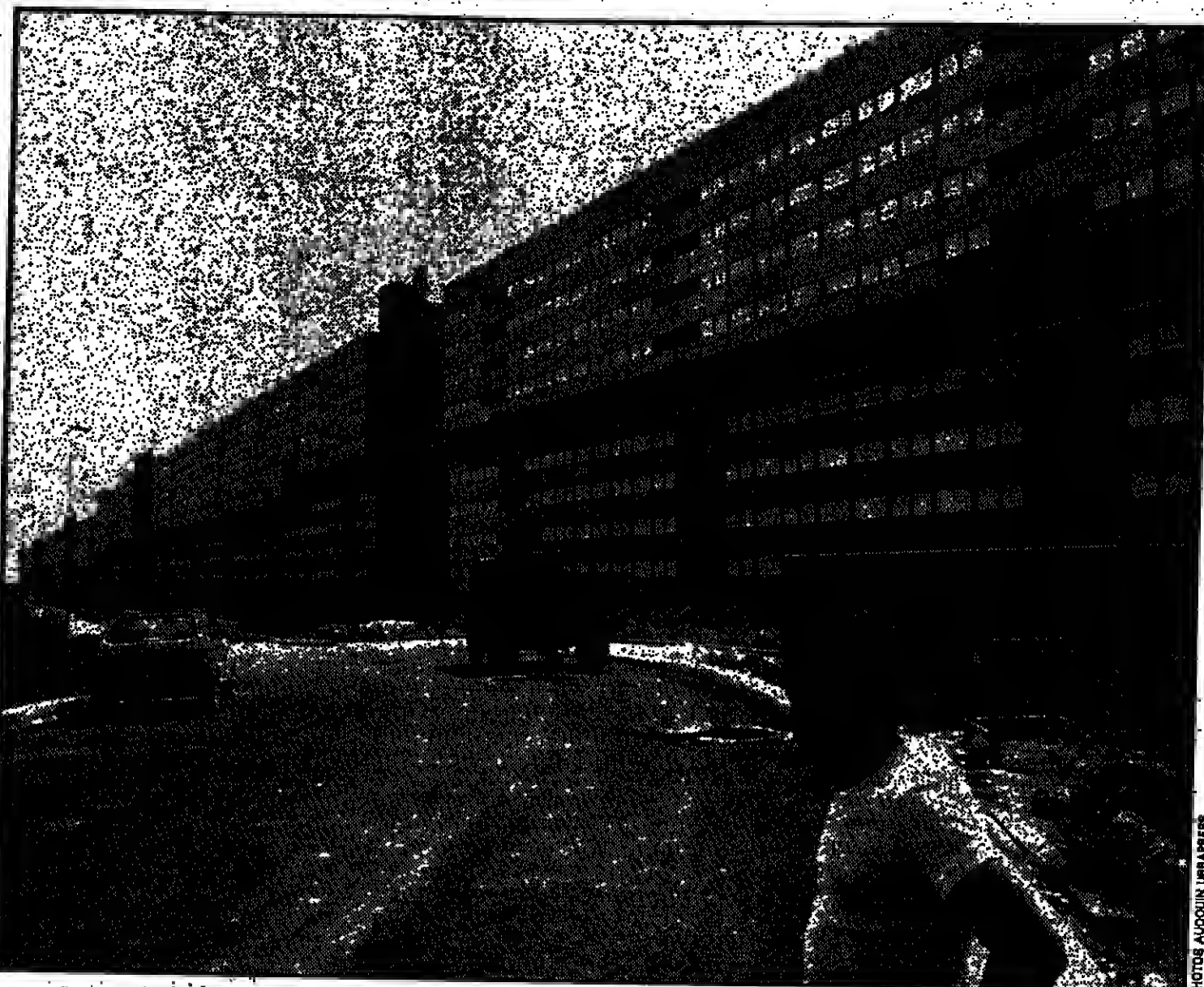
L'APAISEMENT ?

DÉGLING
trente-douze m

par Philippe Pons

Homogène, lisse, immense, l'immeuble est flanqué de cinq tours semi-cylindriques en plexiglas blen eiel qui sont supposées égayer l'ensemble. La nuit, elles sont illuminées.

Telle est la première impression du Corviale, dans la banlieue de Rome. Sans doute le plus grand immeuble du monde : 1 243 appartements (dont 700 sont occupés), 7 350 pièces, et bientôt 10 000 habitants. Une opération d'urbanisme considérée comme pilote, commencée en 1972 et achevée dix ans plus tard, à laquelle ont travaillé une vingtaine d'architectes sous la direction de Mario Fiorentino. Le Corviale est surtout l'exemple de ces constructions-manifestes intellectuels inspirés des « cités radieuses » de Le Corbusier, qui expriment le mieux l'inadéquation flagrante entre les visions abstraites de ceux qui les ont conçues et les besoins les plus élémentaires de l'indi-



en ce mois de février, les seules distractions offertes sur place. Conçu comme un complexe d'habitation autosuffisant, le Corviale est un château dans le désert.

« Être jeune ici ? Atroce ! », dit Stefano, la tête bouclée, dix-sept ans, assis sur un muret. Avec ses deux copains, il fait des tours de *motorino* (véloMOTEUR) devant la porte d'un deuxième bloc d'habitation, en contre-bas du *serpentone* (le gros serpent), comme disent de l'immeuble principal les habitants du Corviale. Le premier centre habité est à un kilomètre. En fin de semaine, Stefano et ses amis vont à Rome. Entre-temps, ils restent au Corviale. Stefano a fini l'école obligatoire. Il veut être menuisier, mais ne trouve pas de travail ; alors il passe son temps dans la rue. Il y a des bandes de jeunes au Corviale. Un peu de violence. Certains se droguent, comme en témoignent les seringueuses qu'on trouve de temps à autre dans les parkings. Le vandalisme, les petits vols, sont fréquents : « mais pas plus qu'ailleurs », commente, fataliste, le responsable de la surveillance.

Beaucoup de locataires hésitent pourtant à rentrer seuls le soir. Quel que soit le caractère désolé de Corviale, le « vécu » quotidien tend peu à peu à reprendre ses droits sur le « conçu abstrait ». Il s'est recréé de petites communautés. Des amitiés sont nées. « Mais on se connaît peu, on se méfie : la population du Corviale est tellement mélangée », dit une locataire qui a peint en blanc un mur à côté de sa porte, qui a muni de vitres une des béances de la construction et a installé des plantes vertes pour égarer un couloir : autant d'exemples des tentatives d'appropriation de l'espace par les locataires.

« Bientôt, on étendra le linge au quatrième étage dans les boutiques innocupées », dit en plaisantant une ménagère. Pour certaines, dont les appartements donnent sur la campagne, voir des prés et les vaches qui y paissent est un réconfort. Mais les critiques sont plus nombreuses que les motifs de satisfaction. Le droit à un logement ne signifie pas seulement l'octroi de quatre murs, même si c'est déjà un résultat important.

Le Corviale, habité depuis trois ans, n'a pas encore apporté à la majorité de ses locataires ce qu'ils attendaient.

vides, balayés par le vent, ont quelque chose de terrifiant : l'eau goutte des murs, les pas résonnent.

D'une manière générale, les habitants du Corviale se plaignent du montant des charges (de 35 000 à 50 000 livres par mois), alors que rien ne fonctionne : à commencer par les ascenseurs. Les appartements ayant dû être habités avant la fin des travaux, beaucoup de services sont effectivement inadéquats, admet le responsable de la sécurité de l'immobilier.

Aucune pharmacie, un dispensaire qui ouvre quatre heures trois jours par semaine, un seul et minuscule supermarché et quelques marchands ambulants, deux lignes d'autobus et deux cabines de téléphone public : tels sont les services du Corviale. Le cinéma, la piscine, le théâtre et les bars qui avaient été prévus sont restés sur le papier. Une fête foraine temporaire et ses manèges étaient,

Chacun a son numéro. Partout, le vent siffle allègrement dans ces espaces qui se voulaient ouverts, ajoutant le froid à la dureté des murs de ciment.

nu. « *Mal, on vit mal au Corviale* », nous dit l'un des premiers locataires. Retraité de soixante-huit ans, autrefois émigré en Allemagne, exproprié en 1975, il a été relogé dans un trois-pièces de l'immeuble. « *Je me demande*

vidu qui est contraint d'y
vivre.

En fait, la plupart des habitants du Corviale n'avaient pas le choix : familles sans logement, expropriés des *borgate* entourant Rome, les locataires de l'immeuble géant se sont vu affecter leur appartement, trop heureux souvent d'en avoir obtenu un. Et ils ont dû s'adapter aux structures imaginées pour le bonheur d'un homme abstrait, comme en témoignent ces points de rencontre, une table et des bancs de béton, couverts de poussière qui parsement les couloirs et que, visiblement, personne n'a jamais songé à utiliser.

A l'intérieur de l'immeuble, des panneaux verts, bleus ou jaunes, semblables à ceux des autoroutes, indiquent les directions. Les parkings dans le socle de ciment, pratiquement

Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

PLAGE MIDL Parc loisirs.
Choix de locations. Dépliant, tarif gratuit.
BOUSSET, 34 SÉRIGNAN (67) 32-26-17.

AYDAT-AUVERGNE
Régions des lacs et des volcans
VACANCES EN TOUTES SAISONS
Rens. S.I. 63970 AYDAY

A 12 km de Grenoble
URIAGE-LES-BAINS

Station thermale
- Rhumatologie
- Dermatologie
- O.R.L.

Renseignements :
Synd. d'Init. B.P. 10 G
38410 URIAGE
Tél. 16 (76) 89-10-27

Vins et alcools

Le lycée agricole et viticole de

LIBOURNE-MONTAGNE
« Château du Grand Bazil »
informe son aimable clientèle qu'il se
tiendra à sa disposition.

VINS FINS D'ALSACE médailles
CHARLES SCHLERET propriétaire
viticulteur à 68230 TURCKHEIM

SAUTERNES 1^{er} GRAND CRU
« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »
 École de viticulture BOMMES
 33210 LANGON, Tél. (56) 63-61-66

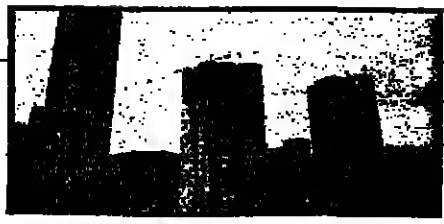
Tarifs sur demande. Vente directe.
Présent au Salon de l'Agriculture
STAND N° 879, ALLÉE N, BAT. 3.

Les personnes qui représentent la majorité de la population dans tous les faubourgs de la ville et du comté de Merseyside (la communauté urbaine de Liverpool) découvrent ainsi des vertus nouvelles, affligeantes.

A Speke, c'est un ensemble de plusieurs centaines de logements sociaux construits dans les années 30 et aujourd'hui quasiment abandonnés. A l'époque, ce sont des zones immenses des années 50 désertées pour cause de *compulsory purchase* — les résidents doivent acheter ou déguerpir. Des familles d'Irlandais, trop pauvres pour déménager, et le *gendarme* (concierger), qui vit dans son appartement du deuxième étage. « Je ne suis pas plus de rien, dit-il, appelle la police, c'est tout. Le vandalisme, ça ébranlant, n'a plus d'effet sur les fenêtres n'ont plus de carreaux mais des blâmes de tôle. Dans la cour il

هكذا من الراحل

50 من الاصل



DÉGLINGUE URBAINE A LIVERPOOL

Soixante-douze mille logements sociaux vides. La crise.

par Roger Cans

PRINCES ROAD : une large avenue à double voie, bordée d'arbres et de vastes pelouses. Des hôtels particuliers qui, de leurs façades victoriennes bien alignées, observent avec détachement les rares voitures qui naviguent entre le parc, ses tennis et son lac (Princes Park) et la cathédrale anglicane, énorme édifice de grès rose néo-gothique, achevé seulement en 1978.

Dans toute autre ville que Liverpool — ou à la rigueur New-York, son équivalent américain — on jurerait avoir trouvé là le quartier résidentiel par excellence. Erreur ! Princes Road a le malheur de traverser Toxteth, ce quartier devenu tristement célèbre lorsque, à l'été 1981, des centaines d'émeutiers — jeunes Africains et Antillais surtout — ont attaqué la police et mis le feu à des immeubles le long de la Upper Parliament Street.

Voilà des années que Princes Road a perdu ses habitants, incapables d'entretenir leurs immeubles ou de payer leur loyer. C'est aujourd'hui une avenue morte, bordée de maisons où portes et fenêtres sont condamnées à grand renfort de contreplaqué ou de tôle ondulée. Beaucoup offrent des façades héantes. Certaines commencent à perdre leur toiture. Les seuls bâtiments présentant un semblant de vie sont occupés par des bureaux d'aide sociale et des clubs pour minorités ethniques, comme le Sierra Leone Social Club ou le Ibo Social Club. On s'y retrouve le soir pour boire, palabrer, danser ou jouer aux dominos.

Mais la grande déglingue urbaine n'est pas propre à Toxteth — le seul quartier de Liverpool où les minorités ethniques

ne reste plus une voiture, pas même une carcasse désossée. Une tour de neuf étages, à deux pas du centre-ville. Curieusement, cet immeuble moderne (une quinzaine d'années) ne brille la nuit que par la colonne de son escalier, allumée du haut en bas. L'ascenseur, puissant, fonctionne encore, mais il ne dessert plus que des paliers vides, envahis de croûtes de chien, de vieux journaux et de chaises cassées. Dans un appartement laissé grand ouvert, on découvre une salle de bains fraîchement abandonnée, la baignoire pleine de détritus et la tablette du lavabo encore pourvue de ses verres à dents — avec les brosses !

Les deux frères

Deux étages plus bas, un rai de lumière filtre sous la porte. Elle s'ouvre. Un solide gaillard en maillot de corps apparaît et, d'un revers de main sur sa moustache blonde, invite l'inconnu à prendre un verre. Traditionnelle hospitalité irlandaise ! Dans l'appartement, encombré mais normalement meublé, un homme en complet-veston est blotti devant la cheminée où rougeoie le poêle à gaz, cependant que la télévision débite son programme dans le vide.

Les deux frères, deux célibataires de trente et un et trente-cinq ans, employés par la même compagnie du gaz, s'approprient à passer leur samedi soir au pub d'en face — la seule vie sociale possible dans un immeuble où, sur soixante appartements, sept sont encore habités. « Tout le monde doit partir, explique Jerry, le plus jeune. Restent les chômeurs et les gens trop

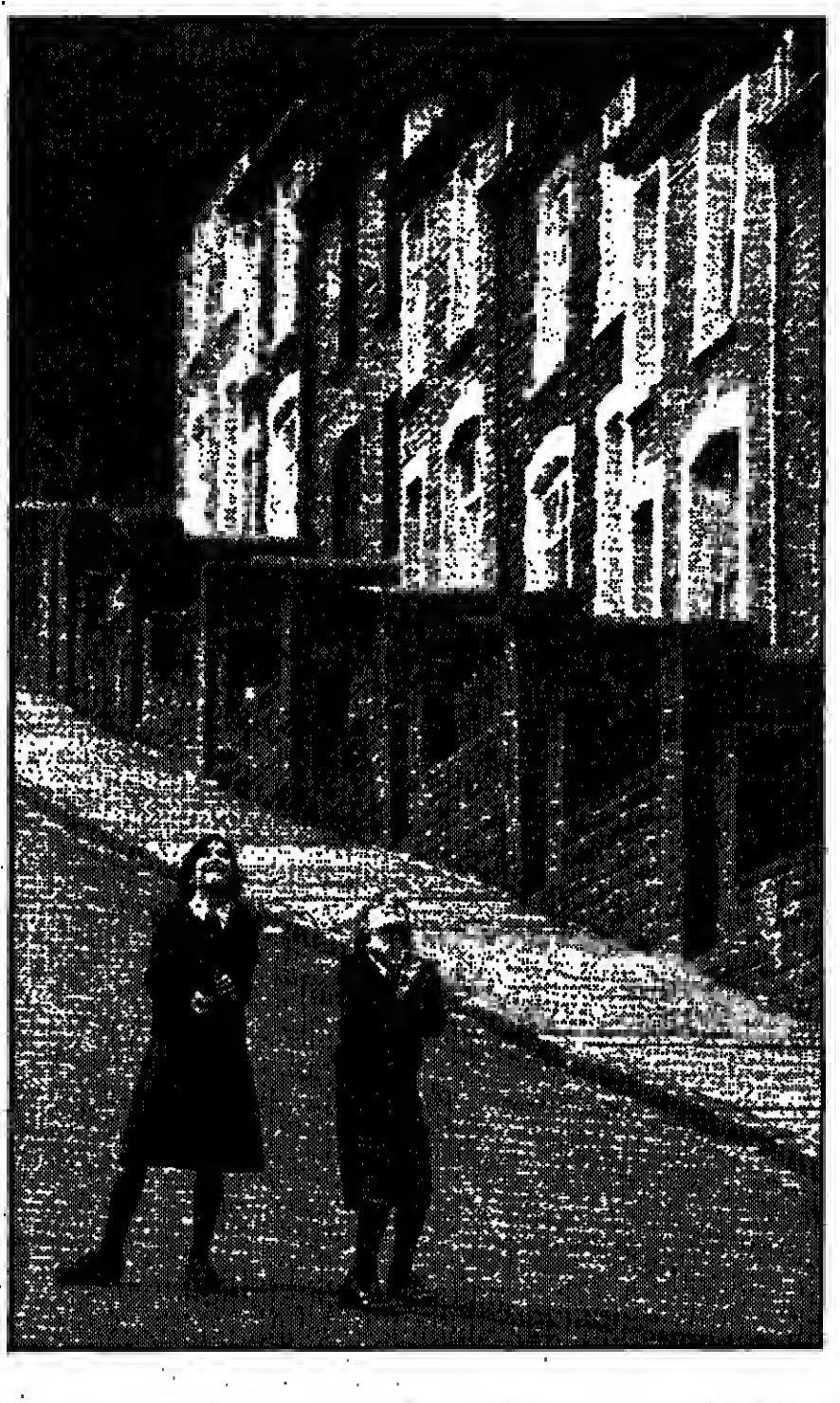
torze étages, dispersées parmi les alignements pavillonnaires. « Ici, c'est très tranquille », affirme un petit rouquin qui rentre dans son sweet home en pressant le pas. Il y a bien des portes cassées ici ou là, des étrons dans les encoignures de palier — heureusement à ciel ouvert, — mais personne, dans les Maple Towers, ne semble craindre pour sa sécurité.

A quelques miles de là, toujours à Kirkby, les mêmes tours se dressent dans un décor de désolation. Sur quinze garages, sept ont été éventrés, et les huit restants se barricadent derrière des portes renforcées — et souvent forcées, — minées d'une batterie de loquets dépareillés. Les locataires du premier étage ont bérissé leurs balcons de barbelés, soudés des grilles sur leurs fenêtres et, souvent, doivent réparer les carreaux cassés avec des planches. Dans les tours de Mercer Heights, seules les boîtes aux lettres ne souffrent pas : une fente dans chaque porte palière, à la mode anglaise. « La plaie ici, c'est le vol », explique Brian, un jeune peintre en lettres (au chômage depuis trois ans) qui vient d'emménager au quatrième étage. « J'ai dû remplacer toutes les baies vitrées qui donnent sur le palier par des panneaux de bois, renforcés par des grilles. » Un voisin, lui, s'en remet à la dissuasion classique du chien méchant, en précisant tout de même, par autocollant sur la porte, qu'il est membre du North of England Doberman Club...

Ces concentrations de béton, toutefois, sont rares à Liverpool. Et très dispersées. Les quelques ensembles encore debout sont pour la plupart abandonnés, au profit de lotis-

La crise, à Liverpool, s'est montrée implacable : une moyenne de 17 000 redondances (licenciements économiques) par an entre 1979 et 1984. Snit, aujourd'hui, quelque 140 000 chômeurs, dont 40 % ont moins de vingt-cinq ans et dont la moitié chôme depuis plus d'un an. « Avec l'Irlande du Nord, nous battons tous les records », poursuit M. O'Brien. Et le pire, c'est que nous n'avons pratiquement rien à leur offrir : pour 100 000 emplois perdus en cinq ans, nous en avons créé 8 000 ! Et, pendant ce temps-là, à Londres, ils ne songent qu'à supprimer le County Council sous prétexte de rationalité budgétaire ! »

Même l'archevêque de Liverpool, Mgr Derek Worlock, s'en est ému en chaire lors de son sermon, dimanche 10 février, mettant en garde le gouvernement contre « une banque routière sociale » au cas où il ennuierait son aide au comté.



sementes pavillonnaires construits par la Liverpool Inner City Partnership, sorte d'office municipal du logement social. Le cancer qui ronge le tissu social de l'illustre port anglais, ce n'est pas l'entassement dans le béton, mais la désertion. Même les petites row houses de briques rouges, bien alignées, perdent leurs habitants. Liverpool ne nourrit plus ses hommes. Ils la quittent.

« Il faut se rendre compte qu'en vingt ans, Liverpool a perdu le tiers de sa population », explique M. Ray O'Brien, le patron du Merseyside County Council, l'organisme mis en place en 1974 par le gouvernement central pour enrayer le processus de déglingue. « Ceux qui avaient du travail et un salaire sont allés s'installer dans les villes nouvelles, à dix ou quinze miles d'ici. Les meilleurs sont partis. Les plus démunis sont restés. »

Des immeubles de ce genre, il en existe aussi à la périphérie de la ville. A Kirkby, dans la banlieue nord-est, se dressent quelques tours de qua-

Mais comment éviter cette « banqueroute » lorsqu'une agglomération de 1,5 million d'habitants se vide de sa substance au rythme des fermetures d'usines, des licenciements et des démolitions pour « régénération » ? Comment relancer une métropole déchue où l'on compte aujourd'hui 72 000 logements sociaux vides — non compris l'habitat vétuste, — où plus de 200 000 personnes touchent une allocation d'aide sociale (supplementary benefit) et où 240 000 foyers perçoivent une allocation logement (housing benefit) ? Pour résorber la lèpre des docks abandonnés et des entrepôts en déshérence, le ministère de l'environnement a mis sur pied en 1981 une task force appelée Merseyside Development Corporation : il s'agit pour elle de « réhabiliter » trois cents hectares de friches industrielles sur les rives de la Mersey, afin de redonner une « nouvelle image » de Liverpool et, espère-t-on, attirer à la fois les entrepreneurs et les touristes.

Les travaux sont déjà bien avancés, mais les effets d'une telle entreprise, programmée jusqu'en 1990, ne se feront sentir que progressivement. « Nous ne créons pas directement d'emplois », explique M. Brian Adcock, l'un des responsables de la MDC. Nous changeons l'image d'un secteur. Nous déclenchons un nouvel attrait. » C'est ce qu'un groupe de travailleurs sociaux et de bénévoles catholiques essaye de faire à sa manière avec pour mot d'ordre : « Reverse the tide on Merseyside. » On va ramener la marée, on va renverser le

enurant (descendant). Patience, donc.

En attendant, il faut bien vivre, même dangereusement. La police du comté s'efforce de canaliser le trop-plein d'énergie en organisant des tournois de football pendant l'été, pour les adolescents. En 1981, l'année terrible, neuf mille jeunes avaient pourtant participé à la compétition. Mais il y avait de l'énergie à revendre... La police fait aussi de la prévention avec des jeunes lieutenants (créés dès 1949), dont le nombre est passé de sept à trente-six.

Le sens de la propriété

Mais cela n'a pas empêché la criminalité d'augmenter de 9 % entre décembre 1983 et décembre 1984. « Le problème, c'est le cadre de vie, souligne l'inspecteur Dauber, chargé de la prévention. Lorsque des rues entières sont abandonnées, lorsque des immeubles n'appartiennent plus à personne et que les usines sont devenues des friches, on perd le sens de la propriété. Lorsqu'un est en plus chômeur ou fils d'immigrés, on n'a plus d'identité. »

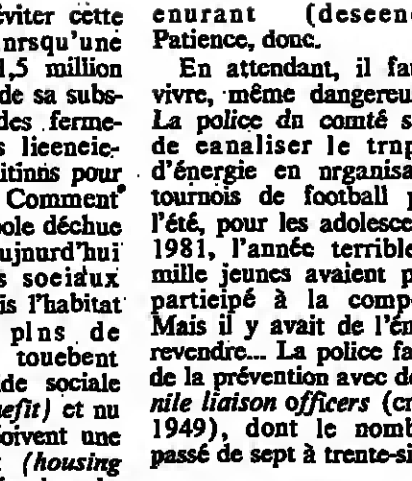
Mais les lieux établis pour rassembler des communautés ethniques et, précisément, faire retrouver à chacun son identité sont victimes de la « déréliction » ambiante — c'est le mot qui revient à chaque détour de conversation à Liverpool. Au Pakistan Centre, une affiche interdit de fumer « à cause du vandalisme ». Mais au coin de la rue, comme pour narguer l'autorité, fut-elle ethnique, une Volkswagen quasi neuve a

été dépouillée de ses phares et les vitres systématiquement brisées. Un peu plus loin, à la mosquée Al-Rahma, une mite prévient que tout rumeur sur la poursuite en justice. L'épiscopat yéménite ne se plaint pas, mais il garde tout sous clé et reste « vigilant ».

Au Caribbean Community Centre, on admet qu'il y a progressé depuis 1981. « La police garde un profil bas. Elle nous laisse tranquilles », observe un vieux de la Barbade. Mais il reconnaît que les kids font encore des bêtises, « comme tous les jeunes de leur âge ». Seul un étudiant nigérian laisse aller son humeur, mais c'est contre le gouvernement de Sa Royale Majesté : « Au lieu d'aller gaspiller l'argent aux Falklands, ils auraient mieux fait de l'investir ici... »

Ainsi va la vie à Toxteth. La situation n'est guère plus brillante dans les dix-sept « zones prioritaires » définies par le City Council. Même le centre actif de la ville connaît d'étonnantes défaillances : l'église d'Ecosse, partiellement détruite par un incendie (accidentel), offre depuis des années sa nef béante aux intempéries, comme celle conservée plus loin en mémoire des sévères bombardements de 1941. Le restaurant panoramique installé au sommet d'une tour de chauffage urbain (curieuse alliance !) est arrêté faute d'argent.

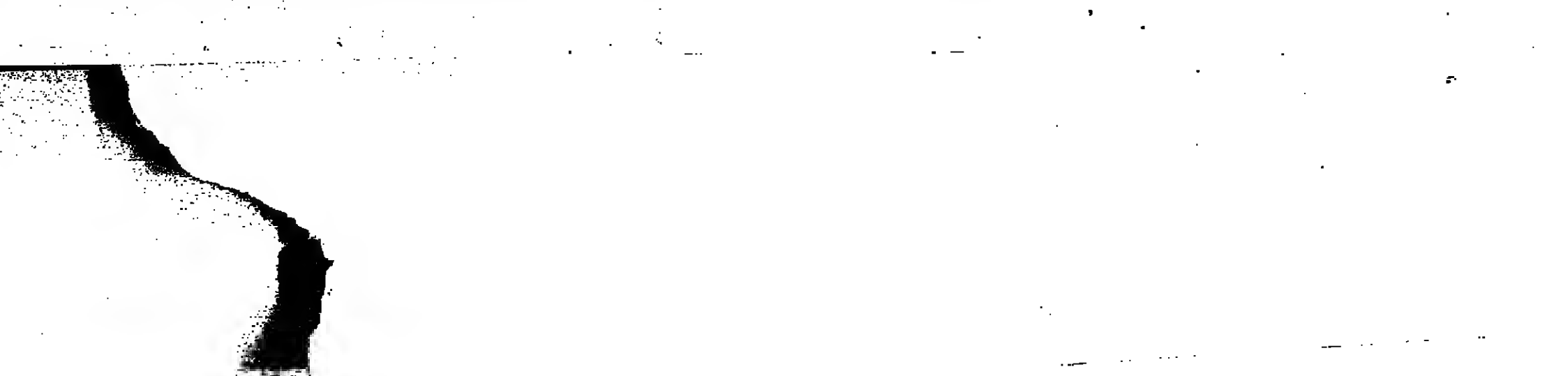
Quant au Saint George's Hall, gigantesque bâtisse néo-classique qui faisait l'orgueil de la ville à l'ère victorienne, le voilà fermé à son tour. Trop grand. Trop cher. Liverpool attend son Rockefeller.

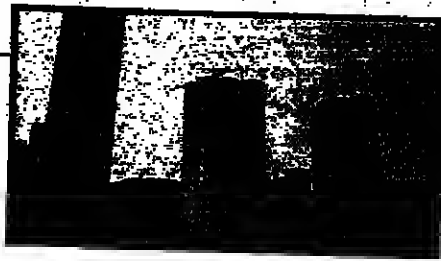


Le sens de la propriété

Mais cela n'a pas empêché la criminalité d'augmenter de 9 % entre décembre 1983 et décembre 1984. « Le problème, c'est le cadre de vie, souligne l'inspecteur Dauber, chargé de la prévention. Lorsque des rues entières sont abandonnées, lorsque des immeubles n'appartiennent plus à personne et que les usines sont devenues des friches, on perd le sens de la propriété. Lorsqu'un est en plus chômeur ou fils d'immigrés, on n'a plus d'identité. »

Mais les lieux établis pour rassembler des communautés ethniques et, précisément, faire retrouver à chacun son identité sont victimes de la « déréliction » ambiante — c'est le mot qui revient à chaque détour de conversation à Liverpool. Au Pakistan Centre, une affiche interdit de fumer « à cause du vandalisme ». Mais au coin de la rue, comme pour narguer l'autorité, fut-elle ethnique, une Volkswagen quasi neuve a





RÉPARATEURS DE BANLIEUES

Une mission de Matignon entre les mains d'hommes qui y croient.

par Nicolas Beau

ROLAND CASTRO, ou le fou du roi ; l'architecte avait multiplié, depuis mai 1981, les lettres à François Mitterrand ; son rêve était de réinventer en banlieue une architecture urbaine. Rendez-vous fut pris enfin le 9 juillet 1983. Ce fut entre l'ancien mao et le président de la République le début d'une belle histoire. Quelques jours plus tard, les deux hommes survolaient ensemble en hélicoptère les banlieues de la région parisienne. « On a vu, explique Castro, La Courneuve et la cité-jardin de Châtigny-Malabry. La seconde est très belle ; aucune muraille : le regard peut s'échapper. Or sa densité est la même qu'à La Courneuve. C'est une question de savoir-faire. A l'Opéra, la densité est six fois supérieure à celle de La Courneuve et on y vit mieux. »



« Il faut donner aux bourgeois du 16^e des raisons d'aller à La Courneuve. » Roland Castro et Michel Cantal-Dupart, le mardi matin, rue de Varenne.

La bénédiction présidentielle est enfin octroyée : mission est donnée à Roland Castro et à son ami Michel Cantal-Dupart d'imaginer les banlieues de 1989 : « Les responsables se sont avancés d'eux-mêmes par la passion qui les habite », déclarait François Mitterrand, le 18 janvier 1984, à Creil. « Le président ? un type vraiment sympathique, pas chiant », estime à sa manière Roland Castro, un Coluche qui aurait connu Lacan.

Depuis, il n'arrête pas : « C'est vraiment une mission vigoureuse, rigolote. On s'est mis à ramer. Il ne faut plus de villes à deux vitesses. Il faut inventer aux banlieues un avenir qui ne regarde plus vers les centres-villes. » Sans pour autant tout raser : « Détruire, dit-il, c'est un peu paranoïaque. Une ville, c'est de l'accumulation. Si la première couche est ratée, il en faut une seconde. » Et de rêver : « Il faut donner des raisons aux bourgeois du seizième d'aller à La Courneuve, changer jusqu'aux mots, fabriquer des théâtres plutôt que des maisons des jeunes et de la culture et distiller du luxe. » Ainsi, à l'entrée des Minguettes, une tour devrait être, grâce à la mission Banlieues 1989, entièrement rénovée. Des appartements en duplex et des vastes terrasses seront, de

main, la vitrine trompeuse de la ZUP. « Une ville, dit-il, doit être un lieu de confrontation. Pourquoi les cadres supérieurs ne vivraient-ils pas aux Minguettes ? Il y a bien des fast-foods face au Fouquet's sur les Champs-Élysées. Une ville qui ne bouge pas est une ville qui meurt. »

Une journée avec Roland Castro, c'est l'état de grâce retrouvé. Avec un zeste de panique en plus : « Il reste, dit-il, cinq cents jours pour gagner. » Ardeur et précipitation. La muraille de Chine fut longue à construire. Une idée par minute et un sandwich au saucisson à l'ail pour tout déjeuner ; deux cent vingt projets concrets - dont une soixantaine déjà financés - dans des villes de gauche comme de droite, et l'idée folle, mais tenace, d'une banlieue fière d'elle-même. « Versailles, dit-il, a abruti tout le monde. On a l'impression qu'on ne fera jamais si bien. Aucun bâtiment en France n'est un événement. C'est l'écriture, et elle seule, qui sert à mémoriser. Il y a toujours eu une rupture entre le mouvement culturel et les architectes. On a construit Sarcelles, et Sartre n'a rien dit. Tout le monde a cru, dans les

années 60, que l'air, le soleil, la lumière, ça suffisait. Avec trop de lumière, on a tué la lumière. »

Les choses, d'après lui, ont changé : « Mai 1968, dit-il, ça a existé en archi. Les architectes avaient perdu toute référence à la réalité. L'école française totalement graphique était devenue une école d'affiches : que des images ! Mai 1968 a cassé tout cela. »

Vive la révolution

Roland Castro, qui avait activement participé comme responsable de VLR (Vive la révolution) à la fièvre d'alors, ne renie rien de ses engagements d'hier. « Toute notre réflexion sur la ville a commencé là. Ce fut la matrice : on a compris alors l'importance du lieu, de la ville, sur les objets architecturaux. L'autocritique ne porte aujourd'hui que sur les modes d'intervention des populations. » Nous avons cru alors à la démocratie directe : nous avons créé l'élection, piège à con, et ce fut une belle comédie. Je crois maintenant au rôle décisif des élus, des maires. La démocratie représentative est moins manipulable que l'autre. »

Des assemblées générales de 1966-1968 aux Beaux-Arts à la réunion des douze membres de Banlieues 1989 une fois par semaine à Matignon, il y aurait donc une certaine cohérence. On a tendance pourtant, vingt ans après, à se prendre moins au tragique. On parle en riant des choses sérieuses. « C'est une réunion bordel, une réunion fourre-tout », avait annoncé Roland Castro. Ce fut, le mardi 12 février, dans une annexe de l'hôtel Matignon qui abrita Aragon, une réunion inventive, vivante.

Les idées affinent, et les membres de la mission sont autant des agitateurs que des bâtisseurs : Radio Novo à la sortie du métro, face au musée de La Villette ; le jumelage, en juillet prochain, du Festival des forts de la périphérie avec « L'été romain » ; les résistances des DDE (direction départementales de l'équipement), ces administrations traditionnelles qui vivent mal les iconoclastes de Banlieues 1989 ; la prochaine conférence de presse, les assises du printemps et le dernier projet de colloque ou encore la promenade à venir en banlieue avec quelques énarques de la direction du budget. On évoque

l'agression, quelques jours auparavant, de ces architectes missionnaires lors d'une réunion à Nantes : « Roland Castro, annonce le tract, a bâti quelques infâmes bicoques HLM qui ont tous les désavantages des anciennes HLM et sont conçues de sorte à provoquer l'autoflagellation de la population. » Les « chargés de mission » sont agressés par « quelques indigènes de banlieue », les rôles de 1968 sont renversés, et ces paradoxes de l'histoire ne gênent plus personne. Des rendez-vous pour la semaine à venir sont annoncés avec le directeur d'UP 6, M. André Labarrie, des représentants de la mairie d'Atlanta, des responsables d'une boîte de nuit à Fontenay-sous-Bois. Un carnet de rendez-vous éclectique, qui est à la mesure de leur dynamisme.

« Il faut changer l'image de l'architecte qui attend au téléphone la commande », déclare Roland Castro, ça traduit une volonté d'irresponsabilité. On veut croire, à Banlieues 1989, que les architectes qui furent en d'autres siècles animateurs de carnivals et responsables des pompiers puissent retrouver un rôle civique. L'été dernier, ils organisaient autour de Paris une course cycliste. « Il faut, dit-on, créer une solidarité entre Suresnes, Montrouge et Nogent-sur-Marne. Il faut créer une ambiance. »

La réunion à peine terminée, Roland Castro se précipite à UP 6, l'unité où il est enseignant. En route, il s'anime : « Banlieues 1989 devrait décorporiser le mental, changer les tranches. On a été malgré tout reconnu : l'année dernière, c'était un million de dettes pour moi et un chemin semé d'embûches. Cette année, c'est 150 millions de crédits pour 1985 et la carte tricolore. » Aux Beaux-Arts, il rencontre Jean-Pierre Le Dantec, ancien directeur de la Cause du peuple, organe de la Gauche prolétarienne. Il l'embrasse. « Lui, confie-t-il, c'est un mao d'une autre marque, mais très gentil, très libéral. » Il monte les escaliers quatre à quatre, malgré les quatre paquets de gaubois quotidiens. Il participe, en effet, à un jury de

diplôme de fin d'année ; le sujet en est « la Grande Borne » à Grigny. Il y est question d'enfermement, de « lecture sur le langage », de « déportation due à la politique foncière de l'Etat » et de « l'impossibilité d'entrer dans la modernité ». « On est des agriculteurs de l'incomplétude », déclare l'étudiant. Les plans-massés au mur sont, au-delà du jargon, de bonne qualité. « Les étudiants d'aujourd'hui sont bien meilleurs que de notre temps », confie Castro, qui repart tambour battant vers Chartres.

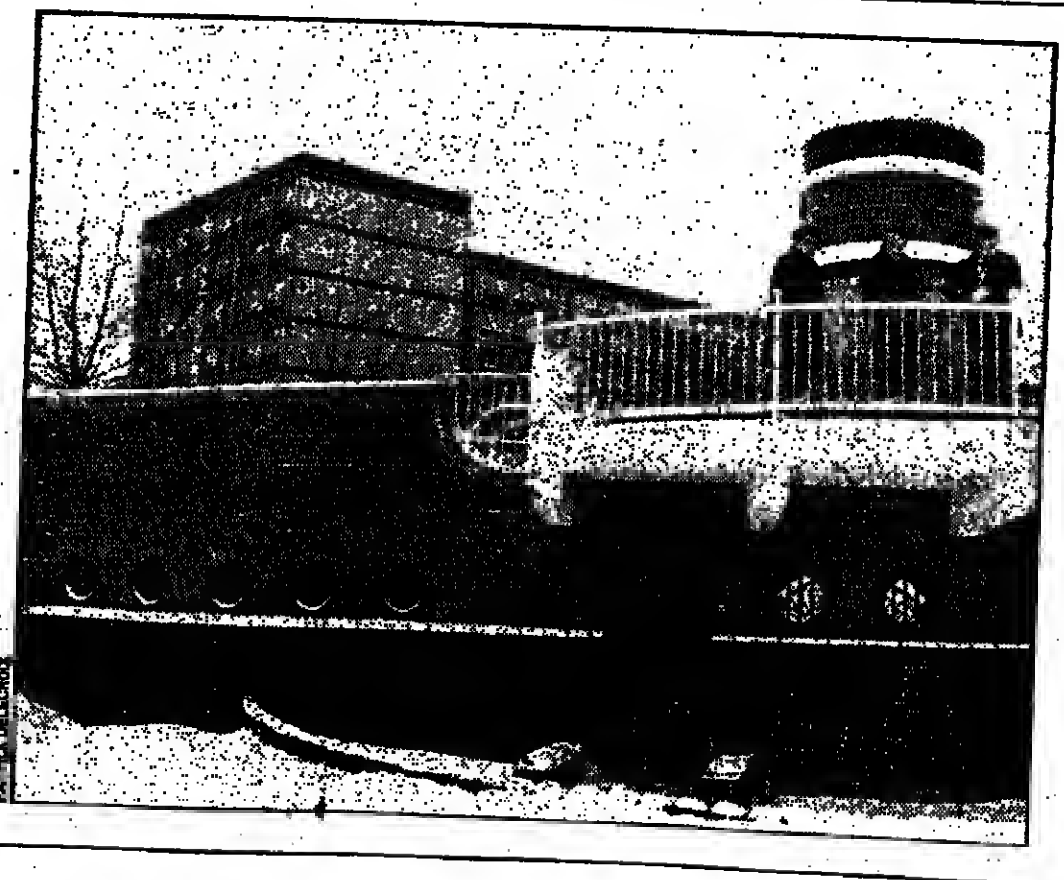
« Un truc pour le sport et le rock »

L'attendent en effet, au cœur de la Beauce, sur le parking d'une grande surface, les cinq camions lancés en janvier à travers la France pour populariser les idées de Banlieues 1989. Roland Castro entraîne Georges Lemoine, député et maire de Chartres, et le préfet d'Eure-et-Loir vers les panneaux : « Ici, leur explique-t-il, c'est le projet de Saint-Fons : une mine désaffectée, un truc pour le sport, le rock, ça ne dérangera personne. Génial. » Les officiels opinent. « Là, c'est Epinal, il faut créer une liaison entre le centre et la ZUP. La passerelle désenclavée immédiatement le quartier des 3 000. C'est très marquant. » Les officiels sourient. Et Castro d'enchaîner sur le kiosque à rock de Mons-en-Barrois, L'île-Saint-Denis, « qui renoue avec son fleuve », ou encore la voie piétonne à Chartres qui, le long d'une ligne de chemin de fer en partie désaffectée, devrait « mettre en valeur des paysages méconnus ». « Il n'y a pas que la cathédrale ici, dit-il, mais aussi des chemins de traverse. »

Champagne pour tout le monde et retour sur Paris. On reparlera de « Tomon », « des pieds d'immeubles ratés », de trop d'HLM, des ghettos-subis et des villages choisis, des quatre enfants et de la prochaine cure d'amaigrissement à Quiberon du chargé de mission. Boulimique, épuisé, narcissique, idéaliste et inventif, Castro fait et veut croire à Banlieues 1989.



A gauche, en style BD, un kiosque à musique présenté à Paris, en février 1984, dans l'exposition de Banlieues 89, parmi une soixantaine de projets pour toutes les régions de France. A droite, le bateau-salle de rock, construit en six mois, à Mons-en-Barrois (Nord) qui sera prochainement mis en service pour les jeunes de cette ZUP, près de Lille. Sur la terrasse, les architectes Salembier et Barde, en compagnie de Michel Cantal-Dupart, lors de la tournée d'une exposition itinérante de la mission.



LE BUSI
un hebdo et qu

Il y avait les gra
diens : Presse A
l'Echo de la pres
habitué. Stratégie
se rénove, s'active
la concurrence d
aux d'information p
une activité mée
épuisante. Et puis
1980, il y a le p
Médias, qui mont
développer
D'abord mensuel, p
mensuel. Médias p
le 22 avril : au
non du centième m
son du centième m
déjà pris, grâce au c
part du sous-titre. Ce
plus : la presse, la pu
information. C'est
pour le directeur
publié. M. Eudm
un axe double m
démocratie : parler des
rises de communica
passer à ceux qui
repasser leur business p
communication.
La présentation de A
est soignée, moderne,
série. Au point que le
compte plus que le co
al peu parfois manq
pour. Un impératif de
pages en général. « A
de la lecture, l'attent
valeur la sensuallité
Eudes Delafon appli
presse professionnelle
a partie le secret de la
de son entreprise, qui
a duré en année. C
différents en 1983 : 13 m
de France en 1984 : 25 m

DES MINIT

Le petit écran pou

CENT SOIXAN
Minitel vont ser
basé à une expé
de communication univ
une thématique dans l'ac
me de Nancy-Metz. Les a
nals sont déjà en place.
Cette expérience p
répliquée à l'Institut Lorrain
en 1984 une subven
de 2,4 millions de francs
ministère de l'éducation n
note, parce qu'elle devrait
figurer l'avenir en matière
communications intern
son d'établissements. Sa
nour d'une même acadé
Connectés à un ordinateur
type Minitel 6, permett
accès simultané à cinq
appels. Les Minitel insta
sont pour but la circu
des informations entre les
divers services. Les diffé
unités d'enseignement et

Europe : trois satellites EUTELSAT

Dans le souci d'amélior
qualité de son service, mais
pour répondre à la deman
des membres, l'Organisati
européenne de télécommuni
par satellite (EUTELSAT) va
confirmer le lancement d'un
sème satellite de télécommu
tions spatiales.
L'engin, qui, au moment c
mise en service, portera le
d'Eutelsat-1-F 2, pourait être
sur orbite dès le mois d
1986 par un lanceur europée
type Ariane-4. Grâce à ce

صكزا من الامم

501 من الاصل

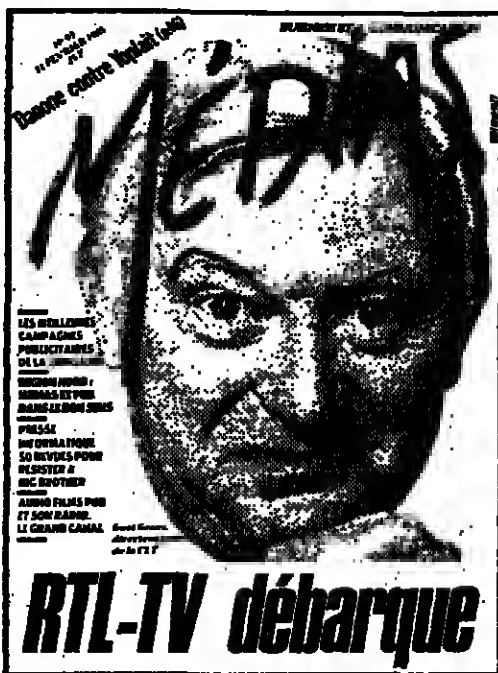
LE BUSINESS DES MÉDIAS

Un hebdo et quatre guides percent dans la presse professionnelle.

Il y avait les grands anciens : *Presse Actualité*, *l'Echo de la presse* et de la publicité, *Stratégies*. Chacun se renoue, s'active, poussé par la concurrence des journaux d'information générale et par une activité médiatique galopante. Et puis, depuis août 1980, il y a le petit dernier, *Médias*, qui monte et se développe.

D'abord mensuel, puis bimensuel, *Médias* passera hebdomadaire le 22 avril, à l'occasion du centième numéro. Mais le tournant rédactionnel est déjà pris, grâce au changement du sous-titre. Ce n'est plus « la presse, la pub, l'audiovisuel », mais « business et communication ». Cela veut dire, pour le directeur de la publication, M. Eudes Delafon, un axe double mais bien déterminé : parler des entreprises de communication ; s'adresser à ceux qui veulent « réussir leur business grâce à la communication ».

La présentation de *Médias* est soignée, moderne, vive et colorée. Au point que le look compte plus que le contenu, qui peut parfois manquer de rigueur. Un impératif des magazines en général : « la facilité de lecture, l'attrait de la couleur, la sensualité » — qu'Eudes Delafon applique à la presse professionnelle. C'est en partie le secret de la réussite de son entreprise, qui grossit d'année en année. Chiffre d'affaires en 1983 : 13 millions de francs ; 1984 : 25 millions



en 1984, elle touche essentiellement des lecteurs « impliqués professionnellement dans la communication » : 80 % de ses recettes viennent de la publicité, 20 % de la diffusion. L'ambition de M. Eudes Delafon est de parvenir, avec le passage hebdomadaire, à élargir cette diffusion, en tablant sur l'intérêt que suscite aujourd'hui ce secteur.

Dernière innovation : le guide *World-85* vient d'être tiré à 20 000 exemplaires. En 260 pages, les adresses et renseignements utiles (diffusion, prix de la publicité...) de mille quatre cents journaux et autres médias dans quarante-sept pays (surtout Europe et Amérique du Nord). Ce guide, entièrement rédigé en anglais (tarifs en dollars), a représenté six mois de travail pour cinq personnes. Il est vendu dans le monde entier et contient de la publicité internationale. Un effort pour aider « ceux qui veulent exporter » à organiser leurs campagnes de promotion.

Le guide *World-85* vient d'être tiré à 20 000 exemplaires. En 260 pages, les adresses et renseignements utiles (diffusion, prix de la publicité...) de mille quatre cents journaux et autres médias dans quarante-sept pays (surtout Europe et Amérique du Nord). Ce guide, entièrement rédigé en anglais (tarifs en dollars), a représenté six mois de travail pour cinq personnes. Il est vendu dans le monde entier et contient de la publicité internationale. Un effort pour aider « ceux qui veulent exporter » à organiser leurs campagnes de promotion.

A *World 85* s'ajoutent chaque année trois autres guides : celui des agences publicitaires (février), de la création publicitaire (mars) et des médias en France (avril). Des outils déjà considérés dans le monde de la communication comme des instruments utiles.

Y. A.

● « L'année 84 des médias ». Sous ce titre, *Presse Actualité* (groupe Bayard Presse) présente un numéro hors série (99 pages, 40 F.), avec comme thème de l'année 1984, la presse (les principaux OJD), les groupes de communication (avec un classement des dix premiers et des schémas), la publicité, les radios, la télévision. Un document de référence et de travail.

● « La presse aujourd'hui ». Le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes vient de publier sa livraison annuelle de documents sur l'information en France et dans le monde. Des tableaux, des chiffres, des adresses, une bibliographie, 70 pages, 50 F. ● CFPJ, 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. 508-86-71.

● « Tout sur la télé ». L'hebdomadaire *Le Pétrole Magazine* (groupe Bayard Presse) a publié un numéro hors série consacré à la télévision : les vedettes, les métiers de la télé, les chiffres, Canal Plus, la télé du futur, etc. Un guide bien imagé, conçu pour les télé-spectateurs.

● Le Pétrole Magazine, 3, rue Bayard, 75003 Paris Cedex 08. Tél. 562-51-51.

DES MINTEL POUR LES UNIVERSITÉS LORRAINES

Le petit écran pour une meilleure communication.

CENT SOIXANTE Minitel vont servir de base à une expérience de communication universitaire télématique dans l'académie de Nancy-Metz. Les appareils sont déjà en place.

Cette expérience pilote, baptisée Unistel-Lorraine, a reçu en 1984 une subvention de 2,4 millions de francs du ministère de l'Éducation nationale, parce qu'elle devrait préfigurer l'avenir en matière de communications internes au sein d'établissements supérieurs d'une même académie. Connectés à un ordinateur de type Minig 6, permettant l'accès simultané à cinquante appels, les Minitel installés dans les universités lorraines auront pour but la circulation des informations entre les différents services, les différentes unités d'enseignement et de

recherche (UER) et les étudiants.

« Depuis plus de huit ans, nous avons bien un bulletin imprimé avec près de seize parutions par an », explique M. Pierre Boyer, enseignant, responsable de l'opération Unistel. Mais malgré tout, la durée de vie de l'information universitaire était trop souvent inférieure à la durée de mise en œuvre de sa diffusion.

Le champ d'expérience d'Unistel-Lorraine concerne les universités de Nancy-I, Nancy-II, Metz et de l'Institut national polytechnique de Lorraine.

Pour mieux comprendre ces difficultés de communication, il faut par exemple savoir que la simple université de Nancy-I regroupe pour sa part

huit cents salariés et près de douze mille étudiants répartis en onze implantations géographiques, dont deux (Epinal et Longwy) sont distantes d'environ une centaine de kilomètres de Nancy. Au total, trente-cinq mille étudiants et personnels sont concernés.

En pianotant sur le clavier, les utilisateurs lorrains pourront découvrir un sommaire de quinze rubriques allant de la formation continue pour le personnel aux activités sportives universitaires. Un descriptif de tous les cursus universitaires offerts par les universités, de même que la description des laboratoires de recherches, a été mis en mémoire. « Nous disposons désormais de vingt mille pages-écrans », résume le responsable d'Unistel-Lorraine.

L'actuel petit jeu de la répartition des Minitel tient d'une stratégie délicate : il s'agit de satisfaire une majorité de services et l'ensemble des établissements universitaires de l'académie. La communication coûtera au propriétaire de la ligne téléphonique le prix d'une taxe de base, quelle que soit la distance, les non-Nancéiens accédant à Unistel par le réseau Transpac.

Enfin, ces Minitel permettront une messagerie télématique ; cette dernière sera réservée à certaines administrations, ainsi qu'à quelques responsables de laboratoires, qui disposeront ainsi d'une boîte aux lettres télématique, avec possibilité de stockage des messages en cas d'absence.

JEAN-LOUIS BEMER.

Publi-Regards

L'ÉTAT EN CAMPAGNES

La réduction drastique des dépenses publiques et le changement de gouvernement de juillet dernier sont les raisons d'une baisse spectaculaire des investissements publicitaires de l'Etat en 1984. Le service d'information et de documentation du premier ministre (SID) vient de rendre public le bilan de l'année passée : trente-quatre campagnes de publicité et de relations publiques ont été engagées par vingt-quatre ministères et administrations — les dépenses des entreprises nationales et nationalisées n'entrent pas dans les comptes du SID — pour un investissement total de 104,7 millions de francs.

En 1983, vingt-deux ministères avaient mené trente et une actions pour un budget de 142,5 millions de francs. Les investissements de l'Etat ont donc reculé de 23 % sur un marché français qui a pourtant progressé de 13 % en 1984. Ils n'ont pas même retrouvé leur niveau de 1980, avant le changement de majorité politique.

Le budget des relations publiques a régressé de 55 %, passant de 17,2 millions de francs à 7,9 millions de francs. Cela s'explique par la tenue, en 1983, des assises nationales des personnes âgées, qui avaient mobilisé près de 9 millions de francs.

Le coût moyen des opérations publicitaires est passé de 4,6 millions de francs en 1983 à 3,1 millions de francs en 1984, et les achats d'espace dans les grands médias ont régressé de 30 %, passant de 67,7 millions de francs à 46,7 millions de francs.

Au bit-parade des dépenses de l'Etat : la lutte contre la consommation d'alcool, 12,1 millions de francs ont été investis, pour le compte du ministère de la Santé, par le comité français d'éducation pour la santé dans la campagne « Un verre, ça va... » et 4,7 millions de francs par le ministère des transports contre l'alcool au volant.

Les PTT et l'action qu'ils ont engagée pour souligner l'importance de leur rôle dans l'économie nationale viennent en deuxième position pour la somme de 9,2 millions de francs. Gros investissement, en troisième lieu, de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, qui a dépensé près de 9 millions de francs pour la maîtrise de la consommation automobile, le diagnostic thermique et le respect des 19°C dans les appartements.

8,4 millions ont été investis par les ministères de la consommation, de l'industrie pour promouvoir la qualité

des produits industriels. Le ministère de la formation professionnelle a dépensé 8 millions de francs pour la formation des adultes et le ministère de l'Industrie 7,4 millions de francs pour l'image de l'industrie française.

Comme en 1983, le gouvernement a prioritairement recouru à la télévision pour faire passer ses messages : ses dépenses ont progressé sur ce média de 500 000 francs et sont passées à 28,5 millions de francs. Les dépenses en presse ont régressé de 3 millions de francs pour revenir à 13 millions de francs, les dépenses en radio de 7 millions de francs pour revenir à 4 millions de francs, comme celles de l'affichage, qui sont passées de 8 millions de francs à 1 million de francs. La totalité de ces investissements gouvernementaux dans les grands médias, à l'exception de la télévision, n'ont pas retrouvé leur niveau de 1980.

Le choix privilégié de la télévision s'explique en partie, au-delà de l'impact de ce support, par les abattements dont bénéficient, assez eueusement, les pouvoirs publics : 65 % sur les trois chaînes du service public. L'Etat a aussi des accords avec la presse quotidienne régionale et bénéficie d'un abattement de 30 % sur les tarifs de la presse quotidienne et de 35 % sur la presse hebdomadaire. Ses ristournes sur l'affichage vont de 20 % à 50 %, selon les secteurs et sont de 40 % au cinéma. Seule la presse quotidienne nationale ne consent pas d'abattement à l'Etat. Ceci explique peut-être cela.

La tendance en 1985 devrait s'améliorer sensiblement. L'Etat a déjà commandé une campagne très coûteuse de 20 millions de francs à l'agence Opus, afin d'expliquer au public le changement de numérotation téléphonique qui interviendra à l'automne prochain. Les PTT, commanditaires de cette campagne, engageront aussi de 7 à 8 millions de francs pour conforter leur image de marque.

Trois autres grandes campagnes seront lancées cette année. L'une d'entre elles sera la suite de l'action contre l'alcool engagée l'an passé, une autre expliquera le dispositif du ministère du travail pour l'emploi et la formation des jeunes. Une autre, enfin, popularisera sur plusieurs mois un vaste forum national sur la qualité des produits industriels.

OLIVIER SCHMITT.

Médias du Monde

Europe : trois satellites EUTELSAT

Dans le souci d'améliorer la qualité de son service, mais aussi pour répondre à la demande de ses membres, l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT) vient de confirmer le lancement d'un troisième satellite de télécommunications spatiales.

L'engin, qui, au moment de sa mise en service, portera le nom d'Eutelsat-1-F3, pourrait être mis sur orbite dès le mois d'août 1985 par un lanceur européen de type Ariane-4. Grâce à ce satel-

lite, Eutelsat devrait, quinze mois seulement après le lancement de son premier satellite, doubler sa capacité de retransmissions d'émissions de télévision avec la mise à disposition de sa clientèle de vingt-deux répéteurs.

Ainsi, l'organisation européenne devrait disposer d'un système de télécommunications de trois satellites opérationnels dont deux — EUTELSAT-1-F1 et EUTELSAT-1-F3 (1) — seront exclusivement affectés à la retransmission de programmes de télévision, tandis que le troisième — EUTELSAT-1-F2 — assurera des liaisons téléphone, télé, affaires et des transmissions Eurovision.

Dans ces conditions, treize pays devraient utiliser les répéteurs des satellites EUTELSAT : l'Allemagne fédérale, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Toutefois, la capacité d'EUTELSAT étant d'ores et déjà attribuée, l'organisation européenne, pour laquelle deux autres satellites du même type que ceux déjà en orbite sont en construction, a décidé de préparer l'avenir.

Elle devrait en effet lancer, dans le courant du mois de février, un appel d'offres international pour la fabrication de trois sa-

tellites de seconde génération. Ils devraient présenter des améliorations tant en ce qui concerne leur capacité, pratiquement doublée (seize répéteurs), que leur meilleure couverture de zone ou que leur souplesse d'utilisation grâce, notamment, à l'utilisation d'autres gammes de fréquence.

Ce marché d'au moins 100 millions de dollars, auquel pourrait par la suite s'ajouter le commande de deux unités de vol supplémentaires, devrait être passé au début de l'année prochaine.

(1) Encore appelés ECS-1 et ECS-3.

Etats-Unis : la publicité ne boude pas la presse

Selon les statistiques du Publisher Information Bureau, la presse écrite américaine n'a jamais accueilli autant de publicités, malgré l'impressionnant développement de l'audiovisuel dans ce pays. En effet, les recettes de publicité des revues et publications se sont élevées, l'an dernier, au chiffre record de 4,6 milliards de dollars, soit 16,5 % de plus qu'en 1983. Le nombre de pages de publicité a progressé de 6,5 %. En 1984, les recettes de publicité de la télévision américaine se sont montées à 9 milliards de dollars.

Pays-Bas : télévision payante

Les deux projets de chaînes payantes qui doivent être lancés cette année aux Pays-Bas ont fusionné. Il s'agit d'ATN — qui regroupe une association d'éditeurs hollandais (VNU) et le consortium cinématographique américain UIP — et de Filmnet, filiale du groupe d'édition suédois Esselte. Cette chaîne payante, consacrée au cinéma, devrait être introduite le 15 mars sur le réseau câblé de La Haye puis sur ceux d'Amsterdam, de Rotterdam et d'Utrecht. Au total, huit cent mille foyers environ pourront recevoir ce nouveau service en 1985.

J'APPREND LE CINÉMA

Passage du témoin de Michel Pérez à Jean-Marc Faure.

Quel avenir s'ouvre, en 1985, à un jeune cinéaste à peine sorti d'une école professionnelle ? Comment conçoit-il son futur métier ? Quelle vision a-t-il de sa « carrière » ? Quelles sont ses références, ses ambitions, ses interrogations ? Jean-Marc Faure n'a encore travaillé que sur des courts-métrages, mais il entend bien saisir sa chance, à l'heure où le bouleversement du paysage audiovisuel suscite un formidable besoin d'images, à l'heure aussi où, en France et aux États-Unis, quelques réalisateurs de moins de trente ans, commencent à se faire connaître. — T.F.

M. Pérez. — Je considère le cinéma comme un outil, comme un ensemble de techniques... et non comme un art. C'est pour quoi j'ai invité Jean-Marc Faure, dont je sais qu'il ne partage pas mon avis. Je voudrais d'abord vous demander pourquoi vous avez choisi de faire du cinéma.

J.-M. Faure. — Est-ce une question à poser d'emblée ? Il est un fait : j'ai décidé de faire du cinéma, je me suis adressé pour cela à une école, l'INSAS à Bruxelles, puisque le cinéma est pour moi un métier qui s'apprend. Paradoxe pour ceux qui le sacralisent, qui le considèrent comme un art dont la pratique relèverait de l'inspiration ou de l'intuition ! J'ai eu envie d'apprendre le cinéma le jour où, par curiosité, je suis allé voir ce qui se passait derrière un écran. De ce côté-là, le cinéma apparaît comme une somme rigoureuse et maîtrisée de paramètres distincts. Il naît en tant qu'art d'un assemblage de techniques... Les quatre années que j'ai passées à l'INSAS à explorer ce côté du cinéma m'ont permis de mieux maîtriser la fascination qu'il exerçait sur moi.

T. Ferenczi. — Qu'apprend-on exactement dans une école de cinéma ?

J.-M. Faure. — À l'INSAS, il existe plusieurs types de formations. Trois sections techniques où l'on prépare aux métiers de directeur de la photographie, d'ingénieur du son et de monteur ; enfin une section, malheureusement dissociée des autres, où l'on apprend le métier de réalisateur. C'est celle que j'ai suivie.

T. Ferenczi. — Est-ce parce qu'il est réductible à un assemblage de techniques que vous refusez, Michel Pérez, de considérer le cinéma comme un art ?

M. Pérez. — Mon jugement est sans doute excessif. Il y a des films qui m'ont ému, pendant la projection desquels j'aurais dû, quoiqu'il en soit, être ému. Mais, la plupart du temps, je ne peux m'empêcher d'imaginer l'envers du décor, de repérer les « ficelles » ; c'est pourquoi je n'ai jamais rencontré de sublime au cinéma, il n'est pour moi qu'une technique de communication parmi d'autres.

J.-M. Faure. — Sans doute avez-vous vu beaucoup de mauvais films pour tenir ce discours depuis si longtemps. Mais j'aimerais éviter le débat stérile sur l'opposition du cinéma de grand public et du cinéma d'art et d'essai. À mon avis, le cinéma ne doit pas susciter l'émotion chez le spectateur par les « effets » traditionnels dont use et abuse le cinéma commercial, mais au contraire par sa qualité intrinsèque qui relève d'un ordre exclusivement technique. La combinaison d'une lumière avec un cadre, la propriété d'un montage, l'opportunité d'un mouvement d'appareil peut approcher du sublime. Ce cinéma-là néanmoins n'intéresse pas tout le monde ; à chaque public son type de cinéma !

M. Pérez. — Lorsque vous parlez entre collègues « avertis », on a la fâcheuse impression que le cinéma ne s'adresse qu'à vous et que le spectateur « ordinaire » ne compte pas. Beaucoup de

films, parsemés d'innombrables références et de prodiges techniques à vos yeux, m'ont ennuyé.

T. Ferenczi. — Voici réparateur l'alternative cinéma commercial-cinéma de qualité...

J.-M. Faure. — Les choses ne sont pas si simples : le cinéma commercial peut-être un cinéma de qualité. Il répond à sa fonction de « faire recette ». N'oublions pas que le cinéma est ainsi fait qu'il doit marcher ou mourir... Pourtant, il ne saurait se réduire à son côté spectaculaire, et il est dommage qu'un cinéma d'une autre qualité, plus authentique que celle de la rentabilité, n'ait plus droit de cité aujourd'hui.

M. Pérez. — Pour les spécialistes comme vous, cinéma de qualité égale cinéma technique. Beaucoup de gens recherchent au contraire comme moi l'émotion, le divertissement.

J.-M. Faure. — Pourquoi pas ? Mais c'est une approche réductrice du cinéma. Le défillement d'images et de sons dans un film est susceptible d'évoquer tout autrement qu'en faisant rire ou pleurer. La naissance d'une forme artistique par la seule combinaison harmonieuse d'éléments techniques me fascine ; alors je me moque du « contenu » d'un film, la forme est déjà quelque chose d'extraordinaire.

M. Pérez. — En quelque sorte, la qualité d'un film est exclusive du nombre de spectateurs qui l'apprécient...

J.-M. Faure. — Non, il faudrait simplement que plus de spectateurs aillent voir le genre de films que vous n'appréciez pas.

T. Ferenczi. — Quelles perspectives de travail s'offrent à un jeune cinéaste comme vous ?

J.-M. Faure. — Suivre les canons d'une école de cinéma apprend beaucoup ; en revanche, les savoirs acquis, essentiels pour son cheminement personnel, n'ouvrent aucune perspective en termes de carrière.

Je pourrais partir à la recherche d'un stage de réalisation, rémunéré afin qu'il soit agréé par le CNC — Centre national de la cinématographie — puisque c'est cet organisme qui est seul habilité à délivrer la carte professionnelle d'assistant-réalisateur après un long parcours de combattant incluant trois stages et quatre postes de second assistant-réalisateur tenus sur des longs métrages dont la durée de tournage doit excéder un mois. Depuis ma sortie de l'école, j'ai travaillé avec des amis sur le tournage de courts-métrages en général autofinancés par leur réalisateur. Dans ces conditions difficiles, avec des budgets modestes allant de 25 000 F à 50 000 F au plus, nous nous efforçons de réaliser un travail de qualité susceptible d'être apprécié. En outre, j'écris un scénario, qui sera l'adaptation d'un roman et que j'espère tourner dans les trois années à venir.

T. Ferenczi. — Il existe une panoplie d'aides financières...

J.-M. Faure. — Ce système est actuellement en complète rénovation. Ainsi l'avance sur recettes sera désormais versée avant la mise en production d'un film. Il s'agit d'une réforme essentielle puisqu'un film coûte très cher avant même d'être mis en production, ne serait-ce que pour les repérages ou le casting.

M. Pérez. — Si l'on vous donnait 5 millions de francs pour réaliser un film, comment les utiliserez-vous ?

J.-M. Faure. — Cela ne modifierait pas mes projets : je ferais le film que j'ai envie de faire, avec le scénario dont j'ai parlé. Les jeunes réalisateurs ont pris l'habitude raisonnable — peut-être ne font-ils qu'obéir à la nécessité — de concevoir leurs scénarios d'abord en fonction de

l'argent dont ils pensent pouvoir disposer.

T. Ferenczi. — Vous n'avez pas l'intention de vous adresser aux télévisions ?

J.-M. Faure. — Elles entrent de plus en plus dans la production cinématographique, je pense néanmoins que le cinéma doit rester l'affaire de maisons de production spécialisées. Mais le travail à la télévision garantit un revenu correct et stable à beaucoup de techniciens de ma génération, qui le réinvestissent dans la production de courts ou de longs métrages.

T. Ferenczi. — Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'on va

soit leur notoriété, soient animés d'une volonté réelle de transmettre leurs savoirs et leur expérience. Le réalisateur doit se débarrasser, lorsqu'il enseigne, de l'état d'esprit qui règne lorsqu'on apprend sur le tas, empreint de secret, et qu'exacerbe la concurrence. La supériorité de l'école par rapport à l'apprentissage sur le tas réside là. À cet égard, permettez-moi de rendre hommage à l'enseignant exceptionnel que fut à l'INSAS le directeur de la photographie Ghislain Cloquet (1). Passionné à l'idée de transmettre tous ses savoirs, toujours présent, même aux limites de l'épuisement...

l'image qu'une entreprise veut donner d'elle-même. Il existe chez Apple la Fondation pour le cinéma qui a primé *Laisse béton* et quelques autres.

J.-M. Faure. — Mais sans doute serait-il préférable d'attribuer les aides avant la mise en production d'un film au lieu d'attendre sa diffusion.

T. Ferenczi. — En ayant choisi de vous tenir à l'écart des télévisions, ne risquez-vous pas, J.-M. Faure, d'être exclu des révolutions actuelles dans l'audiovisuel ?

J.-M. Faure. — Je ne le crois pas. De toute façon, au risque de paraître rétrograde, je soutiens

d'un scénario à partir de phénomènes (situation + phénomènes) visuels ou sonores afin que de l'harmonie de l'ensemble naisse une émotion.

M. Pérez. — Pourriez-vous illustrer cette manière de procéder ?

J.-M. Faure. — J'ai déjà eu l'occasion d'évoquer avec Michel Pérez un exemple anodin, celui de ces cafetières italiennes qui, une fois le café passé, laissent encore s'échapper, dans un bruit caractéristique, un filet de vapeur. À partir de cet effet visuel et sonore, j'ai imaginé une séquence avec deux personnages dont l'un servirait le café à l'autre, assis au milieu d'une pièce. Au moment où le premier arrive, le second se lève et quitte la pièce. Le plan suivant fixerait, disons, la servante, tenant sa cafetière encore fumante et sifflante, immobile au milieu de la scène. Ces deux effets purement visuels et sonores pourraient très facilement s'inscrire dans une dramaturgie propre à la séquence.

T. Ferenczi. — Ces effets témoignent-ils seulement d'une recherche esthétique ou ont-ils une signification propre ?

J.-M. Faure. — L'effet esthétique vient renforcer leur signification dans la séquence.

T. Ferenczi. — Fait-on du cinéma pour parler du réel ou pour le fuir ? Robert Bresson, auquel vous vous êtes référé, n'est pas, me semble-t-il, un cinéaste réaliste...

J.-M. Faure. — Je crois au contraire que Robert Bresson est un cinéaste du réel. Il met en scène des situations excessivement réalistes ; chacune de ses images dévoile ensuite une superposition de la réalité elle-même et de l'interprétation qu'il en donne. C'est un travail sublime. J'aimerais travailler en ce sens, non en filmant le réel mais en l'utilisant.

T. Ferenczi. — Évoquons enfin les critiques de cinéma, que certains réalisateurs considèrent comme des « créateurs manqués » abusant de leurs pouvoirs. Attendez-vous du critique plutôt une aide, ou seulement son verdict ?

J.-M. Faure. — Je ne crois pas qu'ils soient des « créateurs manqués ». Leur métier, tout à fait particulier, exige des compétences propres. Ils devraient, selon moi, en professionnels avertis, émettre des avis rigoureux et précis sur les films ou les réalisateurs dont ils parlent, de manière à être constructifs, que leur jugement soit favorable ou non. Je lis leurs textes s'ils ont le pouvoir de faire naître des questions sur les films que je vois, sur mon propre travail. Mais je me réfère plutôt dans mon travail aux propos des professionnels eux-mêmes. C'est pourquoi j'aime lire des entretiens avec des réalisateurs, mais également avec des directeurs de la photographie, des ingénieurs du son et autres techniciens.

T. Ferenczi. — Les critiques appartiennent-ils au milieu du cinéma ou sont-ils des intrus ?

J.-M. Faure. — Pourquoi n'y appartiendraient-ils pas, dès lors que leur contribution est positive et susceptible de nous faire avancer ?

(1) Ghislain Cloquet, entre autres récompenses, a obtenu à Hollywood l'oscar de la meilleure photographie pour *Tess*, de Roman Polanski.



Jean-Marc Faure, vingt-huit ans, assistant-réalisateur, est diplômé de l'Institut national supérieur des arts et spectacles (INSAS) de Bruxelles.

manquer d'images face au développement des nouveaux moyens de communication tels que câble, satellite...

J.-M. Faure. — J'espère bien saisir cette chance ; d'autant que les productions actuelles se réduisent souvent à l'application de recettes qui « marchent », c'est-à-dire qui attirent le public. Encore que les productions à grand spectacle commencent à s'essouffler et que des films de jeunes réalisateurs obtiennent de grands succès. A preuve les succès de *Marche à l'ombre* de Michel Blanc ou de *Boy meets Girl* de Leos Carax. En ce qui concerne ce dernier, rendons hommage à la maison de production qui a accepté de produire ce film : on n'aurait pu l'imaginer il y a quelques années. Le jeune cinéma américain connaît également une vitalité extraordinaire : il n'est que de voir *Stranger than Paradise* de Jim Jarmusch, un très beau film, simple et attachant. Aux États-Unis, on investit beaucoup sur les jeunes réalisateurs : la facilité avec laquelle l'argent circule là-bas y contribue beaucoup.

T. Ferenczi. — Pour en revenir aux écoles de cinéma, comment y concevriez-vous l'enseignement ?

J.-M. Faure. — Le projet d'école élaboré par Claude Lelouch me semble très intéressant. Intervindraient de très grands réalisateurs — on parle d'Orson Welles, de Federico Fellini... Leurs cours seraient filmés et diffusés ensuite à la télévision. Belle tentative de démocratisation de cet enseignement et d'éducation du public ! Mais un directeur d'école de cinéma devrait d'abord veiller à ce que tous les intervenants, quelle que

soit leur notoriété, soient animés d'une volonté réelle de transmettre leurs savoirs et leur expérience. Le réalisateur doit se débarrasser, lorsqu'il enseigne, de l'état d'esprit qui règne lorsqu'on apprend sur le tas, empreint de secret, et qu'exacerbe la concurrence. La supériorité de l'école par rapport à l'apprentissage sur le tas réside là. À cet égard, permettez-moi de rendre hommage à l'enseignant exceptionnel que fut à l'INSAS le directeur de la photographie Ghislain Cloquet (1). Passionné à l'idée de transmettre tous ses savoirs, toujours présent, même aux limites de l'épuisement...

T. Ferenczi. — Au-delà des grands noms du cinéma que vous avez pu rencontrer dans votre école, avez-vous des maîtres auxquels vous vous référez dans votre travail ?

J.-M. Faure. — Il serait néfaste pour un jeune réalisateur qui cherche à apprendre de vouloir imiter ou de vénérer trop exclusivement quelques maîtres. Néanmoins, j'avoue être fasciné par le travail de Robert Bresson. Permettez-moi de citer cette phrase de lui : « Plus les moyens cinématographiques dont je dispose augmentent, plus mes propres moyens diminuent ». J'aimerais travailler ainsi à la production d'une esthétique épurée de tous les effets cinématographiques rebattus.

T. Ferenczi. — Que représente un cinéaste comme Jean-Luc Godard aux yeux de votre génération ?

J.-M. Faure. — Godard apporte de nombreuses réponses à nos interrogations de jeunes réalisateurs. Dans la mesure où il invente et innove sans cesse, en prenant beaucoup de risques ; dans la mesure également où il sait émouvoir par la seule utilisation de moyens cinématographiques, et non en essayant de satisfaire je ne sais quels penchants émotionnels du spectateur.

T. Ferenczi. — À un moment où l'on parle beaucoup de mécénat d'entreprise, Apple pourrait-il se lancer dans le financement de films d'art ?

M. Pérez. — Pourquoi pas ? Mais le mécénat dépend en partie du contexte fiscal national : les lois le facilitent grandement aux États-Unis. Enfin, loin d'être gratuit, il est toujours lié à

que le cinéma n'a rien de comparable avec l'image vidéo ni avec le format télévisuel. Il suppose pour moi une projection de qualité, sur grand écran, dans une salle obscure... Il reste pour moi un art artisanal qui utilise du celluloid, du bromure d'argent interagissant avec la lumière... Mais je ne m'exclus pas des télévisions : d'un point de vue esthétique, je récusé l'amalgame cinématographie-télévision.

M. Pérez. — Permettez-moi une dernière remarque : en tant qu'outils de communication, le cinéma, comme la vidéo, la télévision... ne m'apparaissent que relativement peu démocratiques. L'individu, dans la salle obscure, n'a le choix qu'entre applaudir ou sortir : d'un message lui est imposé sans qu'il puisse réagir. Au contraire d'un livre que l'on peut fermer, rouvrir, parcourir librement... En quoi ces moyens de communication me paraissent dangereux.

T. Ferenczi. — Avez-vous l'impression, J.-M. Faure, d'exercer un pouvoir terroriste sur les spectateurs en les retenant dans une salle ?

J.-M. Faure. — Pas du tout. J'ai simplement choisi le cinéma pour exprimer certains désirs, j'aimerais seulement, par des moyens exclusivement cinématographiques, restituer pour le spectateur la fascination que j'ai moi-même éprouvée pour le cinéma.

T. Ferenczi. — Vous ne cherchez ni à exprimer des sentiments ni à raconter des histoires, mais plutôt à combiner des images et des sons...

J.-M. Faure. — En effet, j'ai tendance à créer les situations

France-Culture
France-Culture, samedi 16 février, à 19 h 15 : Jean-Marc Faure-Henri Colpi (rediffusion le mercredi 20 février à 14 h 30).

صكرا من الامم

NOUVELLE

LE MONDE AUJOURD'HUI
DIMANCHE 17-LUNDI 18 FÉVRIER 1985 XI

HALLOWEEN

à E. B., in memoriam

par Carlos Victoria

ALORS c'est ça ta maison ? Eh bien, elle est vraiment belle. Jamais je ne l'aurais imaginée aussi grande. J'avais oublié qu'elle avait deux étages ; tu me l'avais dit pourtant un jour. Cette jeune fille américaine qui l'a louée avec toi a prouvé par son choix qu'elle avait du goût. Car c'est elle qui l'a dénichée, n'est-ce pas ? Elle a bien fait de quitter le froid du Nord pour venir s'installer à Miami. Bien sûr, elle a été un peu folle de choisir comme *roommate* un petit Cubain comme toi, et pour plus de précision un *Marielito* comme toi. Pourtant ils étaient rares ceux à qui tu confiais que tu étais venu par Mariel. Tu pouvais te le permettre avec ton bon anglais. Te souviens-tu comme je te critiquais pour cela ? Toi, tu te moquais toujours de ma prétendue honnêteté. « *Ceux qui veulent jouer les gens honnêtes sont les plus hypocrites au fond* », me disais-tu. Tu ajoutais en levant la main en un geste bien de toi : « *Gare à eux !* » Alors je me mettais à rire, mais crois-moi cette plaisanterie ne cessait de me tourmenter. Serait-il vrai que le désir de sincérité dissimule une intention un peu trouble ? Tu as peut-être raison. Mais remarque bien, je dis *peut-être*. Ne va pas te figurer que je me donne pour battu.

C'est une maison immense, en effet. Et très bien aménagée, il faut le reconnaître. C'est la décoration qui révèle ta patte. Voici sans doute la reproduction de Matisse dont tu m'as tant parlé. Tu disais vrai, elle est excellente, cette reproduction. Seulement Matisse est parfois un peu frivole ; mais je sais que ces mots-là te dérangent. Je sais que tu es un ardent défenseur de la frivolité. Je suis moi-même obligé d'admettre, tout à fait malgré moi, qu'elle n'épargne rien ni personne. Dans une certaine mesure nous apportons tous de l'eau à son moulin. Mais tu le sais bien, je suis contre certains excès. A commencer par cette fête de Halloween... Non, sois tranquille, je ne vais pas jouer le rôle de trouble-fête. Autrefois je gâchais tout parce que je buvais trop, alors maintenant je ne veux pas en faire autant par une débauche de sobriété. Selon ton conseil, je dois aspirer à une sorte de moyen terme. Des limbes émotionnelles. Mais comme il est difficile d'y parvenir, ici entre nous. Avec toi je peux parler en toute franchise.

Domage que tu ne te sois pas trouvé sur le seuil pour m'accueillir. C'est un moine encaquebonné qui m'a fait entrer, et à sa voix j'ai identifié Sebastian, celui qui faisait des documentaires élandistes à Cuba. Sebastian... comment ? Bon, peu importe son nom de famille. Je n'ai jamais pu très bien me faire une opinion sur lui, et tu m'as dit une fois que malgré ses prétentions d'intellectuel, c'était un grand con. Toi alors, toujours aussi implacable avec tout le monde, sans t'exclure toi-même. C'est cela peut-être qui précipite la fin ? Mais ce qui m'a vraiment pris au dépourvu, c'est qu'il n'y a personne qui ne soit déguisé. Il s'agit donc d'un authentique bal masqué. Ramoncito ne m'a rien annoncé de pareil au téléphone, autrement je n'aurais pas osé venir. Les sorcières et les gnomes me fixent d'un air étrange, qui oscille entre l'étonnement et le mépris.

J'ai demandé immédiatement après Ramon, le seul responsable du ridicule de mon rôle. Toi tu aurais dit : « *Ne ratez pas ça, Carlos Victoria* »

disguisé en Carlos Victoria ! Quel manque d'originalité ! Tu m'aurais aussitôt apporté une assiette de viande froide et un verre d'alcool, comme l'hôte remarquable que tu as toujours été. Mais je sais parfaitement que tu n'es pas là, et pour comble ton amie américaine, vêtue en Blanche-Neige ou en Belle au bois dormant — je l'avoue que les contes pour enfants ne sont plus mon fort — ne m'a même pas reconnu. Naturellement, je n'ai pas été assez fou pour évoquer ton nom. C'est d'une manière très drôle que j'ai fait allusion à la fois où tu me l'as présentée, comme si ce n'avait pas été

fiancée de Don Quichotte, et sa haute silhouette dégingandée renforce énormément la ressemblance. Mais le plus comique c'est que Rafael Alvarez — celui de Camagüey bien sûr, pas l'autre — s'est débrouillé à son tour pour jouer le rôle de Saneho Pança, car son physique s'y prête aussi. Ils ont l'air tirés d'une des nombreuses illustrations que nous connaissons. Ils vont de tous côtés sans se quitter d'une semelle, et ils s'amuse beaucoup, ça se voit. Ils sont un peu ivres, tous les deux, peut-être plus qu'il ne convient, mais ils gardent plus ou moins les formes. Ici d'ail-

m'imaginer dans le brouhaha de la fête. Maintenant une bonne fée à la poitrine ridiculement velue a renversé un verre de whisky sur ma chemise, et s'est excusée d'abord dans un anglais malhabile, puis en espagnol avec l'accent argentin. Plus tard un arlequin masqué m'a embrassé sur la joue, et après un instant de réflexion il m'a semblé que c'était le garçon qui t'avait insulté à la sortie de ce club nauséabond, à cause d'une curieuse histoire de jalousie, ou bien c'était une affaire d'argent ? En fin de compte, la jalousie, l'argent, toutes ces eaux troubles, ne peuvent plus

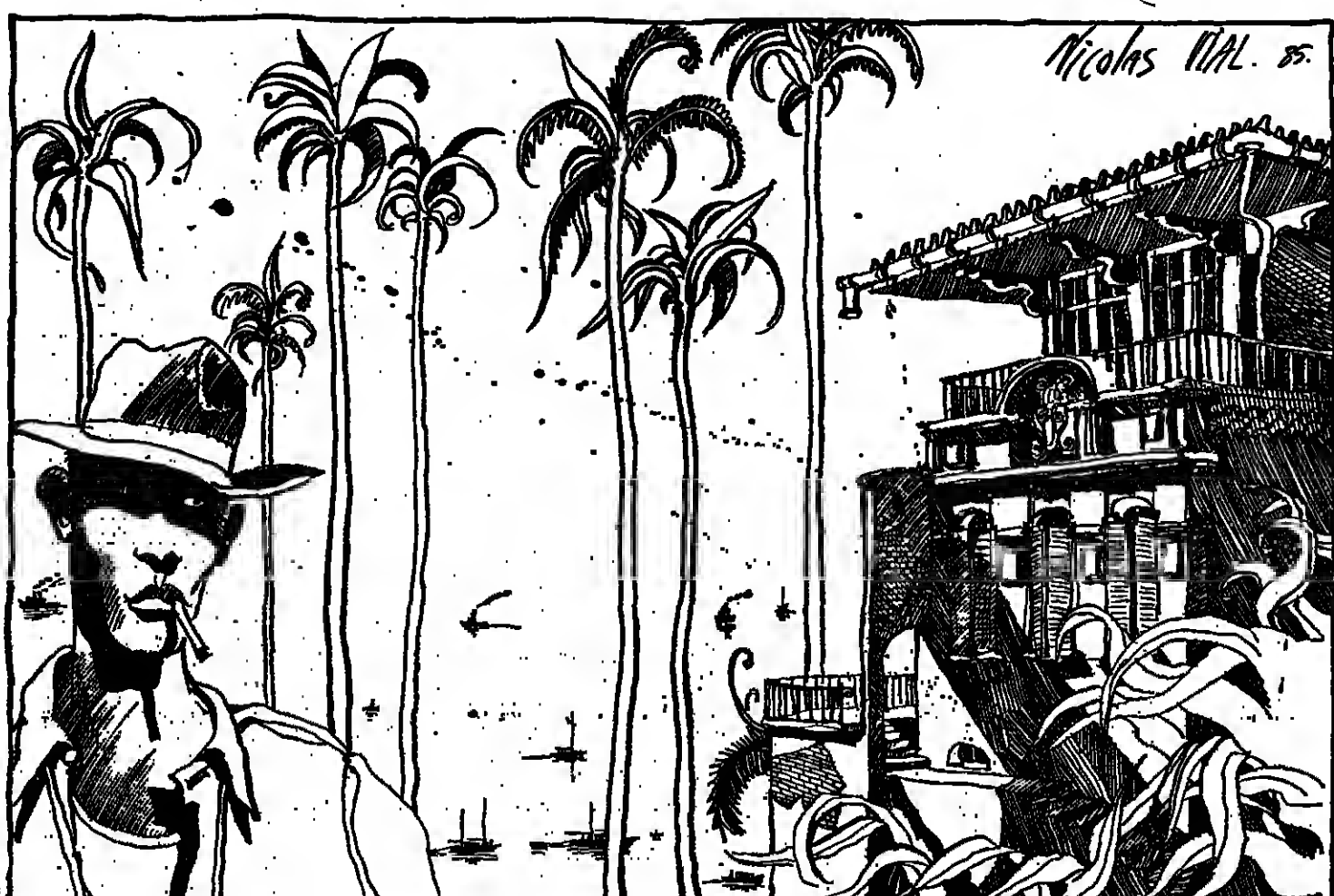
salon : seule la calebasse suspendue au plafond émet une faible lueur à travers ses yeux vides et sa bouche entrouverte. Et moi, stupide comme je suis, avec mon verre tremblant dans ma main, je me suis approché de l'inconnu pour lui demander de m'indiquer les toilettes. Tu dois comprendre que je devais en avoir le cœur net. Mais il m'a répondu dans un anglais impeccable, d'une voix qui ne rappelle en rien la tienne, que sa connaissance de l'espagnol est très limitée, et que par conséquent il ne peut comprendre ce que je lui dis. Puis ses doigts écarasent sa

cigarette dans le cendrier, à la façon qui t'était habituelle.

Mais l'atmosphère de ce lieu est devenue irrespirable et je regrette seulement que tu ne me montres pas comment accéder à l'étage supérieur où du dehors j'ai pu observer une jolie terrasse. A cette heure-ci, ce dont on a besoin, c'est d'un peu d'air frais. C'est la partie de la maison où tu m'aurais conduit maintenant sans y réfléchir à deux fois. Abandonnant le rôle d'hôte qui t'allait si bien, tu m'aurais invité à m'asseoir dans l'un des fauteuils d'osier, et prenant ta cigarette dans la main gauche, à la manière d'un crayon, ton maquillage dégoulinant sous l'effet de la transpiration, tu m'aurais dit en me regardant dans les yeux : « *Prends garde, Carlos Victoria, la vie et la littérature, ce n'est pas la même chose. Les gens comme toi, qui ne font pas la distinction entre l'une et l'autre, n'arrivent jamais à rien.* » Je me serais contenté de sourire, avec l'envie peut-être de te demander ce que tu penses maintenant de la ressemblance entre la mort et la littérature. Mais finalement j'aurais décidé de me taire, car réflexion faite, quel sens ça aurait de te poser la question ? Toi et moi on s'est toujours compris à demi-mot, et d'ailleurs, nous savons tous les deux maintenant que parfois il vaut mieux garder le silence.

Traduit de l'espagnol par LILIANE HASSON.

Carlos Victoria (né à Camagüey, Cuba, en 1950) est poète, conteur et journaliste. Il a fait des études d'anglais à l'université de La Havane d'où il est expulsé pour « diversionnisme idéologique ». Il devient alors ouvrier agricole dans sa province natale. Arrivé en 1978 pour « possession de littérature contre-révolutionnaire », il s'exile aux États-Unis en 1980 par le port de Mariel. Il vit en Floride où il gagne sa vie comme manutentionnaire, tout en poursuivant son œuvre littéraire. Ce texte est extrait du recueil *Las Sombras en la playa*, inédit comme le reste de son œuvre.



leur œuvre, mais elle du hasard, ou d'une sympathie mutuelle qu'en réalité aucun des deux n'a éprouvée. Non pas que cette jeune fille me déplaît, loin de là ; au contraire, je la trouve très séduisante et aimable, et elle m'a dit avec un sourire très éloquent : « *Oh yes, now I remember you were his friend !* » Ce his prononcé précipitamment a établi ton existence.

Certes, parler d'existence est une chose très discutable, surtout si l'on tient compte des circonstances actuelles. Mais il n'est pas inutile de rappeler que quatre mois seulement se sont écoulés. Quatre petits mois ! En arrivant en voiture, je suis passé par l'endroite, car Ramoncito m'y avait conduit quelques jours après l'événement. A part ça, le pont a déjà un nouveau parapet, et personne ne pourrait soupçonner qu'un jour il s'est passé là quelque chose d'extraordinaire. Mais si l'on s'en tient à un langage objectif, ce ne fut extraordinaire que pour toi. Tu m'aurais toi-même obligé à rectifier ce terme, avec ton infatigable manie de corriger les fautes d'autrui. « *Apprends à parler* », m'aurais-tu dit, qu'une chose soit importante pour toi ne signifie pas qu'elle le soit aussi pour les autres. Pour cette fois, j'aurais acquiescé en silence. Non pas pour éviter une discussion, comme d'habitude, mais parce que j'aurais été vraiment d'accord avec toi.

L'une des choses que je regrette, c'est que tu n'aies pas vu le déguisement de Ramoncito. C'est une réplique stupé-

leur, personne n'est capable d'adresser le moindre reproche à personne. Seul un observateur comme moi peut accorder de l'importance à de telles vécités. Tu ne l'ignores pas, j'ai toujours apprécié la bonne conduite, même si tu as eu souvent du mal à le croire.

Il se trouve aussi, à ta grande indignation, que je n'ai pas avalé une goutte d'alcool, ce qui me rend réceptif à une certaine pédanterie. Si tu avais été là, j'aurais dû, à mon corps défendant, ingurgiter deux verres. Sinon, qui t'aurait supporté. « *Je l'ai toujours dit, tu m'aurais dit, dans le fond tu n'es qu'un foutu moraliste.* » Et au passage tu m'aurais rafraîchi la mémoire. « *Te souviens-tu de ce que je t'ai dit sur Rousseau au parc Agramonte ?* » m'aurais-tu dit. Plein d'éloge de la vertu et plein de contrat social, mais ses enfants étaient sourrés à l'orphelinat. Voilà les moralistes. Des gens pareils je n'éprouve aucun respect pour eux. Je n'aurais pas su que répondre, pas plus que l'autre fois il y a onze ans, quand la Profession de foi était mon livre de chevet, car j'avais cru trouver chez Jean-Jacques la réponse adéquate à beaucoup de mes questions. Tu oublies naturellement qu'enfant j'ai reçu une formation protestante, et que durant mon adolescence on a essayé de me convertir au communisme, et des choses pareilles, mon cher et irritable ami, vous marquent profondément, sache-le.

Mais non, tu n'aurais peut-être pas proféré de telles impertinences. Tu serais très occupé à exhiber ton déguisement, que j'essaye en vain de

t'affecter, même de loin. Entre autres choses : tu t'es défilé d'abord de l'enfer de Cuba, et à présent du paysage peu stimulant de l'exil.

Comme de juste, Ana Rosa l'actrice, celle que tu n'as jamais pu supporter, est venue en odalisque, et elle m'a susurré tout bas, dans un fort relent de bière, en désignant Julian, qui est sans doute l'étoile de la soirée, « *Tu as remarqué ? Il passe sa vie à maudire ce pays, mais à Cuba il n'a jamais pu se déguiser en femme sans craindre que la police ne vienne frapper à sa porte.* » J'ai préféré ne pas lui répondre pour ne pas prolonger une conversation qui ne m'intéresse pas. Car soudain je me suis aperçu que je n'étais venu à cette fête que pour parler avec toi. Tu sais quoi ? A ce moment-là j'ai pris peur : il y a un homme assis au bout du canapé, au visage tout maquillé, qui est resté là sans bouger toute la nuit, à regarder les danseurs masqués d'un air absent, et j'ai été surpris par la ressemblance de ses yeux avec les tiens. Pas seulement les yeux, mais aussi les cheveux, et cette façon que tu as de croiser les jambes et de tenir ta cigarette dans la main gauche, à la manière d'un crayon. Tu aurais peut-être aimé nous jouer un tour pareil. Mais non, je ne te crois pas capable d'aller si loin.

Sur le tourne-disques Donna Summers chante « *Dim all the lights* », et la jeune fille américaine, nerveuse et aussi fûtée, a éteint quelques lumières pour mettre le décor au diapason de la chanson, et une dense pénombre a baigné le

Poésie Lucien Francoeur L'orgueil des barbares

Les serpents de luxure sont noués au corps de l'érotomane alors qu'aux seins des jeunes filles les chairs tournoient comme des ptérodactyles dans le temple du chrome solaire : lunettes noires et soleil qui sombre angouilles sous roche pare-chocs dans les insulations de perversité, des ravages d'échine qui font mal partout.

On a violé le cénotaphe de l'étranger, sacré des miniatures des dieux odieux, touché aux reliques de l'obsédé et souillé la honte des proscrites.

Le jour des orgasmes imprévisibles est ajourné, renvoyé aux calendes grecques, greffé à l'oublieuse telle une œuvre de peu quand le verbe se fait chair sur cuir.

Hurlant de panique dans le visage de l'étranger je forçai le maniaque indiscret comme une vitrine, une dévotion d'auberge en liesse, ou mieux : un dash de Edsel dans la nuit éteinte. Double ou seul du temple plaqué d'anges éclatés je suis prêt à parer la bête qui titube et s'évanouit dans les bras du phallus au rire de barbarie.

Puis je me retire vers la timidité des machines, je suis l'homme-projet.

Lucien Francoeur est né en 1948 à Montréal. Chanteur rock, il a publié plusieurs disques dont Jour et Nuit (RCA). Ses chansons viennent de parures en coédition franco-québécoise : Rock-désir (VLB Castor astral). Il a notamment publié Drive in (Sagahers/Hexagone). A propos de l'été du serpent (Castor astral) et les Rockers sacrifiés (Hexagone). Ici l'on part de l'impulsion, du rock des villes. D'étranges ombres strient et bouleversent les écrans cathodiques.

CHRISTIAN DESCAMPS.



DESSINS ANIMÉS EN TRICOLORE

En 1985, trois grosses productions nationales et une nouvelle industrie si la télévision joue le jeu.

par Jean-François Lacan

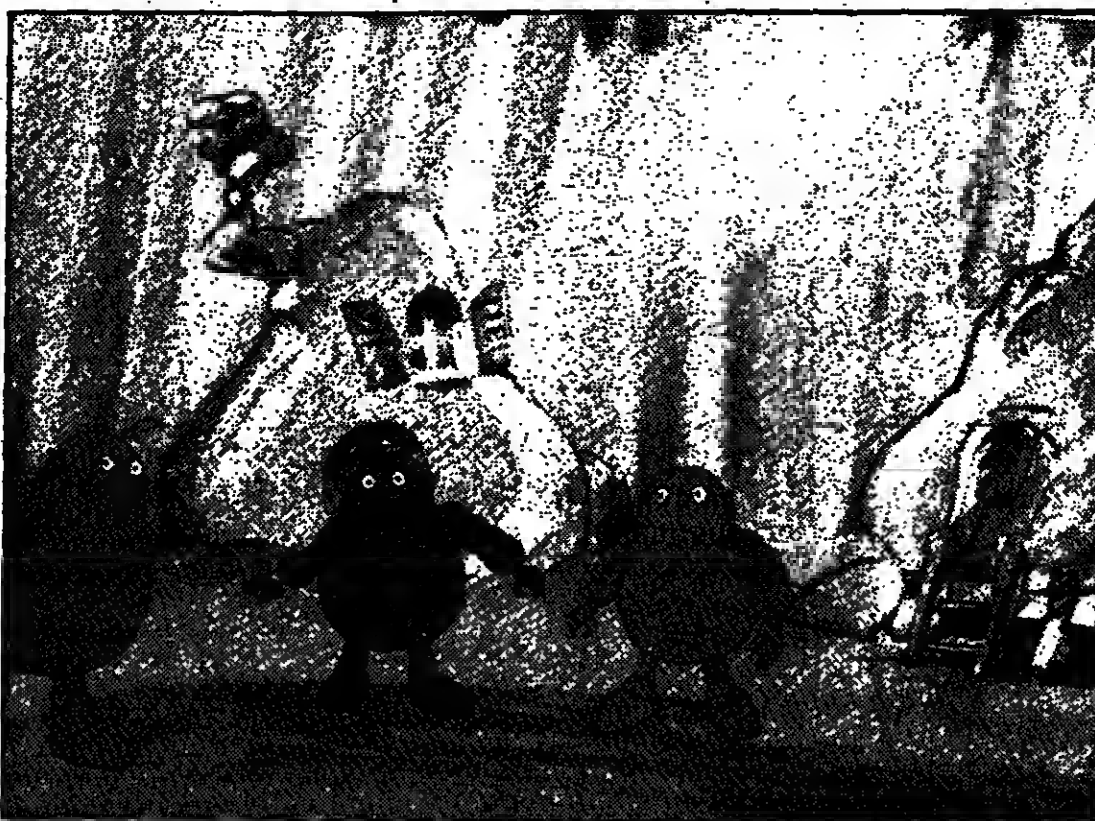
EN plein hiver, Gwen, la petite nomade de Jean-François Lagniole, s'est risquée sur les écrans de cinéma (*le Monde* du 16 février).

A l'automne, ce sera Rebecca qui guidera les téléspectateurs pour un voyage d'un an dans *les Mondes engloutis*, sur Antenne 2.

En décembre, sur Canal Plus, c'est Myrtille, l'héroïne de *Robot Story*, qui cherchera son chien sur une planète peuplée d'ordinateurs en délire.

Trois petites filles de gouache et de crayon, trois univers et trois styles différents. Mais un point commun pourtant : pour la première fois depuis longtemps, ces trois dessins animés auront été fabriqués en France, intégralement. Prenez le temps de regarder, amenez vos enfants, victimes de « Goldorak » et autres, « Capitaine Flam », se décrocher les yeux. La différence saute aux yeux dès les premières images du film de Lagniole ; elle reste très sensible dans les deux séries de télévision. Plus de héros stéréotypés, de petites blondes fadasses aux yeux inévitablement bleus ou de monstres bêtement effrayants. Plus de mouvements saccadés ou de zooms brutaux sur des plans fixes. On travaille à dix ou quinze images par seconde au lieu de cinq. On prend le temps de soigner les décors et les scénarios.

L'année 1985, grâce à ces trois productions et à quelques autres, pourra nous débarrasser d'un certain nombre d'o-priori. Non, l'animation française n'est pas condamnée à l'artisanat, seulement capable de produire un *Roi et l'Oiseau* tous les dix ans et impuissante devant le quotidien de la télévision. Non, les



Robot Story

Etats-Unis et le Japon n'ont plus le monopole du *cartoon*, et les dessinateurs français comme Mochius et Druillet ne seront plus obligés de s'exiler pour travailler sur pellicule. Non, la production de série n'est pas automatiquement synonyme de médiocrité.

Il y a plus d'un an, le ministère de la culture, dans le cadre de son action en faveur d'une industrie de programmes audiovisuels, s'attaquait en priorité au dessin animé (*le Monde* du 16 décembre 1983). Peut-être parce que l'opinion publique est plus sensible aux risques d'acculturation lorsqu'il s'agit d'enfants.

Sans doute parce que le déséquilibre économique y était évident : avec 7 % seulement de production nationale sur quatre cents heures de dessins animés diffusés par an, les chaînes nationales étaient une vraie passoire pour les programmes étrangers.

A la tête de l'agence Octet, Daniel Populus a piloté pendant un an toute une série d'actions. L'argent public a servi à aider des projets, à former des animateurs, à accorder dans le cadre d'un fonds de soutien des avances importantes aux productions d'animation, à développer de nouvelles techniques, palette

électronique ou synthèse d'images.

Le premier bilan est positif. Les premières séries télévisées ont vu le jour, et la fabrication française commence à intéresser des producteurs étrangers. A 45 000 F ou 50 000 F la minute, l'animation nationale est certes plus chère que les usines japonaises (moins de 40 000 F la minute), mais plus intéressante que la fabrication américaine, qui souffre de la hausse du dollar.

Ces tarifs compétitifs sont toutefois desservis par une relative lenteur qui décourage certains partenaires étrangers. Quatre ans pour faire *Gwen*,

c'est encore un travail artisanal. De dix-huit mois à deux ans pour fabriquer vingt-six épisodes de vingt-six minutes, c'est le début d'une production plus industrielle. Cette production reste toutefois traditionnelle. L'espoir de voir l'informatique remplacer les intervalles, réduire le coût et la durée de l'animation, était encore prématuré.

Images Ordinateur (10), la société de pointe d'Angoulême, financée par le plan « Recherche image » et inaugurée par le président de la République, est encore au stade des études sur l'informatisation et se contente pour le moment d'un travail très classique de gouachage pour *les Mondes engloutis*.

La voie du trucage

En revanche, les palettes électroniques, d'un maniement simple et rapide, ont séduit les graphistes. Associés au montage vidéo et à ses possibilités de trucage, elles ouvrent une autre voie pour l'animation.

Là encore, il faudra quelque temps pour maîtriser ce type d'écriture et se lancer dans des séries ambitieuses.

Mais l'avenir de l'animation française est avant tout subordonné au développement de son marché national. Sans commandes ou coproductions des chaînes, tout le plan de relance risque de s'effondrer. Or, de ce point de vue, le bilan est très négatif. Malgré les efforts de Jacques Moussieu, responsable de l'unité jeunesse de TF1, la direction de la première chaîne fait la sourde oreille. FR3 préfère signer un contrat avec Disney Channel, ou investir dans des productions « françaises » mais fabri-

quées à l'étranger. Canal Plus, avec l'aide du fonds de soutien à l'industrie des programmes, a pu s'engager sur *Robot Story*.

Seule, Antenne 2 a parfaitement joué son rôle au sein du plan de relance en atteignant dès cette année le quota de 30 % de fabrication nationale que s'était fixé le ministère de la culture. Jacqueline Joubert, responsable de l'unité « Jeunesse », s'est engagée dans un programme ambitieux de coproductions : *les Mondes engloutis*, *Ys la magnifique*, *l'Enfouissement* (un projet de Philippe Druillet), mais aussi des petites séries réalisées sur palette électronique par Jacques Rouxel (le créateur des « Shadocks »), la société Computer vidéo film ou la Société française de production. A la tête de la chaîne, Pierre Desgraupes, et aujourd'hui Jean-Claude Hébert, ont appuyé cette politique en faisant entrer Antenne 2 dans le capital de France-Animation.

Le dynamisme d'Antenne 2 ne suffira pas à faire vivre tout le monde. L'industrie américaine du dessin animé s'est bâtie grâce à la participation active et systématique des grands réseaux de télévision privés. Il est singulier qu'en France, un plan prioritaire de l'Etat rencontre aussi peu d'enthousiasme de la part des chaînes publiques. Certes, celles-ci se débattaient entre les contraintes budgétaires et les obligations de leur cahier des charges. Elles préfèrent concentrer leur investissement sur des programmes de grande écoute. Reste que les jeunes, s'ils se représentent pas une audience majoritaire, ne devraient pas, pour un service public, faire figure de quantité négligeable.

LE SAVOIR- VENDRE DE NICOLE PICHON

Chez Belokapi, une commerçante avisée.

DANS la profession, Nicole Pichon a une réputation en béton : celle d'être une commerçante avisée en matière de produits dérivés des dessins animés. Sans doute parce que la dynamique fondatrice de Belokapi a été fort bien inspirée de prendre la gestion des droits des « Schtroumpfs » en 1978, deux ans avant que les Américains ne s'emparent de la bande dessinée belge pour en faire une série télévisée et une gigantesque entreprise commerciale.

Commerçante avisée ? Le qualificatif fait sourire Nicole Pichon : « J'applique seulement des techniques de vente classiques dans un domaine où la France n'a jamais su se débrouiller. On ne peut pas toucher ou dessin animé sans s'intéresser aux droits dérivés. D'abord parce que, bien négociés, ils peuvent apporter jusqu'à 20 % du financement d'une série télévisée. Mais surtout, parce que sans les jeux et les livres qui prolongent son impact, un dessin animé n'aurait pas le même succès auprès des enfants. »

L'essentiel, pour Nicole Pichon, n'est pas de vendre du Schtroumpf, mais de réinvestir l'argent gagné pour faire du



dessin animé. La présidente de Belokapi le souligne : sa société produit de l'animation pour la télévision depuis seize ans, fabrique intégralement français sans avoir attendu les encouragements des pouvoirs publics, et réalise cette année 25 % de son chiffre d'affaires à l'exportation en vendant à l'Allemagne, à la Grande-Bretagne, à l'Italie, au Canada et même aux Etats-Unis.

L'aventure a commencé du temps de l'ORTF avec Pépin la bulle, suivi par la série Chapi Chapin, récemment rediffusée. Mais les choses sérieuses commencent lorsqu'en 1977 Belokapi coproduit, pour TF1, « L'île aux enfants ». Pendant quatre ans, onze équipes vont réaliser les différentes animations qui complètent les aventures de la célèbre marionnette Casimir.

Divorcé en 1981, TF1 abandonne « L'île aux enfants » pour « Le village dans les nuages », mais Belokapi de meure prestataire de services et fabrique pour la chaîne deux cent quarante minutes d'animation en moins d'un an.

La petite fille chez les robots

Nicole Pichon veut retrouver son autonomie de producteur. Pour intéresser une chaîne, trouver des partenaires en France et à l'étranger, il faut investir dans des scénarios, réaliser des épisodes pilote. Belokapi, qui n'a pas de fonds propres, pense avoir trouvé la solution en entrant dans le groupe Parafraoce. Mais celui-ci, paralysé par des problèmes internes, ne peut jouer le rôle financier espéré. Au bout du compte, c'est la Compagnie financière du Scribe qui apportera à Belokapi les capitaux nécessaires au renouvellement de sa création.

L'an dernier, Belokapi se lance : 1,2 million de francs pour trois idées, trois projets présentés sous forme de pilotes. Les aventures cocasses

et attendrissantes d'une petite fille perdue sur une planète de robots (« Robot Story ») séduisent Canal Plus. Avec l'aide du fonds de soutien à l'industrie des programmes et l'intérêt d'une chaîne, Nicole Pichon en fera une série de vingt-six épisodes de vingt-six minutes. « Ys », adaptation



d'une légende celtique, gagne le concours du scénario organisé par l'agence Octet et Antenne 2. Si Belokapi réussit à y intéresser un partenaire canadien, ce pilote deviendra à la fois un long métrage de cinéma et une série de télévision. Seul, le « Croc-ottes

show » n'a pas encore trouvé preneur. Peut-être parce qu'il s'agit de faire en cinquante-deux épisodes de cinq minutes l'histoire de la musique et des instruments. Pourtant, l'intelligence des gags et la qualité de la réalisation en font le plus brillant des trois pilotes. Mais l'intelligence est-elle un bon argument de vente à la télévision ?

« Le public se lasse des séries japonaises ou américaines trop homogènes, réplique Nicole Pichon, et même les diffuseurs américains commencent à s'intéresser à des scénarios originaux, à une animation de qualité, qui tranchent avec les productions habituelles. »

Belokapi a donc investi en conséquence. En un an, le nombre de salariés et d'animateurs sur contrats temporaires a doublé. L'atelier de Vincennes est devenu trop petit : « Robot Story » est réalisé dans de nouveaux locaux à Montreuil, tandis qu'une troisième équipe termine « Les Viratums », qu'Antenne 2 commence à diffuser ces jours-ci. Belokapi est devenue la plus grosse entreprise de fabrication de dessins animés en France. Mais le marché suivra-t-il ?

« Dans tous les pays, on demande des dessins animés pour remplir les émissions pour la jeunesse, affirme Nicole Pichon. La demande va



croître avec l'apparition de chaînes spécialisées sur les réseaux câblés. Mais il faut que nos chaînes nationales jouent le jeu. Sans marché intérieur, la production française de dessins animés ne pourra jamais rivaliser avec les Américains ou les Japonais. Dans les deux ans qui viennent, nous avons besoin de commandes mais aussi d'animateurs et de scénaristes professionnels. C'est par la formation et l'action sur les chaînes de télévision que les pouvoirs publics peuvent le mieux nous aider. »

J.-F. L.



4 ANS, 52 MINUTES, 22 ÉPISODES

« Les mondes engloutis » de France-Animation.

Le storyboard, ce résumé plan par plan de l'histoire, court tout au long des couloirs du petit immeuble de Montreuil. A tout moment, chaque dessinateur de France-Animation peut y retrouver le plan sur lequel il travaille, retrouver le sens d'un geste, la fonction d'une situation dans la continuité de l'action. Point de repère indispensable pour mener à bien une série d'animation, car on a vite fait de se perdre au milieu de 300 000 dessins ! D'autant que la fabrication d'un dessin animé n'a rien à envier à la division du travail qui règne sur une chaîne automobile.

Au fond du couloir, on dessine les décors. A côté, on établit les *lay out*, ces descriptifs précis des déplacements des personnages, des mouvements de caméra, calculés dans le temps et l'espace. C'est à partir de là que travaille l'animateur, dessinant pour chaque mouvement les « positions clés » qui vont lui donner son rythme, son caractère. Derrière lui, les intervenants réalisent toutes les positions intermédiaires.

A ce stade, on n'a encore que des esquisses rapides sur des calques, mais le dessin animé existe déjà. Un système vidéo image par image va donner vie au personnage et permettre de contrôler immédiatement la qualité de l'animation. La conception est terminée : l'exécution peut commencer. Les dessins quittent Montreuil pour Images-

Ordinateur, à Angoulême, où ils seront repris avec soin sur des feuilles de celluloid et coloriés. Après cette « trace-gouache », les dessins seront filmés au banc-titre dans différents studios. Ces films reviendront enfin dans les locaux de France-Animation à Montreuil pour être montés avec la bande son enregistrée quelques mois auparavant.

« France-Animation est une sorte d'usine, reconnaît Gilbert Wolmark, président de la toute jeune société, parce que la production d'une série d'animation est une affaire industrielle. Dans le dessin animé, pas d'acteurs malades ou d'intempéries retardant le tournage : le seul risque — mais de taille — est de voir s'envoyer cette chaîne de fabrication complexe. Pour tenir le budget et les délais, il faut imposer une rigoureuse organisation du travail tout le temps que dure l'aventure. » Et l'aventure dure près de quatre ans quand il s'agit de réaliser les cinquante-deux épisodes de vingt-six minutes des *Mondes engloutis*.

Pour embarquer quarante personnes dans cette aventure, pour créer à Montreuil cette petite usine, il a fallu à Gilbert Wolmark et à sa femme Nina beaucoup de patience et de foi. D'abord convaincre que la France pouvait produire des séries comme les États-Unis ou le Japon, qu'il s'agissait d'un défi culturel et économique pour une animation fran-

çaise certes inspirée, mais trop artisanale et mal adaptée au marché. Ensuite persuader différents partenaires d'investir 30 millions de francs dans les *Mondes engloutis*, de payer le prix du temps et de la qualité pour mettre sur le marché un produit différent de *Candy* et autres *Albator*.

« Rien n'aurait été possible, explique Gilbert Wolmark, sans le volontarisme du ministère de la culture, l'argent mis par l'agence interministérielle Octet pour payer le surcoût de la fabrication française. Rien ne se serait fait si Jacqueline Joubert, responsable de l'unité Jeunesse d'Antenne 2, n'avait pas fait le pari avec nous. » Pari courageux, car le risque financier est important pour un département jeunesse dont les budgets sont plus que modestes.

La production des *Mondes engloutis* commence fin 1983, entourée d'un scepticisme général : les milieux professionnels ironisent déjà sur les « millions engloutis ». Pour-



Au vu des premières images, les producteurs américains commencent à s'intéresser à la fabrication française.

tant, le « pilote » de la série est prêt pour le marché international des programmes en avril 1984. La fabrication commence à la Société française de production (SFP). Pendant ce temps Gilbert Wolmark réunit autour de RMC audiovisuel les 3 millions de francs nécessaires pour créer France-Animation : on retrouve parmi les actionnaires Antenne 2, la SFP, la Sofirad mais aussi l'éditeur belge Casterman et, surtout, un gros producteur canadien, Crowlles, dont la solide expérience en matière de dessin animé va se révéler bien utile dans l'organisation des ateliers de Montreuil.

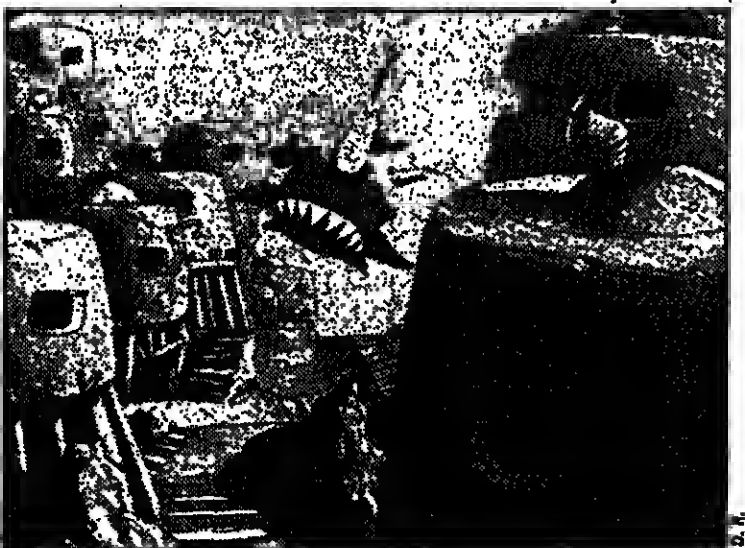
Car il faut tout faire : mettre au point les méthodes de travail, convaincre quelques artisans de l'animation française de venir se plier au rythme de la production industrielle et, surtout, former de jeunes animateurs, denrée rare sur le marché. La fabrication des *Mondes engloutis* passe de la SFP à France-Animation

pendant le dernier trimestre 1984. Les bâtiments de Montreuil sont inaugurés par M. Jack Lang en janvier et, avec vingt épisodes achevés, Antenne 2 pourra commencer la diffusion en septembre prochain.

Pourquoi se donner tant de mal alors que la plupart des producteurs sous-traitent leur fabrication au Japon, dont les tarifs restent sans concurrence ? « Pour obtenir autre chose que les stéréotypes japonais, explique Nina Wolmark, auteur des *Mondes engloutis*. Fabriquer en France, c'est imposer dans les moindres détails une conception plus proche de notre univers culturel. Cela va du choix d'un graphisme à la définition d'un personnage, en passant par la qualité des décors. Même si elle s'effectue sur un rythme industriel, la fabrication d'une série d'animation reste un travail de création à tous les niveaux. Fabriquer en France, c'est aussi travailler en commun avec un fabricant de jouets, un éditeur sur les

produits dérivés, les associer dès la conception à la dynamique de la production, comme cela s'est fait pour les *Mondes avec Casterman* et la *Campagne française du jouet*. »

Nina Wolmark, qui travaille son scénario en liaison permanente avec l'équipe d'animation de Montreuil, est visiblement heureuse. Il y a quelques années, elle avait écrit pour FR 3 le célèbre *Ulysse 31*, une tentative originale pour marier conception française et fabrication japonaise. Le résultat avait fait le bonheur des jeunes téléspectateurs tout en laissant Nina Wolmark insatisfaite. Aujourd'hui, les monstres farfelus, les pirates délinquants et les héros des *Mondes engloutis* sont vraiment fidèles à ses rêves. Quant à Gilbert Wolmark, qui veille sur l'avenir de l'entreprise, il peut être rassuré : au vu des premières images réalisées à Montreuil, les producteurs américains commencent à s'intéresser à la fabrication française. J.-F. L.



DISNEYLAND EUROPE A MARNE-LA-VALLÉE ?

La ville nouvelle pourrait accueillir un parc d'attractions de dimension internationale.

par Christian-Luc Parison

MICKY viendra-t-il faire un tour du côté de Guernantes ? On en parle. Et pas seulement dans les salons du château dont Proust a rendu le nom célèbre. Marne-la-Vallée, la ville nouvelle de l'Est parisien, est, une fois de plus, au centre d'un projet de dimension internationale.

Elle aurait dû accueillir l'Exposition universelle, elle participera aux Jeux olympiques de 1992, et la candidature de Paris est retenue, et elle vient de recevoir la visite des hommes de Disney à la recherche d'un site favorable à l'installation de Disneyland Europe.

La réussite de son parc d'attractions de Tokyo a incité le géant américain des loisirs à regarder vers l'Europe : le Visium Constantin paraît en effet singulièrement dépourvu de grands centres de distraction, qui fleurissent aux États-Unis. Et, dans ce domaine, le nom du créateur de la

petite souris constitue la meilleure carte de visite.

Parmi les pays qui se sont mis sur les rangs, seules l'Espagne et l'Italie représentent une concurrence sérieuse pour la France. L'Espagne surtout, qui propose Barcelone, déjà candidate, elle aussi, à l'organisation des JO. Conscient de l'intérêt économique du projet, le gouvernement espagnol n'a pas hésité à dérouler le tapis rouge sous les pieds des représentants de la firme américaine. Ceux-ci, seraient ressortis du bureau de M. Felipe Gonzalez, le premier ministre, avec des propositions alléchantes : exonération fiscale, modicité du prix des terrains.

Le gouvernement français ne pouvait pas rester à la traîne, et Laurent Fabius, qui traite lui-même le dossier, aurait assuré les Américains de son accord s'ils décidaient de choisir Marne-la-Vallée. C'est ce qu'a laissé

entendre M. Gaston Defferre, qui visitait récemment la ville nouvelle.

A Marne-la-Vallée, les élus restent prudents dans leurs commentaires. Chacun se surprend à rêver d'accueillir le parc dans sa ville, sans oser trop y croire. Pour M. Lucien Mayadoux, le président socialiste du Syndicat d'agglomération nouvelle, une chose est certaine : l'installation ne se fera pas sur le secteur de Val-Maubuée. L'urbanisation y est déjà très dense. Alors, il faudra aller un peu plus à l'est, vers la campagne et les petits villages : Bussy-Saint-Georges, Bussy-Saint-Martin, Bailly-Notre-Dame.

S'il précise qu'il ne s'oppose pas à un « projet d'intérêt national décidé par le premier ministre », M. Lucien Mayadoux ne semble pas enchanté par l'éventuelle venue de Disneyland. Il s'était opposé, il y a quelques années, à l'installation d'un parc d'attrac-

tions à la ferme de la Haute-Maison, à Champs-sur-Marne, et se dit aujourd'hui « favorable sous certaines réserves ».

Au-dessus des élus

L'affaire passe très largement au-dessus de la tête des responsables locaux et régionaux. Les élus de Melun-Sénart, l'autre ville nouvelle seine-et-marnaise, devront d'ailleurs se faire une raison. Eux étaient tout prêts à recevoir une opération de cette envergure et à profiter de ses retombées. La petite derrière des agglomérations nouvelles y aurait, peut-être, trouvé le moyen de prendre vraiment son essor. Mais les hommes de Disney ont préféré Marne-la-Vallée. Le dossier était pour eux par le cabinet Bourdele, qui représente les intérêts de la société Disney en France, a mis en évidence les avantages de cette ville nouvelle.

Proche de Paris, elle bénéficie d'un réseau de liaisons optimal (autoroute et RER notamment) et dispose des réserves foncières suffisantes.

Si la région parisienne ne peut pas lutter avec l'Espagne ou l'Italie dans le domaine de l'ensevelissement, elle a l'avantage de la position géographique. Paris reste, en effet, le lieu privilégié de transit des populations européennes et la première « porte aérienne » de l'Europe méridionale.

Au stade actuel, le projet de la société Disney demeure encore assez flou. En revanche, les chiffres avancés (un milliard de dollars d'investissement et plus de 8 000 emplois créés dans un premier temps) ont de quoi faire rêver. Disneyland Europe, comme le parc de Floride Epcot, devrait être tourné vers le futur. On y retrouvera, bien sûr, l'univers familier de Walt Disney et ses personnages de dessins animés, mais aussi des attractions de

l'avenir : images de synthèse, jeux informatisés, etc.

Les responsables semblent ouverts à toutes les suggestions et prêts à accepter les idées intéressantes. Un complexe industriel, vitrine des technologies de pointe, serait même envisagé.

La première phase, prévue sur une durée de quatre ou cinq ans, devrait faire intervenir des partenaires locaux. Il faudra construire des hôtels, des aires de sport (tennis, golf, piscines) et des terrains de camping sur les 2 000 hectares du petit monde européen de Walt Disney.

Coincidence, un projet assez semblable vient d'être annoncé en Lorraine. Les anciennes scieries Sallier, à Hagondange, seraient transformées en Schtroumpfville. Les Schtroumpfs contre Mickey au pays d'Astérix : les dessins des promoteurs ne manquent pas d'animation.

KING-GEORGE OU LA CABINE DES MARX BROTHERS

Huit bases et demie sur une île de l'Antarctique.

par Yvonne Rebeyrol



LA première expédition chinoise en Antarctique vient de construire une base d'été, baptisée Grande Muraille, sur King-George, une des îles des Shetland du Sud, dont le chapelet s'égare le long de la côte ouest de la péninsule antarctique.

Dans le même temps, la première expédition uruguayenne en Antarctique vient, elle aussi, de construire une base estivale, Artigas, et aussi sur l'île King-George.

Pendant l'été austral 1983-1984, le Brésil a installé sa première base d'été antarctique, Comandante Ferraz, sur l'île King-George et l'occupe actuellement jusqu'au 21 mars. Et l'année d'avant, les Argentins y ont transformé leur refuge Jubany en station permanente.

Cette attirance pour King-George n'est pas nouvelle. Les Chiliens y occupent deux stations jumelles, Teniente Rodolfo Marsh depuis plus de vingt-cinq ans et Presidente Eduardo Frei depuis 1969. Toujours sur la même île et touchant la station E. Frei, les Soviétiques ont construit leur base Bellingshausen en 1968, à laquelle les Allemands de l'Est sont venus s'intégrer depuis plusieurs années, et les Polonais la leur, Arctowski, en 1977. Notons, pour mémoire, que les Britanniques ont été présents sur King-George de 1947 à 1961 et que les Italiens y ont fait un court séjour en 1975-1976.

Actuellement, sur l'île King-George, il y a donc huit bases déjà édifiées (plus une demi-base si l'on compte les Allemands de l'Est). La population estivale totale doit dépasser deux cents personnes dont huit enfants; le plus jeune de ces enfants est né sur l'île le 21 novembre dernier. Les

Chiliens, en effet, ont amené six familles qui doivent rester deux ans à la base E. Frei et qui seront remplacées par une vingtaine d'autres.

Il ne faut pas oublier que le Chili revendique, depuis 1940, tout un secteur du continent blanc et que l'Argentine (d'abord en 1937 puis en 1946) et la Grande-Bretagne (depuis 1908) revendiquent, elles aussi, des secteurs du continent austral. Ces trois revendications se recouvrent en grande partie et les trois territoires revendiqués comprennent la péninsule antarctique.

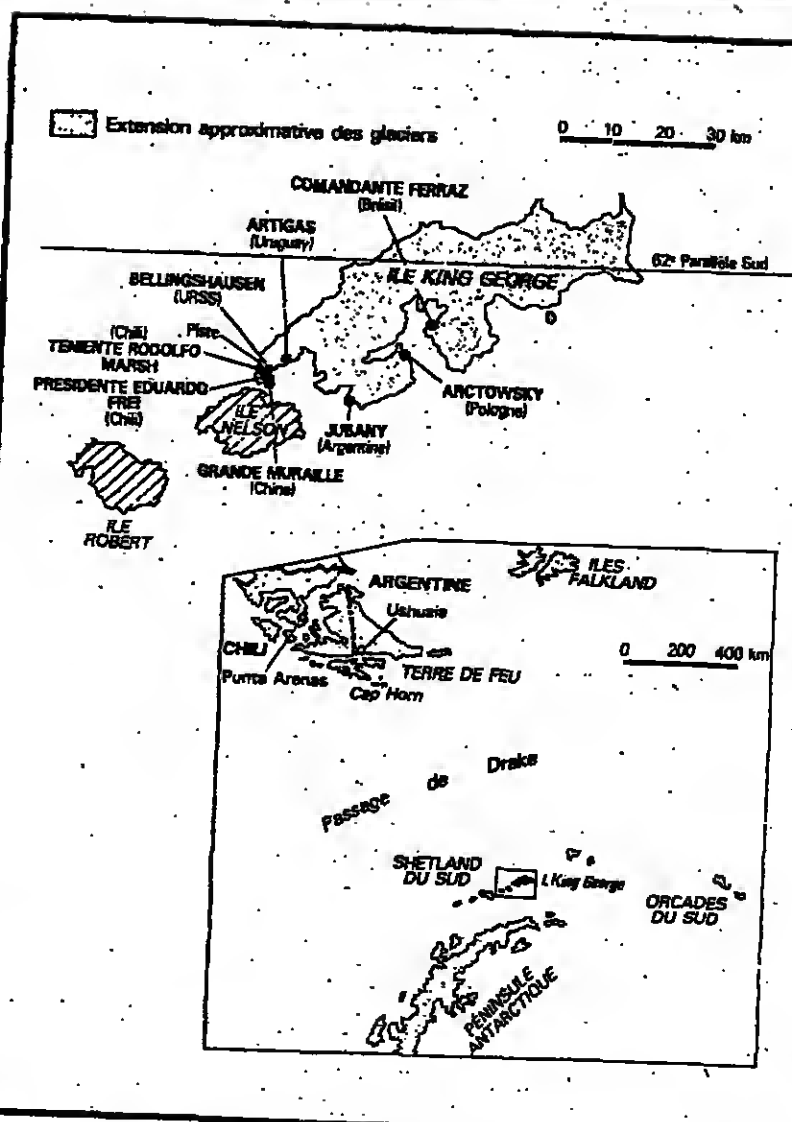
Rappelons aussi que le traité de Washington sur l'Antarctique, signé en 1959 et entré en vigueur en 1961, «gèle» sans les dénier ou les reconnaître, les revendications territoriales de l'Argentine, de l'Australie, du Chili, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande. Le traité a institué la liberté totale de la recherche scientifique, ce qui permet à toute nation d'installer une base là où elle le veut... tout au moins où elle le peut.

L'installation d'une base est le signe le plus concret de l'intérêt qu'un pays porte à l'Antarctique et est, en général, le prélude à l'accession de ce pays au titre de membre consultatif (c'est-à-dire à part entière) du traité. Les douze membres consultatifs «fondateurs» (Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Chili, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande et URSS) ont ainsi déjà été rejoints par la Pologne, l'Allemagne de l'Ouest, l'Inde et le Brésil.

Mais l'Antarctique est d'un accès difficile. L'hiver, la banquise (de la glace de mer) peut s'étendre vers le large sur des centaines de kilomètres. L'été, la banquise ne disparaît pas partout, l'étendue et la persistance de la glace de mer étant, évidemment, surtout fonction de la latitude. Or l'île King-George est traversée par le 62° parallèle sud, c'est-à-dire qu'elle est à 500 kilomètres au nord du cercle polaire antarctique (66° 33' de latitude sud). Le climat y est donc bien moins rude que sur les côtes du continent — qui, à l'exception de celles de la péninsule antarctique, sont, pratiquement partout, au sud du cercle polaire — et la banquise n'y est guère formée que de juin à octobre.

On comprend ainsi que les Chinois aient décliné les propositions des Néozélandais qui leur proposaient, dans leur secteur, des sites dont la latitude variait de 70° à 79° sud.

Le cas des Soviétiques est différent. L'URSS est le seul pays à avoir sept bases antarctiques permanentes, dont six sont réparties assez régulièrement tout autour du continent (la septième est loin dans l'intérieur, sur la calotte glaciaire), c'est-à-dire qu'elles font face aux trois océans qui



se rejoignent pour former l'Océan Austral. Bellingshausen est ainsi sur le passage de Drake, ce large corridor maritime qui sépare l'Amérique du Sud de la péninsule antarctique et qui fait communiquer l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique. Certes, le traité sur l'Antarctique démilitarise toute la zone située au sud du 60° parallèle sud. Mais la répartition régulière des bases côtières soviétiques fait tout de

même penser à quelque arrière-pensée stratégique... Quant aux Polonais, leur présence sur King-George s'explique sans doute par le fait que la logistique d'Arctowski est assurée, en grande partie, par les Soviétiques. Pour les Argentins et les Chiliens, King-George présente indubitablement l'avantage d'être seulement à 1 000 ou 1 200 kilomètres d'Ushuaia ou de Punta-Arenas. Les Chiliens ont construit sur l'île King-

George une piste de terre longue de 1 300 mètres — bientôt allongée à 1 800 mètres — ce qui permet aux avions Hercules C130 de faire le trajet, depuis la pointe de l'Amérique du Sud, en quelque deux heures et demie. La piste chilienne est d'ailleurs fréquentée, à l'occasion, par des appareils d'autres nationalités.

De même, la «boutique» chilienne — en fait, un minuscule bazar — et le bureau de poste chilien sont ouverts aux résidents des autres bases. Seule la petite école, et pour cause, n'est fréquentée que par les Chiliens d'âge scolaire. Quant aux matches de football, ils sont volontiers internationaux.

La vie dans les stations est tout de même austère. Certes, les températures hivernales descendent rarement à -20°C. Mais les vents sont très violents et très fréquents. La seule végétation est constituée par des lichens. Les promenades sont forcément limitées : une grande partie de cette île d'environ 1 350 kilomètres carrés est recouverte par des glaciers. Toutefois, le paysage désolé est égayé par trois espèces de petits manchots, et des phoques viennent s'avachir sur les rivages.

Et la recherche scientifique dans tout cela ? L'Antarctique est, en effet, la seule région du monde à être officiellement consacrée à la science et à la coopération scientifique. La seule justification de l'entretien de ces bases lointaines et coûteuses est la recherche. Toutes les recherches portent forcément sur les mêmes sujets : météorologie, géophysique, océanographie, biologie, géologie, glaciologie. La recherche imposait-elle vraiment de transformer l'île King-George en une version antarctique de la célèbre cabine des Marx Brothers dans *Une nuit à l'Opéra* ?

52 من الاول